L'EXPRESS

3 OCTOBRE 1957. — N° 328

100 FR. ALGERIE, TUNISIE MAROC : 110 FR.

INSTITUT FRANÇAIS DU ROYAUME-UNI
0328
BIBLIOTHÈQUE
QUEENSBERRY PLACE, LONDON, S.W.7

20 ANS

C'est nous qui sommes le centre et le cœur. L'axe passe par nous. C'est à notre montre qu'il faudra lire l'heure.

(Péguy, *Notre jeunesse.*)

★★★★★

La lettre de « L'Express »

C'EST un ministre efficace, actif, affable, toujours prêt à rendre service et à inculper le « Monde » ; un patriote qu'un grand hebdomadaire illustré n'a pas craint de hisser la semaine dernière auprès du bon M. Pinay « du côté de ces Français un peu ridicules en civil parce qu'il semble qu'il n'y ait jamais qu'une coiffure qui leur ait convenu : le casque de 1914 ».

M. André Morice avait, en août 1914, treize ans. Quelque précoce qu'ait été son goût pour le maniement des armes, son activité militaire devait à l'époque se limiter aux soldats de plomb. N'importe... Le voilà sacré brave homme à un million et demi d'exemplaires.

Pourtant, qu'un député use à son sujet de locutions telles que : « Voilà M. Morice qui recommence ses constructions... » et l'Assemblée de s'esclaffer.

Qu'a-t-il donc fait, M. Morice ?

S'il n'était en situation d'assumer les plus hautes charges que la nation puisse confier à un homme, son passé ne justifierait aucune investigation. Mais il y a des présents qui s'accommodent mal d'avoir été conjugués d'abord à l'imparfait. Le pays ne consomme pas tant de présidents du Conseil qu'il ne puisse satisfaire à l'exigence naturelle des peuples qui est de demander à leurs chefs plus de vertu qu'il n'est d'usage d'en pratiquer pour son compte.

LE pouvoir n'appartient jamais qu'à ceux qui le demandent. Tout homme qui se désigne ainsi lui-même, comme digne de l'exercer, doit pouvoir supporter, à chaque moment de sa carrière, la radiographie qui conclura : « Bon pour le service de l'Etat ».

M. Morice, qui est fort intelligent, ne l'ignore pas. Qu'il ne se soit pas senti handicapé, à l'aube de son activité politique, par cette ombre qu'on lui voyait à la hauteur des côtes, plaiderait en faveur de sa bonne foi.

Mais qu'a-t-il donc fait, M. Morice ? Quelques enquêteurs ont été chargés de réduire à des faits le cortège de rumeurs qui accompagne, depuis dix ans, l'actuel ministre de la Défense nationale. C'est une entreprise malaisée. Il y a ceux qui parlent — et qui ne savent rien. Il y a ceux qui savent — et qui ne parlent plus. Il y a la prudence des uns, l'imagination des autres, la peur de tous. Et comment leur en faire grief...

Tout homme qui a pouvoir, dit Alain, finit par se venger. Le pouvoir rend méchant par une réelle impuissance aussitôt sentie, celle qu'exprimait Denys le Tyran en disant : « Je puis mettre Platon aux fers, mais je ne puis mettre son jugement aux fers ». Certains préfèrent se garder tout entiers des fers.

Ce qu'il a fait, M. Morice ? C'est ce qu'un froid dossier expose ici. L'allusion ni l'insinuation ne sont des genres convenables en pareille matière. Les faits seuls comptent. Chacun en tirera ses propres conclusions.

CE Mur de l'Atlantique, au pied duquel M. Morice se trouve périodiquement placé, c'est peut-être entre deux générations qu'il s'élève maintenant. Les jeunes hommes, les jeunes femmes qui composent la « Nouvelle Vague » ne l'ont-ils pas dépassé ?

Le questionnaire de base, que nous publions cette semaine, établi par l'Institut d'opinion publique pour sonder le cœur et l'esprit de ceux qui feront la France de demain, comporte, parmi vingt-cinq autres questions, celle-ci :

« Attachez-vous de l'importance à la manière dont les gens se sont comportés pendant la dernière guerre ? »

Peut-être les jeunes Français répondront-ils en masse : « Non », en haussant les épaules.

Mais peut-être le temps n'efface-t-il que la mousse à la surface des choses et ce Mur de sang et d'argent demeurera-t-il, symbole éternellement dressé entre le simple citoyen, entrepreneur de travaux publics, et un homme d'Etat en charge du visage public de la France.

Françoise Giroud.

Un sentiment d'impuissance

Je termine à l'instant la lecture du récit de Mme Mezurat. J'en suis rempli d'horreur et d'indignation, mais le sentiment qui prédomine en moi est un sentiment d'impuissance.

Je suis un vieil abonné de *L'Express* dont la lecture m'est presque devenue indispensable. Je vous remercie de votre courage de nous apporter ces témoignages qui nous font prendre conscience de cette atroce responsabilité dans laquelle nous engage la politique actuelle en Afrique du Nord. Mais à quoi tout cela servira pratiquement si nous ne pouvons pas, et surtout si nous ne savons pas, comment agir ?

Je ne me fais pas grande illusion sur une « prise de conscience du peuple ». Cela a contribué d'après vous à la constitution de cette fameuse « Commission de Sauvegarde » dont vous-mêmes vous ne cessez pas de démontrer l'impuissance. Non, il y a certainement quelque chose d'autre à faire.

J'aimerais, et c'est l'avis de beaucoup de gens autour de moi, que votre journal nous apporte un « mode d'emploi », c'est-à-dire nous suggère la façon par laquelle chacun de nous pourra pratiquement agir. Pour ma part, c'est uniquement dans une action aussi petite soit-elle que j'aurais le sentiment de ne pas être tout à fait lâche.

Maurice Confino,
Lyon.

[*L'action individuelle, en démocratie, est indispensable et simple : convaincre. Parler, écrire, informer, discuter. Le témoignage de l'institutrice de Chréa fournit une occasion et un exemple : faites-le connaître, faites-le lire, diffusez-le autour de vous. Aucun Français atteint par ce témoignage ne peut éviter de réfléchir, serait-ce quelques instants, sur les bonnes et les mauvaises méthodes pour garder l'Algérie liée à la France. L'émotion que vous avez ressentie devant un tel document, l'autre l'éprouvera aussi, quel que soit son préjugé. Essayez.*]

Concluons

Depuis quelque temps *Les Temps Modernes* publient chaque mois des témoignages qui, à ma connaissance, n'ont pas été réfutés. Parions que votre article sur Mme Mezurat ne sera pas réfuté non plus et concluons : la vérité laisse l'opinion indifférente. De telles choses auraient eu du retentissement au lendemain de la Libération.

La présence de 400.000 hommes en Algérie est acceptée comme une fatalité, les communistes eux-mêmes ont voté l'envoi des troupes, il ne faut donc pas s'étonner que les témoignages ne créent aucun remous dans l'opinion.

P. C.,
Paris.

● Mme Platon, de Toulouse, qui écrit : « Que faire, mais que faire pour que ça cesse ? », André Rolland, de Brienne-le-Château, Gérard Sahuguede, de Bagnols-s/Cèze, Henri Armanet, de Tarbes, Raymond Laffargue, de Villeneuve-Loubet, Jean Zablot, de Paris et de nombreux lecteurs qui ne désirent pas être cités, nous ont fait part de leur émotion à la lecture du récit de Léone Mezurat. Les deux lettres que nous publions ci-dessus résument l'impression généralement ressentie.

Un signe amical

J'ai lu et vivement apprécié votre interview de Françoise Sagan, mais je tiens aujourd'hui à vous dire combien j'apprécie également la lettre que cet article a suscitée de la part de M. J. B..., professeur de lycée.

Une seule réserve toutefois : les initiales de la signature (...).

J'appartiens moi-même à l'enseignement secondaire et j'adresse à J. B... le signe amical et rapide de ceux qui se reconnaissent en passant. Je pense qu'il faut dire ce que certains pensent et déplorent : à savoir les structures et l'état d'esprit médiéval qui règnent dans nos lycées et collèges. Je ne prétends pas qu'il faille rejeter de notre enseignement le culte du passé, mais à condition qu'un tel culte ne nous conduise pas à fermer les yeux de nos jeunes contemporains sur la réalité qui nous entoure (...).

René Rousset,
lycée de Chambéry.

[*M. J. B... nous a donné son nom et ses coordonnées, sinon nous n'aurions pas publié sa lettre. Mais comme beaucoup de nos lecteurs, il nous a demandé de ne pas en faire état, dans nos colonnes. Les motifs de cette discrétion volontaire sont généralement tout à fait respectables. C'est pourquoi nous les respectons.*]

La main à la pâte

Abonné à *L'Express* et aimant ce journal, je me permets de vous faire remarquer que vos informations au sujet du Vatican et de sa politique à l'égard des Français (problèmes religieux) sont parfois aventureuses. Votre note au sujet de l'enseignement religieux et des nouvelles méthodes d'enseignement catéchistique était prématurée. Cependant, on aimerait pouvoir poser à ces messieurs des bureaux romains quelques questions. (...)

Ces messieurs mettent-ils la main à la pâte pour évangéliser les petits Romains de certains faubourgs et banlieues qui pourtant attendent ce pain qu'on ne leur partage pas ?

A quand la mise à l'index de l'Evangile, car le Christ est un très mauvais pédagogue, et sa façon d'enseigner n'a rien à voir avec le catéchisme, fût-il national ou romain ?

Un curé.

Un exemple frappant

Fidèle abonné de votre journal, je me permets de répondre à votre campagne « anti-hausse » par un exemple frappant et évident de produit ayant subi une hausse illicite.

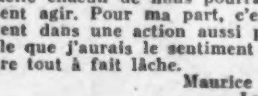
L'étiquette montre bien que le produit devait être vendu 100 fr. La maison « Goulet-Turpin » a pris l'initiative sans raison d'inscrire 106 fr. Or, d'une part, cette hausse est injustifiée pour le produit en question ; d'autre part, le paquet n'a pas été augmenté à l'achat par la maison.

A. Girardot,
Paris.

[*Les gâteaux font partie de la confiserie qui est sujette à la nouvelle taxe de 5 %. La hausse a été effectuée par l'administration centrale de « Goulet-Turpin ». Elle est légale.*]

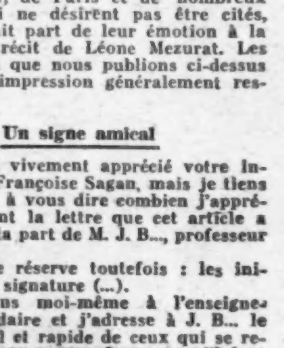
(Suite du courrier page 35.)

Le froid pénètre chez vous



par là...

...car toutes les fenêtres laissent passer les courants d'air. Superhermétisez vos fenêtres et portes vous gagnez 4 à 6° de chaleur supplémentaire et un confort insoupçonné. Pendant 20 ans, vous êtes couvert par le "Chèque-garantie Superhermit" - maison fondée en 1933 et bénéficiant du contrôle de Qualité-France.



Superhermit
JOINTS METALLIQUES BREVETES

Demandez notre documentation N° 204

79, 81, Fg. Poissonnière, Paris-9e - PRO. 80-89

Où que vous habitiez, Superhermit peut aller chez vous.

Dans ce numéro :

Les affaires françaises

- La Nation .... p. 3
- **Enquête : L'homme de la crise .... p. 3**
- Correspondances Express. p. 4
- Fin du molletisme, par *Maurice Duverger.*
- Le Front ouvrier, par *Albert Detraz* .... p. 6
- Algérie : Les invités dans le maquis .... p. 9
- En deux mots, par *Brigitte Gros.* p. 10
- Afrique : Plus vite que les slogans, par *Pierre Moinot* .. p. 11

Les affaires étrangères

- Correspondances Express. p. 12
- Hongrie: Au premier rang. p. 13
- Guerre : Le péril orange. p. 13
- La grande course, par *Alfred Sauvy* .... p. 14
- Angleterre : L'odeur du pouvoir, par *K.S. Karol* .... p. 15
- Ce jour-là : Le 30 septembre 1938 .... p. 15
- **La « Nouvelle Vague ». Une grande enquête nationale. Répondez ! pp. 18-19**

Automobile

- Ce qui s'est passé en dix ans. p. 20

Education

- Ça va bien : Entends-tu ? Y es-tu p. 21

Santé

- Deux bons vieux produits, par *le docteur Knock*......... p. 22
- Alors, raconte............ p. 23

Paris en parle

- La Semaine: Jean Renoir aiguise le « Grand Couteau » .... p. 24
- Expositions .... p. 25
- Théâtre : Vocalises, par *Robert Kanters* .... p. 26
- Musique : Décentralisation, par *Antoine Goléa* .... p. 26
- Cinéma : Les infortunes de l'amitié, par *J.-P. Vivet.* p. 27

Lettres

- Biographie, Essais, On vous en parlera .... p. 28
- Un idiot, par *Madeleine Chapsal* .... p. 29
- Voyages, Collections .... p. 29
- Faulkner au tournant, par *François Erval* .... p. 30

Madame Express

- Prix .... p. 31
- Cette semaine, Mme Express. p. 32
- Fourrure .... p. 32
- Rentrée .... p. 33
- Pas cher, Recette, Service Express .... p. 34

Et

- **Le Bloc-Notes de François Mauriac .. p. 36**

LA SEMAINE

● **LES AFFAIRES POLITIQUES.** — Le jeu des pronostics recommence, et occupera la « une » des journaux sans doute pour une longue période. Il y a beaucoup de noms prononcés pour la succession de M. Bourgès-Maunoury, mais un seul problème pour le président Coty : faut-il choisir un « conciliateur » ou un « énergique » ? Le pouvoir des maitres d'Alger sur l'Assemblée nationale étant ce qu'il est, ce sera sans doute un conciliateur. — Dans la course au pouvoir, un homme s'est particulièrement distingué par son habileté. Mais « on ne monte pas au mât de cocagne quand on a une chemise sale ». — Derrière la crise politique se développe une autre crise sur le front ouvrier : le leader syndicaliste Albert Detraz (C. F. T. C.) annonce le front unitaire dans la lutte revendicatrice. — Et l'Assemblée des Nations Unies commence ses débats dans des conditions regrettables : un président des Etats-Unis en grande difficulté, un monde arabe réunifié, une France absente. — Au cœur de l'Afrique pourtant, à Bamako, la France découvre d'elle-même une image étonnante, et un trésor qui n'est pas encore perdu. — Mais la vraie grande course se joue à plus long terme, entre l'accroissement du bien-être à l'Ouest et à l'Est : les dernières informations sont analysées par Alfred Sauvy.

● **PARIS EN PARLE.** — Trois agréables jeunes femmes se partagent, en scène, un conte bleu sous pavillon noir, une brusque flambée de passion sans génie, et un proverbe de Musset. La dernière a la meilleure part. — Brassens n'est pas Brasseur, mais la Porte des Lilas sera franchie avec allégresse par ceux qui aiment le cinéma et l'amitié. — Jean Renoir aiguise à Paris, où l'on travaille mieux, dit-il, qu'à New-York, « Le Grand Couteau », qui traduit le combat de l'artiste contre le commerce. — Au Salon de l'Auto, en regardant le nez des voitures, on mesure tout ce qu'elles ont de changé dans le ventre.

● **LETTRES.** — Pendant que Faulkner, fêtant son 60e anniversaire, tourne le dos à son passé, ses disciples continuent la tradition avec « Le Vent », amer tableau d'une société asphyxiée. — Pendant que « L'Express » scrute « La Nouvelle Vague », un romancier trace le portrait de la nouvelle vague de 1939, aussi différente de celle qui l'a précédée que de celle qui l'a suivie.

● **HISTOIRE.** — Il y a dix-neuf ans, à Munich, Hitler cherchait l'humiliation politique des Franco-Anglais. Il a trouvé, en France même, d'excellents alliés dont on avait oublié le talent.

● **PRIX.** — Le Bureau parisien du Syndicat C. G. T. des Employés de commerce dénonce les augmentations dans les magasins à prix unique. A-t-il raison ?

● **SANTE.** — Pour une fois, les médicaments à la mode sont ceux qui guérissent. Fumeurs, vous fumez aussi vos vitamines.

● **EDUCATION.** — Un enfant sur six entend mal. Mais il y a une école où ils entendent bien.

● **NOTRE COUVERTURE.** — Vingt ans, c'est l'âge de la jeune fille que nous avons photographiée pour symboliser la Nouvelle Vague, parce qu'elle est plus agréable à regarder que ses frères. C'est aux jeunes hommes et aux jeunes femmes de dix-huit à trente ans que s'adresse la grande enquête nationale lancée cette semaine par « L'Express » et l'Institut français d'Opinion publique. Le questionnaire de base publié dans ce numéro est illustré par Jean Effel qui fait ainsi son entrée à « L'Express ». Voici comment il se voit. Et (page 5) comment il voit la crise.

LES AFFAIRES FRANÇAISES

(A.P.)

LES DÉLÉGUÉS AMÉRICAIN, ANGLAIS ET RUSSE A L'O.N.U. (1)
Face au monde... les Sudistes

LA NATION

Leur étendard hissé à Paris

« *AU sortir de la messe dans ma paroisse normande, l'enfant de chœur m'a vendu* la Vie catholique illustrée. *Mon village est comme presque tous: le patriotisme y est naturel... Et voici ce que les gens du village ont pu lire sous le titre « Algérie 57 ». [Suit la description d'un reportage du grand magazine catholique, avec des légendes de photos comme « L'Algérie, ce pays où tout Algérien est suspect... » ; et des récits documentés sur le courage de certains jeunes Français qui, s'opposant là-bas au déchainement de violence et aux tortures, tentent de conserver des liens avec les musulmans...]*

« Comment un journal qui se prétend catholique ose-t-il marquer une telle partialité ?... Nous croyons qu'il est temps de prévenir la hiérarchie catholique contre des publications aussi grossièrement tendancieuses. »

Ainsi s'est exprimé lundi après-midi M. Triboulet, député du Calvados, dans un quotidien du soir, avant d'aller présider la réunion du groupe des républicains sociaux, qui devait donner le signal de la crise.

M. Triboulet est loin d'être l'artisan de la crise. Mais il en a fourni la clé. Un petit nombre de députés français (au plus une centaine) sont résolus à demeurer totalement solidaires des grands propriétaires d'Algérie et des chefs des « Associations patriotiques » d'Alger qui nient depuis trois ans et nieront toujours qu'il existe des musulmans.

Ils l'ont nié d'abord contre la rébellion, puis contre les « progressistes » français d'Algérie, contre les libéraux, et maintenant contre les voix catholiques les plus pondérées. « Le statu-quo ou la mort » a été le slogan victorieux des sudistes du 6 février contre M. Guy Mollet. Le 6 février de M. Bourgès-Maunoury s'est étiré sur trois mois, mais l'épreuve de force a eu le même résultat.

Le 21 août, le directeur de *L'Echo d'Alger* publiait un éditorial dénonçant la loi-cadre comme inacceptable. Dès le lendemain, le ministre de la Défense nationale reprenait ce mot d'ordre et engageait l'attaque contre le projet. Trois semaines après, M. Duchet revenait sur ses engagements et « s'opposait formellement à la création de tout exécutif à Alger ». Le même jour, M. Borgeaud mettait publiquement en garde les hésitants. Le 18 septembre, M. Morice jetait son portefeuille dans la balance contre le projet et M. Soustelle engageait la lutte. Le 28 septembre, M. Boyer-Banse déclarait solennellement au président du Conseil que le compromis de la Table ronde serait considéré « comme nul et non avenu ». Et le surlendemain MM. Triboulet, Soustelle, Tixier-Vignancour et Morice, entrainant une centaine de députés de droite, déclenchaient la bataille parlementaire des amendements et assuraient la chute du gouvernement... à la veille de la session de l'O.N.U. Les sudistes d'Alger tiennent Paris solidement sous leur coupe.

Malgré la leçon du 6 février, MM. Guy Mollet et Bourgès-Maunoury, en avançant timidement des réformes trop partielles, ont commis l'erreur impardonnable de faire éclater de nouveau l'impuissance de la France, aux yeux du monde, et de laisser hisser l'étendard sudiste à Paris au moment où les nations se réunissent pour débattre du conflit algérien.

Contre les sudistes, il y a maintenant sans aucun doute la grande majorité des Français, comme la publication éclatante, ou scandaleuse, de *la Vie catholique illustrée* vient de le montrer précisément cette semaine. Mais la mécanique du régime et celle des partis sont telles actuellement que cette majorité n'est pas assez forte encore pour prévaloir.

(1) De g. à dr. : M. Sobolev, Sir Pierson Dixon et M. Cabot Lodge.

LE MÉMOPHONE

C'est un appareil qui vous permet d'appeler au téléphone vos correspondants habituels sans interrompre une conversation ou un travail en cours.

Vous n'avez pas besoin de rechercher ou de vous remémorer le numéro désiré. Vous n'avez pas besoin non plus de le composer. Il suffit de déplacer un curseur et l'appel est fait automatiquement. En cas de « PAS LIBRE » l'appel est refait semi-automatiquement ; de plus, le Mémophone ne fait jamais de faux numéro. L'appareil, pose comprise, garantie totale un an, ne coûte en France que 36.000 francs. Vous serez étonné des services qu'il vous rendra.

Documentation X 3 sur demande à S.A.N.E.M., 82, rue Saint-Lazare, Paris (9e). TRI. 61-12.

ENQUÊTE

L'homme de la crise

● ***Parmi les maîtres du jeu, un homme nouveau : André Morice. Qui est-il ? Pourquoi ces rumeurs ?***

LA crise gouvernementale s'est ouverte dans la nuit de lundi à mardi. Le lendemain matin tous les quotidiens citaient une liste de leaders politiques « possibles », pour succéder à M. Bourgès-Maunoury. Parmi eux, pour la première fois, le nom d'André Morice.

L'après-midi de mardi, *France-Soir* titrait en manchette, sur deux noms : « Soustelle et Morice ». Et *Le Monde*, analysant les origines de la crise, écrit : « L'opposition ouverte du ministre de la Défense nationale (André Morice) au texte initial de loi-cadre a cristallisé celle d'une bonne partie de la droite. »

M. André Morice, beaucoup plus habile tacticien que M. Soustelle, avait laissé, au dernier moment, d'autres que lui abattre le gouvernement dont il faisait partie, et mardi soir, ce travail étant fait, il prenait l'avion pour inspecter l'armée d'Algérie, montrant ainsi que le sens de l'État ne pouvait pas avoir plus fidèle serviteur.

Il est maintenant l'une des pièces

(Suite page 5.)

Offrez un vison sauvage

MAURICE KOTLER

10, rue La Boëtie — Paris (8e)

LES AFFAIRES FRANÇAISES

CORRESPONDANCES EXPRESS

L'HOMME « LOGIQUE » DANS LA CRISE

● Au premier jour de la crise, six noms étaient généralement prononcés. Ceux de MM. Soustelle, Morice, Mollet, Pleven, Mitterrand et Pflimlin. Mais il faut savoir que le prochain président du Conseil devra :

— 1. Avoir voté pour le gouvernement sortant le jour de sa chute : MM. Morice, Mollet, Pleven, Mitterrand et Pflimlin.

— 2. Obtenir les voix socialistes : MM. Mollet, Pleven, Mitterrand et Pflimlin.

— 3. Bénéficier de la neutralité de la droite : MM. Pleven, Mitterrand et Pflimlin.

— 4. Ne pas évoquer de désastres militaires : MM. Mitterrand et Pflimlin.

— 6. Enfin ne pas apparaître comme l'animateur d'une « politique » de rechange » : M. Pflimlin.

— Seul handicap pour le président du M.R.P. : il a déjà été deux fois l'homme logique et s'est heurté deux fois à l'illogisme parlementaire. Ce qui laisse de l'espoir aux autres...

EPURATION DE DERNIERE HEURE

● Quelques heures avant la crise, lundi à midi, M. Pierre Schaeffer, directeur de la Radio d'Outre-Mer, a été révoqué par le ministre M. Jaquet. L'arrêté du ministre a paru à l'« Officiel » du mardi 1er octobre, lendemain de la chute du gouvernement.

— M. Pierre Schaeffer, 56 ans, polytechnicien, ingénieur en chef des télécommunications, est compositeur et écrivain. C'est l'inventeur de la « musique concrète ». Résistant, il est révoqué par Vichy en 1941, fonde le Studio d'Essai de la R.T.F. avec Jacques Copeau et commence des émissions clandestines à Paris huit jours avant le départ des Allemands. Depuis 1950, il est le spécialiste n° 1 de la Radio d'Outre-Mer. Il a créé en Afrique douze stations nouvelles.

— M. Robert Pontillon, 36 ans, le remplace. Ses titres : directeur adjoint du cabinet de M. Jaquet et employé à la direction de la S.F.I.O.

— Explication : M. Schaeffer n'avait pas d'appartenance politique. Aucun parti ne le protégeait. Il était le dernier directeur à la R.T.F. à n'avoir pas été choisi ou nommé par l'état-major de M. Guy Mollet.

MORICE-LACOSTE : A QUI L'ARMEE ?

● La rivalité qui oppose M. Robert Lacoste et M. André Morice pour le leadership des Français d'Algérie, a provoqué lundi après-midi à l'Assemblée un échange de répliques, remarqué :

— M. André Morice à la tribune : « Notre armée, je la vois fréquemment : tous les quinze jours, je prends contact avec des officiers de compagnie et des soldats... Notre armée est à l'action avec fougue, avec foi, avec la certitude de vaincre... »

— M. Robert Lacoste lui succède : « Grâce à notre armée dont j'assume le commandement en Algérie... » (Mouvements divers.)

— Mardi matin, avant d'aller prendre un avion pour Alger, M. André Morice a fait téléphoner aux journaux pour leur demander de passer sous silence cet échange de répliques.

BIGEARD PREVOIT UN CHOC

● Le colonel Bigeard, le célèbre chef du 1er R.C.P., vient de déclarer au correspondant d'une revue américaine à Alger : « Jamais les rebelles n'ont été aussi bien armés et aussi bien entraînés. Moi, cela ne me fait pas peur. Mais je commande le seul régiment dans toute l'Algérie qui puisse faire ce que je fais. J'ai peur pour les autres.

« D'autant que les rebelles, qui actuellement reçoivent des quantités d'armes et qui, depuis trois semaines, évitent le combat, préparent à mon avis une offensive de grand style pour la semaine qui précédera le débat de l'O.N.U. ».

LE P.C. DECIDE DE JOUER SEUL

● Le parti communiste change de tactique. Il veut apparaître comme le seul champion de la paix en Algérie. De nouvelles consignes viennent d'être données aux cadres par le comité central :

— 1. Mettre une sourdine aux appels adressés aux socialistes pour « l'unité d'action ». Dans son rapport, M. Léon Feix recommande de « marquer la responsabilité du parti socialiste dans la situation présente ».

— 2. Eviter les manifestations communes avec les socialistes. Pour la « journée nationale de lutte pour la paix en Algérie », organisée par le P.C. le 17 octobre, aucune invitation n'a été adressée, comme c'était l'usage jusqu'ici, à la S.F.I.O.

— Première application de la nouvelle tactique : Léandre Letoquart, fils du député communiste du Pas-de-Calais, qui effectuait son service militaire à Noyon, écrit au Président de la République son « intention de ne pas faire la guerre au peuple algérien ». Il est aussitôt transféré en Afrique du Nord. C'est le premier refus de servir en Algérie émanant d'un communiste.

LES DESSOUS DE L'AFFAIRE RAHMANI

● L'affaire des officiers musulmans de l'armée française — sept arrestations, six mises aux arrêts de rigueur — tourne tout entière autour de la personnalité d'un des inculpés : le lieutenant Rahmani.

— C'est le principal accusé. Il est soupçonné d'avoir organisé une « filière de désertion » via la Suisse et l'Italie, qu'auraient empruntée trois officiers pour rejoindre le F.L.N.

— L'importance un peu mystérieuse de l'affaire tient aux faits suivants :

— M. Rahmani a de nombreuses et solides amitiés au ministère de la guerre où il a servi (Etat-Major - 3e Bureau).

— Il est le frère d'un des deux directeurs musulmans du gouvernement général de l'Algérie.

— Au mois de juin, il avait été chargé d'une mission officieuse auprès du F.L.N. par un membre du comité directeur S.F.I.O. proche de M. Guy Mollet.

(A.G.I.P.)
LE COLONEL BIGEARD
Le temps qui passe

(A.D.P.)
M. PIERRE PFLIMLIN
L'heure qui vient

DANS LE COUFFIN D'UNE TERRORISTE

● Zorah Drif, vingt-deux ans, arrêtée avec le chef rebelle Yacef Saadi, la semaine dernière dans la Casbah d'Alger, transportait sa bibliothèque dans son couffin à provisions. Il contenait :

— Plusieurs volumes de la collection « Que sais-je ? » : la philosophie chinoise, les prisons, la mémoire, l'économie française, l'économie mondiale.

— Le « Livre blanc » sur les camps de concentration soviétiques publié par la Commission internationale contre le régime concentrationnaire.

— « La Tragédie algérienne » de Raymond Aron. « L'Algérie en 1957 » de Germaine Tillion. Le numéro de la revue « Document », éditée par le gouvernement général de l'Algérie, sur le pétrole du Sahara.

— Saadi a dit aux parachutistes qui l'ont capturé : « Sans Zorah, je ne suis rien ».

LES PAYSANS, « PIETAILLE » DES COMMERÇANTS ?

● La naissance du « Rassemblement paysan », créé dimanche à Paris en présence des 300 premiers « délégués » de l'organisation par MM. Poujade, Antier et Dorgères, a été curieuse.

— Voici ce qu'on a entendu au cours de cette cérémonie :

— M. Antier : « Droite, gauche, tout cela est dépassé. Aujourd'hui, c'est l'heure de l'union ».

— M. Poujade : « L'union étant faite, ma mission est terminée ».

— M. Dorgères : « Mon mouvement est la plus pure des organisations paysannes. Je n'ai pas eu besoin de commerçants et d'artisans pour le faire. J'exige 50 % des parts du Rassemblement. Qu'on me donne la moitié et non le tiers des sièges à son comité directeur. Sinon, je m'en vais ».

— Cris dans la salle : « Sabotage, chantage. Sortez-le ».

— M. Antier : « Je m'adresse à mon ami Dorgères. Cette querelle est sordide et ridicule... »

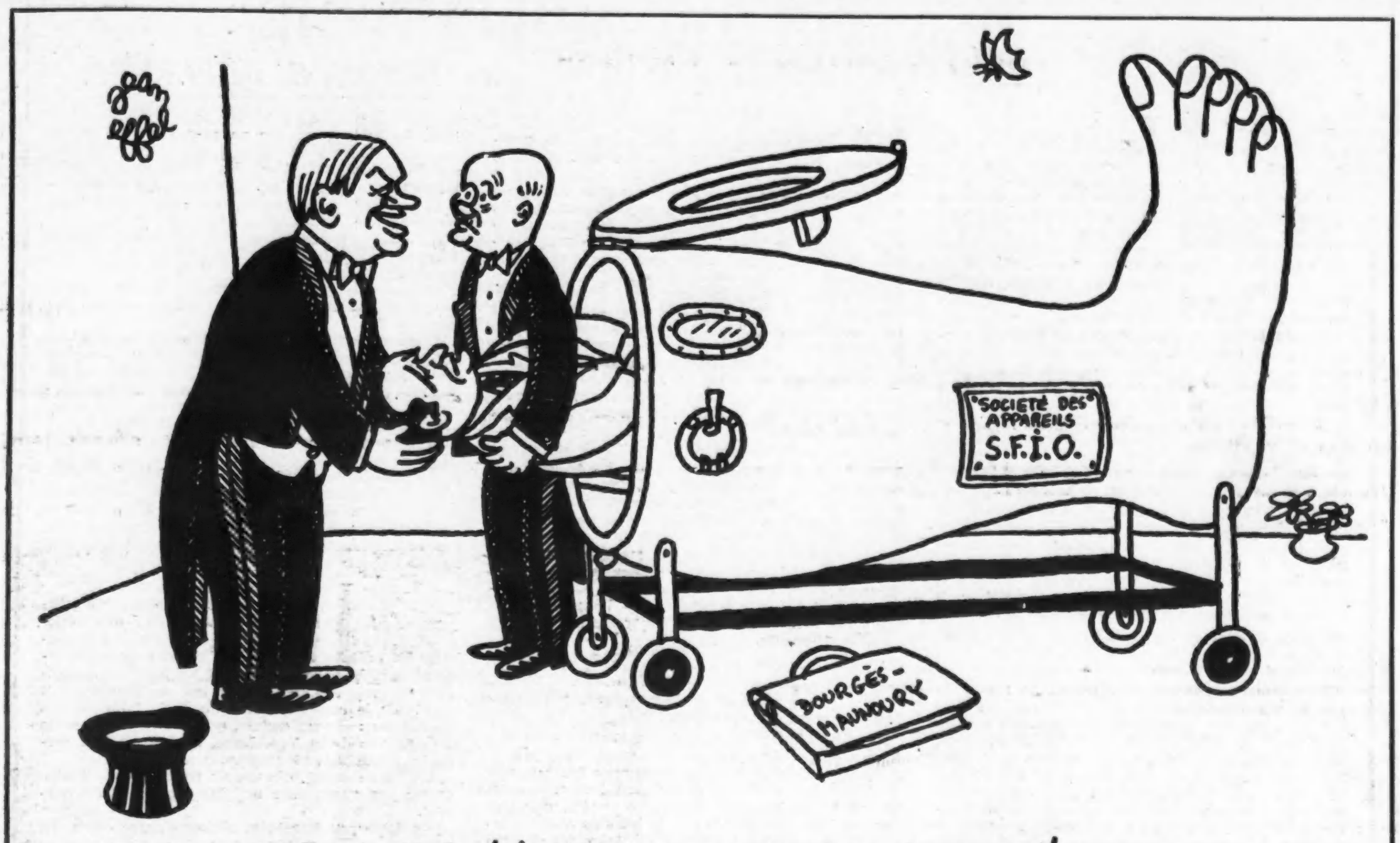
— Cris dans la salle : « Ferme-la. Dorgères a raison. Nous avons été roulés ».

— M. Poujade : « Partout seront constitués des « Comités de salut public » où commerçants et paysans lutteront coude à coude ».

— Cris dans la salle : « Union, union ! »

— M. Dorgères : « C'est du noyautage, les paysans seront la piétaille des commerçants ».

(Tumulte, confusion. La séance est levée.)



— Nous qui espérions le conserver grâce au Mollet d'acier...

(*Suite de la page* 3)

maîtresses de la crise politique, que l'on a déjà appelée « la plus grave de la IV[e] République ».

Un malaise, une question

C'est en quinze jours de débats et de discussions sur l'Algérie qu'il a franchi l'étape qui sépare le commun des ministres du club des maîtres du jeu. Et le président de la République lui a annoncé, au cours de l'un des derniers conseils des ministres à l'Elysée, qu'il serait l'un de ceux chargés de dénouer une crise dont il a été le principal artisan.

Ainsi se trouvent récompensés douze ans d'une dynamique persévérance, d'autant plus remarquable qu'elle suscite, à chaque nouveau pas accompli dans la carrière parlementaire, un malaise. Et une question. L'ardent patriote — qui a déclaré récemment : *« On oublie trop que la France est en guerre. La vérité nationale, c'est l'effort de guerre. Seule doit apparaître la volonté de la Nation de vaincre ses ennemis »* — a-t-il été, en 1944, l'un des entrepreneurs qui ont construit, pour les Allemands, le Mur de l'Atlantique édifié pour empêcher le débarquement allié ?

Lorsque la question se limite à des rumeurs dont l'écho se répercute dans la presse, ou aux insinuations fréquentes de ses collègues, M. André Morice ne répond pas.

Au cours du débat sur le Marché Commun Européen, l'un des adversaires du projet, M. Durbet, député républicain social, rétorqua au plaidoyer de M. Morice en faveur du traité qu'il redoutait ses *« constructions monstrueuses »*. Une partie de l'Assemblée se mit à rire. Le ministre ne réagit pas.

Peut-être ne s'est-il pas senti visé. Il a, sur son bureau, la photo du capitaine Moureau. Il a fondé un parti qu'il a qualifié *« d'ardemment patriote, à jamais hostile aux capitulations et aux abandons »*. Il a déclaré, le 1[er] juin 1956, à la tribune de l'Assemblée : *« Nous ne voulons pas que l'on puisse accuser quiconque de prendre option sur des catastrophes nationales »*.

Il s'est fait, aujourd'hui, en menant selon sa propre expression *« un rude combat »* au sein du gouvernement contre le projet de loi-cadre, le symbole d'un nationalisme exigeant, sans parvenir à dissiper ce malaise que provoque toujours la contradiction entre les propos d'un homme public et l'attitude qui aurait été la sienne dans le passé.

Lorsque l'accusation éclate publiquement, comme ce fut le cas de nouveau la semaine dernière à l'Assemblée, M. André Morice borne sa défense à ces deux arguments :

> 1) *Prisonnier de guerre, je suis resté en captivité jusqu'au début de* 1944, *époque où il n'était guère aisé d'engager les travaux dont on parle.*
>
> 2) *Lorsque l'invalidation de mon mandat de député a été demandée en* 1946, *l'Assemblée a conclu à la validation.*

Et l'un de ses impertinents collègues de conclure, plagiant Victor Hugo : *« Le mur murant Morice rend Morice murmurant »*.

En 1950, les accusations portées contre lui lui ont coûté le portefeuille de l'Education Nationale, que venait de lui confier M. Queuille. Informés de cette nomination, les membres du Bureau de l'Association des Anciens Combattants de la Résistance de l'Education Nationale (A.C.R.E.N.) s'étaient, en effet, rendus en délégation auprès de M. Vincent Auriol, président de la République, pour effectuer une démarche solennelle de protestation appuyée sur des documents qu'ils communiquèrent au chef de l'Etat. Ils procédèrent ensuite à la publication d'une partie de ces documents, en la faisant suivre de ce commentaire :

> *Quelle leçon de patriotisme M. Morice peut-il donner à la jeunesse française ? Et quelle autorité pourrait avoir pour appeler le peuple français à se dresser contre un éventuel envahisseur un gouvernement qui compterait dans son sein un homme qui, lorsque son pays était envahi, a préféré collaborer avec les oppresseurs plutôt qu'avec les libérateurs de sa patrie ?*

Quels sont ces documents, sur quels faits se fondent les accusations, comment un ministre de la Défense nationale, l'un des leaders actuels de la politique française, peut-il être aujourd'hui à la fois en position de défendre l'honneur de l'armée française et de voir son propre honneur remis périodiquement en cause sans réussir à le laver définitivement de toute souillure ?

Voici les éléments qu'a permis de réunir, à Paris et en Loire-Atlantique (département de M. Morice), une enquête minutieuse, rendue particulièrement difficile par de désagréables coïncidences entre les accusateurs de M. André Morice et les malheurs qui les frappèrent ensuite.

Des bénéfices modestes

Né à Nantes en 1900, M. André Morice a 31 ans lorsqu'il fonde, avec un associé, M. Padiou, l'« Entreprise Nantaise de Travaux Publics et Paysagers ». La société, déclarée le 24 septembre 1931 pour une durée de trente ans, est au capital de 100.000 francs, versés pour moitié par chacun de ses deux créateurs. M. Padiou dirigera les chantiers, M. Morice, qui est licencié en droit, s'occupera plus particulièrement de l'administration et de la partie commerciale. M. Morice s'intéresse à la politique, milite au parti radical, a l'ambition d'entrer au conseil municipal.

(*Suite page* 7.)

GARY
VÊTEMENTS DE LUXE POUR HOMMES
vous invite à visiter sa collection d'automne
PRÊT A PORTER
TAILLEUR
PARDESSUS français et importés, Camel-hair, Cashmere, lodens, depuis.. 19.900 f.
PANTALONS retors, épinglés, serge, velours côtelé, depuis.. 6.900 f
COSTUMES coupe GARY tissus exclusifs, depuis.. 27.900 f
VESTES SPORT, Harris, Shetland, Tweed Irlandais, depuis.. 12.900 f
IMPERMÉABLES Italiens, popeline, depuis.. 14.900 f
PUBLICIS
73, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS - ELY. 77-76

Pas de bon repas sans vin mais pas de vin sans eau d'EVIAN, si pure! si légère! qui, en rinçant les reins, désintoxique l'organisme.
EVIAN
Conserve la forme!

FORUM

MAURICE DUVERGER

LA FIN DU MOLLETISME

par MAURICE DUVERGER

JUSQU'A lundi soir, les gouvernements de la troisième législature se sont appuyés sur une majorité d'union nationale.

Union nationale d'un type nouveau par rapport à celles de 1926, 1934 ou 1938. Alors, deux ans s'étaient écoulés depuis des élections de gauche dont le souvenir s'estompait dans l'opinion publique.

Cette fois, au contraire, l'union nationale a succédé immédiatement aux élections de gauche, sans délai ni transition. Il fallait donc prendre quelques précautions. Un ministère étroit, socialiste-radical, a donc maintenu la fiction d'une fidélité nominale au scrutin du 2 janvier 1956. Dans les débuts, quelques votes obtenus grâce au soutien communiste ont renforcé l'illusion. Mais en pratique toutes les décisions fondamentales ont été prises depuis vingt et un mois avec l'appui de la droite.

Progressivement, d'ailleurs, on s'est débarrassé des ménagements initiaux : la Table Ronde réunissant les « partis nationaux » avouait l'orientation réelle de la majorité. L'exclusion symbolique des poujadistes n'y changeait rien : quelques extrémistes de droite aussi s'excluaient en général des « Unions nationales » de la III[e] République.

Lundi, le 30 septembre 1957, une partie de la droite a rompu l'union nationale et fait prendre à la législature un tournant décisif.

Dénouement contraire aux traditions : c'est la gauche d'ordinaire qui prend l'initiative de tels divorces, la droite s'efforçant de maintenir le plus longtemps possible un ménage plus avantageux pour elle que pour ses partenaires. Pourtant, cette règle de l'inégalité des bénéfices avait été respectée. Enterrement du projet Gazier, pause sociale, orthodoxie financière et, surtout, répression algérienne, expédition d'Egypte, restriction progressive des libertés individuelles : ni la retraite des vieux travailleurs ni même la loi Defferre ne suffisent à faire contrepoids.

POURQUOI donc une moitié de la droite a-t-elle abandonné cette alliance fructueuse?

D'abord, parce que ses bailleurs de fonds ne sont pas intelligents. La droite résiste mal à la pression des intérêts : en dernière analyse, elle fait toujours la politique de ceux qui la financent. Ces derniers ne sont pas unanimes sur tous les points certes : les contradictions du capitalisme décrites par Marx sont bien réelles. Depuis quelques années, on voit se dessiner précisément une opposition de plus en plus nette entre un capitalisme dynamique, qui rêve plus ou moins d'un conservatisme à l'anglaise, d'une droite réformatrice (faisant la part du feu pour sauver l'essentiel) — et un capitalisme statique, acharné à maintenir les positions acquises, même les moins tenables. Dans l'ensemble, les grands colons d'Algérie se rangent dans cette seconde catégorie. Leur pression a été décisive pour le vote du 30 septembre : ce sont leurs hommes qui ont répudié l'accord intervenu en Table Ronde.

D'autre part, la rupture de l'union nationale se produit au moment où la droite était invitée à payer sa part d'addition. Un compromis essentiel fondait la politique Mollet-Bourgès : la gauche faisait la répression militaire voulue par la droite, à condition que celle-ci accepte de son côté certaines réformes souhaitées par ses partenaires. La répression s'est développée de plus en plus ; mais, au moment où l'on s'est enfin décidé à aborder — avec quelle timidité pourtant ! — la question des réformes, la droite s'est défilée, rompant le pacte tacitement conclu.

LE vote du 30 septembre entraîne l'effondrement du molletisme.

Le projet émanant de la Table Ronde constituait le maximum de concessions acceptables par la S.F.I.O. Si bien en main que soit tenu l'appareil du parti par son secrétaire général, ce dernier ne peut pas aller plus loin sans risquer de se voir abandonner par les militants. Les socialistes pourront peut-être éluder quelque temps une «révision déchirante» de leur stratégie parlementaire, en soutenant par exemple l'investiture d'un gouvernement de transition auquel ils ne participeraient pas : cela reculera seulement de quelques mois, voire de quelques semaines, un choix inévitable.

Pas d'illusions, cependant : une majorité de gauche n'est pas concevable actuellement à l'Assemblée. Le front populaire ne peut pas succéder à l'union nationale. Sur des points particuliers le soutien ou l'abstention des communistes peut permettre le vote de certaines réformes. Mais l'inclusion régulière et avouée des communistes dans une majorité gouvernementale demeure inapplicable, pour longtemps encore sans doute. Peu importe qu'on s'en réjouisse ou qu'on le déplore : il faut constater le fait.

L'union des gauches encore irréalisable, l'union nationale devenue impossible, quelles solutions demeurent ?

Deux seulement, au fond. D'abord la solution d'attente, d'ajournement. On investit un médiocre quelconque, fervent bûcheur du « Vade-Mecum du petit homme d'Etat », qui expédie les affaires courantes, sans prendre aucune décision... Plus question de loi-cadre, de révision constitutionnelle, de redressement économique et financier : on ne fait rien, on attend.

Seulement, les échéances sont proches et lourdes : elles n'attendent pas. Aussi on ose tout de même espérer que le Président de la République et le Parlement éviteront au pays une épreuve dont les conséquences pourraient être catastrophiques.

IL reste alors la solution d'un gouvernement minoritaire, s'appuyant sur des majorités alternatives, suivant les problèmes à résoudre. La crainte de le voir s'orienter progressivement vers la gauche inciterait les modérés à quelque sagesse. Ne pas oublier que le glissement à droite de la majorité est venu de la faiblesse des socialistes : si ces derniers, qui demeurent toujours les arbitres de la législature, revenaient à la fermeté, il faudrait bien compter avec eux.

Une telle solution resterait fragile. Mais il n'en existe pas d'autre sur un plan parlementaire normal.

C'est pourquoi certains rêvent d'autre chose, en pensant qu'aucune règle constitutionnelle n'empêche l'Assemblée nationale d'investir le général de Gaulle comme président du Conseil... Une telle solution de désespoir est probablement prématurée. La crise actuelle est très grave, certes, à tous les points de vue : mais l'opinion ne mesure pas encore cette gravité.

M. D.

ALBERT DETRAZ

LE FRONT OUVRIER

par ALBERT DÉTRAZ

Secrétaire général de la Fédération du bâtiment (C.F.T.C.)

Comment évolue la crise sociale ? Voici l'analyse d'un leader syndical, M. Albert Detraz,

CETTE semaine, la crise sociale qui couvait en France depuis le mois de juillet et qui s'est ouverte, en fait, à la fin d'août, entre dans une nouvelle phase.

La première étape, comme toujours, s'est déroulée au niveau des dirigeants syndicaux : c'était celle de la négociation. Des pourparlers se sont noués dès la rentrée entre employeurs et salariés. Partout, ils ont échoué. Non que les patrons aient refusé le dialogue : au contraire, ils l'ont aussitôt accepté dans presque tous les cas. Mais, dans les réunions paritaires et les entrevues avec les délégués ouvriers, ils se sont contentés d'expliquer longuement leurs difficultés. Pour le reste, ils ont cherché refuge dans l'attentisme. Le dialogue de sourds a duré un mois. Il vient de s'achever.

Maintenant débute la seconde phase du mouvement revendicatif. Elle se situe au niveau des militants. L'action commence, mais une action limitée. Tel est le but, par exemple, de notre journée revendicative de jeudi. Ce n'est pas encore l'appel à la grève, c'est une prise de position claire et ferme de la classe ouvrière après l'échec de la négociation. Dans un conflit, cette seconde étape est généralement la plus courte. Dans le bâtiment notamment, on passe vite de l'avertissement à la grève.

Ensuite, la parole est aux actions de masse. Quand la négociation et les premiers avertissements ont tour à tour échoué, il ne reste plus d'autre recours que la grève. Celle-ci peut revêtir plusieurs formes. Pour ma part, je ne pense pas que, dans la crise actuelle, cette troisième phase sera évitée. Je ne crois pas que la classe ouvrière reste longtemps passive, cet automne, devant l'attentisme patronal, ni qu'elle accepte le marché de dupe que lui propose le gouvernement.

Car c'est un mauvais marché qu'on veut nous faire conclure. On nous dit : « La situation économique du pays est difficile. Acceptez d'être sages pendant six mois, un an. Ne revendiquez pas, prenez patience. » Comment la classe ouvrière, qui ne voit pas les autres classes consentir de sacrifices équivalents — et il s'en faut de beaucoup — pourrait-elle accepter le blocage des salaires alors que tous ceux des travailleurs qui n'ont pas été augmentés ont vu leur pouvoir d'achat diminué d'au moins 10 % ?

POUR décider les travailleurs, on leur promet une carotte : quelques réformes. Ces réformes, nous dit-on, sont précisément celles que vous réclamez depuis longtemps. C'est vrai pour certaines d'entre elles, mais cela ne fait pas le compte, surtout celui des ménagères.

Mais, outre que ces fameuses réformes sont sans commune mesure avec les sacrifices exigés, la façon dont elles nous sont proposées contribue à renforcer notre scepticisme. Dans quelle mesure deviendront-elles effectives ? Et dans quelle mesure aussi le patronat joue-t-il l'inflation ? La classe ouvrière française croit aux conquêtes sociales arrachées au patronat. Elle ne peut pas croire aux avantages octroyés par pure bienveillance. Car elle se méfie, elle aussi, des « lois-cadres » consenties et des statuts imposés.

Dans ces conditions, nous allons vers un conflit qui prendra sa source, comme les grèves dures de 1955, dans l'élan d'un mouvement revendicatif et non, comme en 1953 où la convocation du Parlement figurait parmi les objectifs, dans un mouvement politique. Mais il est toutefois probable, contrairement à 1955, que la politique ne sera pas absente de ce climat revendicatif, et d'abord le problème de la guerre d'Algérie.

Lancés dans la revendication, les travailleurs chercheront — ils cherchent déjà — les causes profondes du malaise et des difficultés actuelles. Des dirigeants syndicaux n'hésitent pas à dire que si on veut rétablir le pouvoir d'achat, il faut d'abord faire en sorte de réduire les dépenses improductives et, en particulier, le budget consacré à la guerre en Algérie. Les militants en sont convaincus et en discutent entre eux, dans les réunions et les revues syndicales. Les travailleurs, eux, peu à peu, en prennent conscience. Voilà où on en est aujourd'hui.

D'une manière générale, on parle encore assez peu de l'Algérie dans les meetings, les journaux, les discours, parce que l'arme de la grève a été trop souvent émoussée par la politisation des revendications. Poser d'emblée le problème de la paix en Algérie, c'est risquer de briser l'élan revendicatif.

Quand la C.G.T. l'évoque, rituellement, elle le fait à son propre échelon et en s'employant d'autre part à rester bien clairement sur des bases revendicatives. A la C.F.T.C., nombreux sont les militants et dirigeants qui s'efforcent de faciliter la prise de conscience des masses, persuadés que le problème algérien se présentera de lui-même à travers les revendications ouvrières. Mais il faut être prudent : on a tant menti, tellement intoxiqué et mal informé l'opinion française, encouragé les pires réflexes depuis un an, sur l'Algérie !

LA prudence est bien nécessaire aussi dès qu'on touche au problème de l'unité d'action. Un an après les événements de Hongrie, l'unité d'action se pose d'une façon dramatique à la conscience ouvrière. Cela donne à réfléchir. Car ce sont les fautes et les insuffisances des gouvernements qui ont permis à la C.G.T. de retrouver une partie de son influence et d'avoir une position forte en matière d'unité d'action.

Notre position est claire. Tant que la C.G.T. reste et restera sur des positions professionnelles, il y aura toujours en France une certaine unité d'action entre les travailleurs. Mais nous ne pensons pas que le thème de la paix en Algérie soit une base possible de cette unité.

Quand un de nos syndicats fait une démarche, en compagnie de représentants de la C.G.T., auprès d'un homme politique non communiste, d'un député par exemple, et que la délégation soulève le problème de l'Algérie, le député pense inévitablement : « Ils se sont laissé manœuvrer par la C.G.T. ! C'est de la propagande communiste ! » Mais si, au contraire, la délégation reste sur le plan strictement syndical et professionnel et que, quelques jours plus tard, les représentants de la C.F.T.C., seuls cette fois, font une seconde visite au même député pour lui parler de l'Algérie, il réagira tout autrement et en sera d'autant plus impressionné.

C'est ainsi que nous avons agi dans notre opposition à la guerre d'Indochine et à la C.E.D. : il nous a toujours semblé préférable, et c'est chez nous une ligne de force, de prendre position seuls lorsqu'il s'agit de problèmes politiques, même quand cette position était très voisine de celle de la C.G.T. Nous continuerons sur l'Algérie. Même si notre position est, comme la sienne, de réclamer la paix, nous considérons qu'il existe des approches différentes du problème.

Dans l'actuel mouvement revendicatif, comme au cours des précédents, nous refusons fermement le front politique, mais nous acceptons en revanche un front unitaire sur le plan professionnel.

A. D.

(*Suite de la page 5*)

Lentement, l'affaire progresse. En 1938, son chiffre d'affaires atteint 4 millions de francs, les bénéfices de l'année demeurant modestes : 44.000 francs. Dans le désir légitime de développer leur entreprise, les deux associés investissent en achats de matériel le plus clair de leurs disponibilités. L'examen des comptes arrêtés au 30 septembre 1939 fait apparaître un passif exigible à court terme qui dépasse de 280.000 francs le disponible et le réalisable à court terme. La trésorerie de l'affaire est donc dans une situation délicate. (1)

Mais le 30 septembre 1939, M. Morice a quitté son bureau de la rue Crébillon : mobilisé comme officier de réserve, il a rejoint sur sa demande une unité combattante. M. Padiou dirigera seul l'affaire jusqu'au retour de son associé.

Fait prisonnier dans la débâcle, le capitaine Morice a été envoyé en captivité à l'Oflag IV-D, près de Dresde. Il est logé dans la baraque 12 Nord. Ses compagnons de captivité le décrivent comme un homme assez effacé, qui ne prend guère part à la vie de la collectivité. Bientôt, il est affecté à l'infirmerie où il fera fonction d'interprète auprès du médecin allemand du camp. Il est alors logé dans une baraque à part. Et un jour, il figure sur une liste de « rapatriés sanitaires », pris en charge par la Croix-Rouge. La formalité administrative de démobilisation sera effectuée le 9 février 1944, mais à la fin d'octobre 1943, M. André Morice est de retour à Nantes.

Novembre 1943 : c'est, pour les Français, le pire moment de la guerre. L'espoir insensé d'un débarquement libérateur qui avait soutenu tous les patriotes depuis le printemps s'est effondré. La Résistance est décimée. C'est le mois des arrestations massives. Jamais la vie matérielle n'a été aussi dure, l'horizon aussi sombre. Le découragement, la lassitude, la peur l'emportent : les Allemands vont-ils gagner la guerre ? Beaucoup le croient.

M. Morice retrouve son associé, M. Padiou, qui, en son absence, a bien travaillé. Le nombre des ouvriers, qui était de 128 en 1940, est passé à 309 en 1943. La situation financière de l'affaire est assainie. Pour répondre aux nécessités de l'heure, son caractère même a été modifié : constituée pour l'exécution de travaux de terrassements, l'entreprise a étendu son activité à l'emploi du béton.

Constatent que par leur présence...

C'est que, dans cette région de l'embouchure de la Loire qui a connu le premier débarquement allié de la guerre — l'opération de commando de Saint-Nazaire en 1942 — les Allemands fortifient massivement toute la côte. Grâce à leurs commandes, l'Entreprise Nantaise de Travaux Publics et Paysagers est en plein essor.

Pendant sa captivité, M. Morice n'a jamais cessé de percevoir ses appointements de gérant de l'entreprise. Peu après son retour, le 30 décembre 1943, une assemblée générale de la société est convoquée. Le procès-verbal précise : « *M. Morice, récemment rentré de captivité, et M. Padiou constatent que, par leur présence, le capital social est représenté en totalité et que l'assemblée est compétente pour délibérer.* »

Le capital est porté de 100.000 à 2 millions de francs (de l'époque).

Le 17 janvier 1944, M. Padiou est admis à la gérance de l'affaire, conjointement avec M. Morice. Il est décidé qu'à partir de cette date, les gérants percevront chacun, outre leurs appointements réguliers (120.000 francs par an), une rémunération calculée à raison de 0,50 % sur le chiffre d'affaires et une part de bénéfices. Plus leurs frais de déplacement : ceux qui seront remboursés à M. Morice pour l'année 1944 dépassent ceux de son associé.

De fin 1940 à fin 1944, selon la comptabilité de la société, le chiffre d'affaires a atteint 110 millions, dont 100 — soit environ 3 milliards en francs d'aujourd'hui — représentent les affaires traitées avec les autorités allemandes d'occupation. Les achats de matériel, pendant cette période, se sont élevés à 5.800.000 francs, les bénéfices — déclarés — à 9.500.000 (soit 300 millions d'aujourd'hui).

M. André Morice
...plus les frais de déplacement
(A.G.I.P.)

Entreprise-pilote

La société est en position d'« entreprise-pilote » pour l'Organisation Todt, qui est l'instrument de la domination économique de l'Allemagne sur la France vaincue. A ce titre, elle recrute pour l'occupant. Elle a pris la tête d'un petit groupe d'affaires sous-traitantes. Elle traite en leur nom avec les autorités allemandes et prélève en échange une ristourne de 3 % sur les travaux effectués par chacune d'entre elles.

Mais en août 1944 se lève l'aube de la Libération. Nantes est délivrée, bien que la fameuse « poche » de Saint-Nazaire, solidement fortifiée par l'Organisation Todt, continuera de tenir tête aux assauts alliés jusqu'en 1945... Le Comité départemental de Libération, comprenant les représentants de tous les partis et de toutes les organisations de résistance, est l'autorité locale suprême. Il a mis en place un « Comité de confiscation des profits illicites » qui va passer au crible les comptes des entreprises qui travaillaient pour l'occupant.

Le dossier de la Société Nantaise de Travaux Publics et Paysagers est examiné ; la procédure sera lente, l'affaire est délicate. M. Morice a noué de nouvelles amitiés politiques. Il faudra plus d'un an pour que le Comité rende sa sentence : MM. Morice et Padiou, gérants solidaires, sont condamnés à une amende de 30 millions de francs et à une confiscation de 28 millions (soit environ un milliard et demi de francs d'aujourd'hui).

Mais pendant cette année, on a revu M. Morice dans les réunions politiques, parmi les notabilités locales. Il s'est rendu maître d'un journal, une modeste feuille locale, « Le Populaire de l'Ouest ». Dans ses articles, M. Morice n'a jamais l'occasion d'attaquer les communistes.

Une motion du comité d'entreprise de sa société, entièrement composé de membres de la C.G.T., s'élève contre les poursuites qui lui sont intentées. Les dirigeants communistes locaux — qui connaissent le dossier de l'affaire dans les comités où ils sont amplement représentés — le sollicitent d'adhérer au Front National, aux Amis de l'U.R.S.S., au Comité de leur organisation de jeunesse, l'U.J.R.F. (Union des Jeunesses Républicaines de France). Ce mouvement lui adresse notamment une lettre datée du 29 août 1945, qu'il produira lui-même un jour à la tribune de l'Assemblée, où, après un hommage à ses « *qualités de démocrate et de républicain* », on lit : « *Le Bureau Fédéral serait particulièrement heureux et honoré si l'on pouvait compter M. André Morice parmi les personnalités républicaines et patriotes du Comité d'Honneur.* » Le climat est cordial. Il le demeurera longtemps.

Le 5 juin 1945, M. Morice écrit dans « Le Populaire de l'Ouest » : « *Nos amis en sont pour l'instant au stade de l'épuration. Mais, pour nécessaire qu'elle soit, il faut qu'elle s'accompagne du maximum de justice* ». Le 19 juin : « *Nos alliés défendent froidement leurs intérêts... La place au soleil que nous aurons demain est celle que nous nous ferons nous-mêmes.* »

Et il fait appel devant le « Comité Supérieur de Confiscation », qui siège à Paris, de la sentence prononcée contre lui par le Comité départemental. En même temps, il poursuit son action politique. Il parle au nom du parti radical, qui ne s'est pas encore reconstitué. Il entre au conseil municipal, devient adjoint au maire.

Le 21 octobre 1945, M. André Morice est élu député à la première Assemblée Constituante. A 45 ans, il entame une nouvelle carrière.

Le dossier d'appel, toujours en instance devant le « Comité Supérieur de Confiscation » s'enfle d'attestations favorables de toutes sortes, en même temps qu'un seul document à charge y demeure : une pièce de caisse écrite de la main de M. André Morice et datée de janvier 1944 qui accorde une prime de rendement à un chef de chantier. La Commission Supérieure de Confiscation révise la sentence de la Commission départementale : les sommes à payer sont réduites de 60 % (ce qui laisse tout de même 23 millions, soit environ 460 millions de francs actuels à acquitter). Et M. Morice est mis personnellement hors de cause. Les bénéfices illicites de l'entreprise ne sont pas contestés. Mais M. Padiou en devient seul responsable.

A Nantes, cette décision étonne et intéresse plusieurs personnes. D'abord l'associé, M. Padiou, qui décide de faire appel à son tour. M. Padiou entreprend de réunir des documents, de solliciter des témoignages. « *Je veux être acquitté moi aussi*, explique-t-il à un de ses fournisseurs. *Ou alors que mon associé soit frappé comme moi* ». M. Padiou n'aura pas le temps d'achever sa tâche : il est trouvé mort, étendu dans la prairie de Mauves, près de Nantes. Quelques centimètres d'eau recouvrent l'herbe. La Loire est toute proche.

Le médecin, appelé, refuse le permis d'inhumer, déclarant que l'homme ne peut s'être noyé parce qu'il n'a pas d'eau dans les voies respiratoires. Un autre médecin est appelé qui conclut : « Suicide ».

Débat secret

La Commission départementale de Confiscation a, elle aussi, mal accueilli le jugement d'appel. Trois de ses membres appartiennent aussi au Comité de Libération, MM. Brodcoorens, Legrand et Maillé. Ils signent ensemble une déclaration publique, élevant « *une protestation véhémente contre l'inadmissible décision prise par le Comité Supérieur de Confiscation... protestation d'autant plus jus-*

(1) Les chiffres et les précisions sur l'activité de l'entreprise de M. André Morice sont tirés du dossier réuni par les Résistants de l'Education nationale.

MAX REBY Président du Groupe des Fourreurs « Art et Création », a présenté hier soir sa collection « AMBASSADE DE PARIS » au Pavillon Dauphine, sous un flot de lumières, dans un ruissellement de bijoux.

Le défilé commença par une note tricolore, 3 manteaux, un astrakan bleu, un castor perle et un castor rouge. Toutes les formes y sont traitées dans la fourrure comme dans un tissu : vestes trois-quarts et manteaux à la Poiret, légèrement resserrés du bas comme pour enfermer toute la chaleur du corps. Astrakan et breitschwantz classiques ou originaux, castors souples et élégants, tous les tons riches des visons, du sombre Canadien au pastel le plus pâle, et enfin le clou du spectacle : un manteau de vison Diadem, le plus blond, le plus pâle et le plus merveilleux, résultat d'une longue sélection d'EMBA, présenté par la jolie vedette, Marie-Hélène Arnault.

Ambiance aimable et joyeuse, charme et beauté des sept jolies filles habillées sous les fourrures par Guy Laroche et somptueusement parées par Boucheron.

En un mot une belle soirée élégante.

Bravo Max Reby.

Communiqué.

MARIANNE, OU ES-TU ?

Au moment de procéder à un mariage on s'aperçut dans une mairie des environs de Paris que le buste traditionnel de la République avait disparu. Un mauvais plaisant l'avait dissimulé sous les combles où l'adjoint le retrouva en s'éclairant avec un boîtier Wonder. La pile Wonder ne s'use que si l'on s'en sert.

HOLMES
La classe anglaise et la fantaisie italienne adaptées au bon goût français.
La collection AUTOMNE 57 vous attend
vous trouverez les pardessus demi-saison, les vêtements de pluie et les costumes qu'Holmès a choisis pour votre confort
22, AV. VICTOR-HUGO - PARIS - PAS. 57-03

tifiée qu'elle s'appuie sur une connaissance complète du dossier, lequel aurait dû envoyer MM. Morice et Padiou devant la Cour de Justice ».

M. Morice est réélu à la seconde Assemblée Constituante, en mai 1946. Son invalidation est demandée. Le bureau responsable de l'Assemblée désigne une Commission de cinq membres pour examiner la plainte qui émane du président du Comité départemental de la « Renaissance française » de la Loire-Atlantique. Elle n'est appuyée d'aucun document et relève seulement que « *l'entreprise dont il était co-gérant et co-propriétaire se serait considérablement développée sous l'occupation* ». M. Morice s'explique. Le débat est secret. Le rapport des cinq commissaires conclut à la validation. Sur ce rapport, le bureau, à l'unanimité, y compris les voix des membres communistes, décide de ne pas donner suite à la demande d'invalidation. L'Assemblée ratifie sans débat le 12 juin 1946.

Au Parlement, M. Morice multiplie dès 1946 les propositions de lois en faveur des anciens combattants, rentiers, retraités, vieux travailleurs, assurés sociaux. Il n'intervient à la tribune que sur des problèmes sociaux et professionnels. Il est actif, courtois. obligeant, compétent. On l'adopte vite. Il est de la maison.

Le 6 novembre 1947, il est ministre pour la première fois : sous-secrétaire d'Etat à l'Enseignement Technique, dans le gouvernement Robert Schuman. Dans la décennie suivante, de 1947 à 1957, il détiendra sept portefeuilles différents, dans 13 gouvernements, totalisant plus de sept années de présence au pouvoir.

Peu à peu, tout en restant à l'Enseignement Technique, il agrandit son champ d'activité, s'adjoignant, au hasard des crises, la Jeunesse, puis les Sports.

Le 24 mai 1949, les Résistants de l'A.C.R.E.N. effectuent une démarche auprès du ministre de la Justice pour lui communiquer un premier dossier constitué par eux sur M. Morice. Et en juillet 1950, quand M. Queuille, investi pour la seconde fois par l'Assemblée après avoir battu le record de longévité gouvernementale, offre à M. Morice le ministère de l'Education Nationale, l'A.C.R.E.N. remet un nouveau dossier à M. Vincent Auriol.

Parmi les documents qu'il contient et qui n'avaient pas été produits au dossier étudié par le Comité Supérieur de Confiscation, figurent quatre lettres signées de M. André Morice et adressées respectivement les 10 mars, 17 juin, 24 juillet et 6 novembre 1944 à Mme Marchais, directrice d'une entreprise de travaux publics, avenue de la Loire à Rezé (Loire-Atlantique). Il s'agit de lettres commerciales tapées sur papier à en-tête de « L'Entreprise Nantaise de Travaux Publics et Paysagers ». La dactylo mentionne en guise de référence, avant ses propres initiales, celles — A.M. — de l'auteur de la lettre, André Morice, dont le paraphe est précédé de la mention « L'Administrateur ».

Cinq lettres

Les trois premières lettres, écrites sous l'occupation, ont trait à des règlements effectués par les autorités allemandes à MM. Morice et Padiou agissant pour le compte de l'Entreprise Marchais, qui est l'une des petites sociétés envers lesquelles leur affaire jouait le rôle d'entreprise-pilote.

Quant à la quatrième et dernière lettre, datée du 6 novembre 1944 (voir la photocopie de l'original ci-contre) signée comme les trois autres par M. André Morice lui-même, voici son texte intégral :

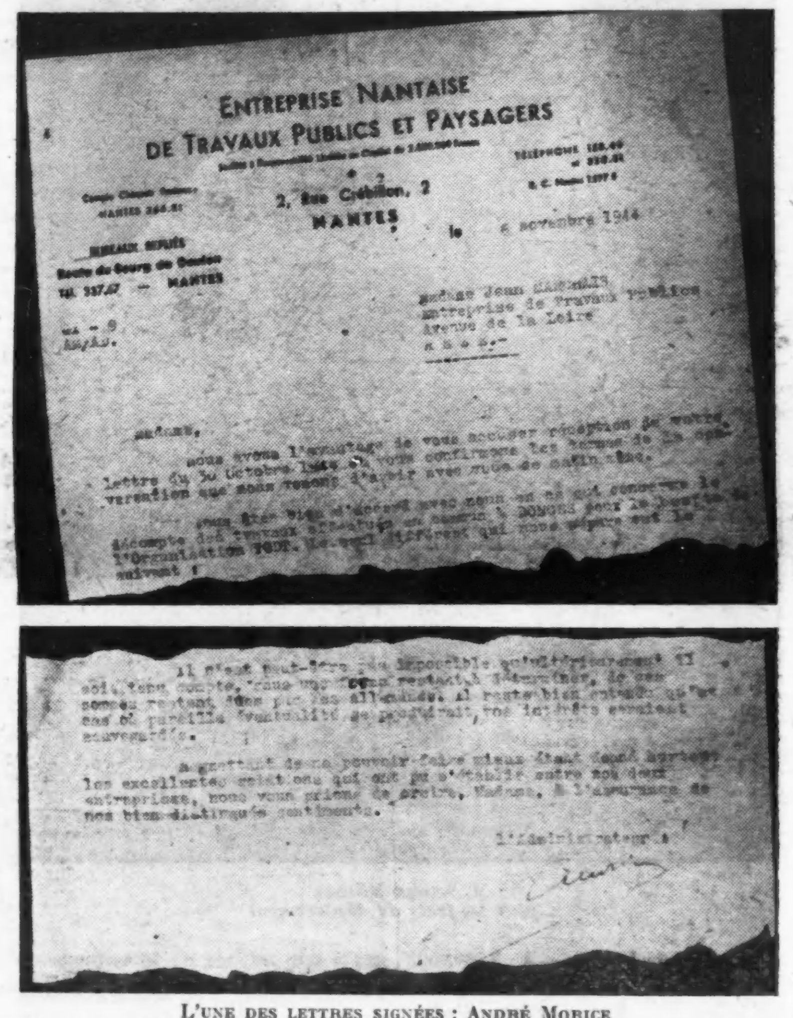
« *Madame. Nous avons l'avantage de vous accuser réception de votre lettre du 30 octobre 1944 et vous confirmons les termes de la conversation que nous venons d'avoir avec vous ce matin même.*

« *Vous êtes bien d'accord avec nous en ce qui concerne le décompte des travaux effectués en commun à Donges pour le compte de l'Organisation Todt. Le seul différend qui nous sépare est le suivant :*

« *Le dernier chantier effectué à Donges, B.16, s'élève en totalité à 20.159 R.M. 27. Sur cette somme, nous vous avons réglé l'acompte tel qu'il a été perçu par nous, soit 13.000 R.M. Vous nous demandez le solde, soit 7.519 R.M. 27 ou en Frs 143.185 fr. 40. Or, ainsi que nous vous l'avons expliqué ce matin, les Allemands ont quitté Donges, nous devant sur ce chantier une somme approximative de Frs 1.800.000. Dans cette somme est inclus le solde de votre dernier chantier.*

« *Malgré tous nos efforts répétés, les Allemands, prétextant le départ de la zone ouest du chef de service ayant contrôlé les travaux, nous ont toujours repoussé le règlement et c'est pourquoi la somme due à leur départ a été aussi importante. Nous estimons que vous devez prendre votre part de perte résultant de la défaillance de paiement des Allemands. En effet, il n'est pas exact que vous ayez été sous-traitant sur nos chantiers. Vous remettiez des factures pour les Allemands aux mêmes prix que nous, c'est-à-dire aux prix de la série de prix de l'Organisation Todt.*

« *Suivant les directives de notre syndicat du bâtiment qui nous avait conseillé de nous grouper par trois entreprises pour éviter le départ de nos ouvriers en Allemagne, nous avons été acceptés par vous comme entreprise-pilote chargée de centraliser*



L'une des lettres signées : André Morice
« Les travaux effectués en commun pour le compte de l'organisation Todt... »

nos communes affaires et nous percevions pour cela une prime de 3 %. Mais cela n'implique nullement votre qualité de sous-traitant puisque les prix pratiqués par vous étaient identiquement les mêmes que ceux que nous pratiquions nous-mêmes.

« *Il n'est peut-être pas impossible qu'ultérieurement il soit tenu compte, sous une forme restant à déterminer, de ces sommes restant dues par les Allemands. Il reste bien entendu qu'au cas où pareille éventualité se produirait vos intérêts seraient sauvegardés.*

« *Regrettant de ne pouvoir faire mieux étant donné surtout les excellentes relations qui ont pu s'établir entre nos deux entreprises, nous vous prions de croire, Madame, à l'assurance de nos bien distingués sentiments.*

L'administrateur : Morice. »

A ces documents est jointe la copie d'une cinquième lettre, adressée celle-là par Mme Marchais deux ans plus tard au Comité de Confiscation, copie authentifiée par la signataire. Le 11 mai 1946, Mme Marchais écrivait :

« *Monsieur,*

« *Venant d'apprendre la proposition de révision pour diminution de profits illicites de la Société Nantaise de Travaux Publics et Paysagers, je me permets de vous signaler une fois de plus l'injustice criante qui existe entre nos situations respectives.*

« *Cette firme-pilote qui, sous l'occupation, employait non seulement tout son personnel aux travaux allemands, mais y consacrait tout son important matériel d'entreprise récemment acquis, qui n'eut même pas la loyauté de solder ses sous-traitants (personnellement elle me doit 145.000 francs), cette firme bénéficierait d'un privilège plus grand encore que tous ceux dont elle a profité jusqu'à ce jour...* »

Mme Marchais, en effet, ayant perdu son mari tué dans un bombardement, avait liquidé l'entreprise familiale à partir de février 1944. Poursuivie après la Libération, elle avait été condamnée pour collaboration économique à l'indignité nationale à vie, à la confiscation totale de ses biens présents et futurs, à 2.500.000 francs d'amendes et de confiscation.

Avant de protester contre la révision intervenue en appel, elle s'était adressée à M. Morice lui-même, le suppliant d'intervenir : « *Me voilà veuve avec trois enfants, sans appui, sans défense ; jugée solidaire de mon mari défunt, j'ai encouru une condamnation infamante... Mon cas est tellement intime et solidaire du vôtre qu'il n'est pas logique qu'il soit sanctionné différemment. Le Comité Supérieur ne peut pas dissocier nos deux dossiers. Qui, sinon vous, pourriez obtenir la révision de mon procès ?* »

Tels étaient quelques-uns des documents qui, remis confidentiellement au Président de la République, empêchaient M. André Morice de demeurer ministre de l'Education nationale.

M. Queuille ayant été renversé par l'Assemblée deux jours après avoir été investi, le gouvernement suivant fut constitué par M. Pleven qui, mis en garde lui aussi, se contenta de maintenir M. Morice à l'Enseignement Technique.

Une réponse décevante

Mais l'affaire devait bientôt rebondir à la tribune de l'Assemblée. L'Association de Résistance de l'Education nationale était une organisation indépendante de tout parti politique. Elle soulignait dans ses interventions « *la curieuse patience et le silence de « l'Humanité* » et des communistes à l'égard de M. Morice. L'heure était venue, pour l'extrême-gauche, de rompre le silence.

Le soin en fut confié à M Henry Gouge, député communiste de la Loire-Atlantique qui saisit l'occasion d'un débat ouvert à l'Assemblée sur un projet d'amnistie intéressant les condamnés pour faits de collaboration.

C'était le samedi 4 novembre 1950. M. René Mayer, alors ministre de la Justice, était au banc du gouvernement. La discussion était animée, parfois très vive. Troisième orateur de la matinée, M. Gouge, après avoir longuement développé dans l'indifférence générale l'argumentation communiste contre la loi d'amnistie déjà exposée avant lui par M. Fernand Grenier, en vint à parler de son compatriote nantais. Pris de court, M. René Mayer esquissait la défense de son collègue du gouvernement : « *Il était prisonnier de guerre, vous pourriez le rappeler.* » « *Je vais en parler* », répliquait M. Gouge.

Le président de la Commission de la Justice, M. Grimaud, relayait le ministre : « *Vous auriez dû faire savoir à M. André Morice que vous le mettriez en cause, sourtout en de pareils termes ; c'est une question de courtoisie.* »

Tranquillement, M. Gouge poursuivait son exposé. Stupéfaite, d'abord incrédule, bientôt attentive, l'Assemblée écoutait. Comme l'orateur communiste achevait son réquisitoire, on vit entrer dans l'hémicycle M. Morice qui, prévenu, gagnait discrètement son banc, puis montait à la tribune pour répondre aux accusations précises lancées contre lui. Sa réponse déçut. Il s'en tint à quelques formules, telles que :

« *S'il ne s'agissait de la dignité de l'Assemblée, je ne répondrais pas à de pareilles accusations puisque nous sommes maintenant dans une période où tout homme ne peut mesurer sa véritable valeur qu'en fonction même des attaques violentes et des calomnies d'une partie de cette Assemblée.* » (*Très bien ! Très bien ! à droite*).

« *Je ne suis rentré comme malade, par l'intermédiaire de la Croix-Rouge, qu'à la fin de 1943 et n'ai été démobilisé qu'en février 1944. Vous en conviendrez, mes chers collègues, il était sans doute assez tard, rentrant déprimé d'une longue captivité, pour que je me lance dans une activité qui paraissait à tous comme dangereuse en me mettant au service de l'occupant.* »

Le « J. O. » est épuisé

Il fait longuement état de la confiance répétée de ses électeurs nantais, cite le texte du comité d'entreprise de sa société, l'invitation de l'U.J.R.F., évoque le refus de son invalidation en 1945 par les communistes eux-mêmes qui se gardaient alors, dit-il, de s'en prendre à lui, et conclut : « *Je serais presque tenté de remercier M. Gouge de m'avoir donné l'occasion, devant cette assemblée, de répondre à ces calomnies.* »

La séance est levée à midi dans la consternation. Lorsqu'elle reprendra à 15 heures, M. Morice n'est pas à son banc. Ses accusateurs exigent de nouveau des explications précises à des faits précis. M. René Mayer, visiblement gêné, se lève et déclare : « *M. le secrétaire d'Etat à l'Enseignement Technique a été empêché d'assister à cette séance. Il assiste actuellement à un congrès.* » (*Rires dans l'hémicycle.*)

Le numéro du *Journal officiel* qui contient le texte de ce débat est l'un des très rares qui soient épuisés. Il est pratiquement introuvable.

L'année suivante, M. Morice est ministre de la Marine marchande ; en 1952-53, ministre des Travaux publics. Ses interventions de député portent alors sur la nécessité de l'expansion, l'insuffisance de la construction, la création d'autoroutes, le lancement de grands travaux, l'économie générale.

Ce n'est qu'à partir de 1956 qu'il revient à des questions de politique générale, se spécialisant d'abord dans le soutien des projets européens, puis dans la défense de « l'Algérie française » et les problèmes militaires.

Les faits établis et contrôlables se résument donc à ceci :

● M. André Morice a été entre décembre 1943 et la Libération de Nantes (août 1944) le gérant régulièrement rémunéré, intéressé au chiffre d'affaires et aux bénéfices, d'une entreprise travaillant pour le compte des Allemands. Cette entreprise a été condamnée par le Comité local de confiscation à 30 millions d'amende et 28 millions de confiscation pour collaboration économique avec l'ennemi, amende ramenée par un Comité parisien, alors que M. Morice était déjà député, à 23 millions, soit 450 millions de francs d'aujourd'hui. M. Morice est mis, personnellement, hors de cause.

● Au moment où son associé commence les démarches nécessaires pour

MASSARI
présente
dans ses salons agrandis et embellis
ses collections de
DRAPERIES ANGLAISES
haute nouveauté
41, *boulevard des Capucines*

exiger que leur sort soit lié, il meurt subitement.

● M. André Morice fait une erreur de mémoire en répondant, chaque fois qu'il est attaqué à ce sujet à l'Assemblée, qu'il est rentré de captivité en 1944 et que l'Assemblée lui a donné quitus des accusations lancées contre lui en validant son élection, puisque :

1) Il est rentré en octobre 1943 et il participait dès le mois de décembre 1943 aux délibérations du conseil d'administration de sa société.

2) Son invalidation n'a pas été débattue par l'Assemblée, mais rejetée dans les « affaires sans débat » sur l'avis d'une commission de cinq membres, qui n'avait été saisie d'aucun dossier.

● Les communistes, qui connaissent ces détails, ne les lui opposent pas au cours de leurs mises en accusation publiques.

● Les profits que M. André Morice a retirés de l'activité d'une entreprise mise au service de l'Allemagne ont été jugés incompatibles, par le Chef de l'Etat, avec la fonction de ministre de l'Education nationale, en 1950. En 1957, ils n'ont pas paru de nature à empêcher un parlementaire de parler au nom de l'armée française.

Ce qui donne une juste mesure du talent et des compétences exceptionnels de M. André Morice, ministre travailleur et efficace.

● Les « isolés », fonctionnaires, médecins, professeurs, industriels qui ont porté accusation ou témoignage contre M. André Morice préfèrent se taire aujourd'hui. Soit qu'ils se sentent de plus en plus impuissants contre un parlementaire de plus en plus puissant ; soit que leur carrière ait subi des incidences qu'ils interprètent, à tort ou à raison, comme des avertissements.

Des hommes sincères

Quoi que l'on puisse penser, en effet, de la politique poursuivie par ses principaux concurrents dans la course au pouvoir, qu'ils s'appellent Maurice Bourgès-Maunoury, Guy Mollet, Robert Lacoste, Jacques Soustelle, Georges Bidault ou René Pleven, quelque grief qu'on puisse leur adresser, il n'y a pas un seul d'entre eux qui risque d'être accusé, clandestinement ou publiquement, d'avoir à quelque moment de sa vie « fait de l'argent » au service de l'occupant.

Des hommes sincères, des deux côtés, s'opposent ardemment sur l'avenir de l'Algérie et de la France. Quoi qu'on pense de leurs conceptions, elles sont respectables, car leur patriotisme n'est pas à retardement. L'armée française, l'Algérie, la nation peuvent-elles, en 1957, être confiées à une autre sorte d'hommes ?

PENDANT la dernière grève des commerçants musulmans d'Alger, le journaliste américain Peter Throckmorton (1) fut arrêté par la police pour avoir photographié dans la Casbah des soldats en train de briser une devanture. Il réussit à cacher son appareil mais fut emmené au commissariat de police, passé à tabac et jeté dans une cellule. C'est là qu'il fit la connaissance d'un responsable important du F.L.N., arrêté lui aussi dans une rafle, mais que la police française n'avait pas identifié. Quelques mois plus tard, Peter Throckmorton rencontrait à Tanger son compagnon de cellule qui lui proposait de lui organiser un reportage dans le « maquis » algérien. Accompagné du photographe Herb Greer, le journaliste pénétra en Algérie par la frontière marocaine et vécut quatre mois dans l'Atlas avec une unité rebelle de l'« Armée de libération nationale ». Les films qu'il a tournés là-bas ont été projetés à la télévision aux Etats-Unis et la presse américaine a reproduit les photos prises par Herb Greer. Ci-dessus : une prise d'armes dans le maquis F.L.N.

(1) Auteur de l'article du « Reporter » dont nous donnons des extraits ci-contre.

ALGÉRIE

Les invités dans le maquis

● *Voici ce que le monde entier lit et regarde sur la rébellion algérienne.*

A la veille de la session de l'O.N.U., les journaux américains, anglais, italiens, allemands, suisses, etc., ne se contentent plus de prendre des positions éditoriales ou de se livrer à des commentaires sur la guerre d'Algérie. De nombreux journalistes étrangers se sont rendus sur place et publient maintenant des témoignages, illustrés de photographies.

L'opinion française ne sait pas que, dans la plupart des cas, ces journalistes se sont rendus en Algérie comme *invités du F.L.N.* Ils ont passé plusieurs jours, parfois plusieurs semaines, dans les maquis nationalistes ; ils y ont pris leurs propres photographies. Ce sont ces récits, ces documents qui déterminent, en partie, les réactions des opinions publiques des pays alliés. Seuls les Français les ignorent.

Parmi tous ces reportages, parus dans la presse mondiale au cours des dernières semaines, nous reproduisons quelques extraits qui permettent à nos lecteurs de connaître l'image de la guerre d'Algérie vue de l'étranger.

● Italie

L'Europeo, revue italienne illustrée, a publié un reportage réalisé par l'un de ses collaborateurs, M. Nino Pulejo, accompagné de nombreuses photographies et consacré à la situation dans le « camp de l'Est », dans la zone d'Algérie contrôlée par les rebelles.

« Le premier camp fellagha en Algérie lorsque l'on vient de Tunisie est d'accès difficile ; il se compose d'une dizaine de cabanes camouflées par des broussailles et construites en troncs d'arbres. Elles abritent une compagnie de soldats algériens disciplinés et appartenant à un bataillon des services de l'arrière.

Ce bataillon est chargé du secrétariat des unités en opération, d'assurer la paie des soldes versées aux combattants, de l'assistance aux civils, ainsi que de problèmes administratifs divers. A la tête du secrétariat se trouve un sous-officier diplômé de sciences économiques de Paris.

Le travail administratif d'exécution est effectué par des civils réfugiés qui ont été, soit chassés par les bombardements, soit recherchés par la police française. Le bataillon assure encore des patrouilles et des gardes et s'occupe de l'entraînement des jeunes soldats.

● QUELLE EST LA FORCE DES FELLAGHA ?

Il ne s'agit pas de bandes désorganisées, mais d'une force de 120 à 150.000 hommes, bien armés et encadrés, formés en bataillons, compagnies et pelotons et qui appartiennent à au moins six camps de base situés dans les six Wilaya : d'Oran, d'Alger, de Kabylie, du Sahara, du Nord-Constantinois, des Aurès-Nemenchas.

Après la libération du territoire, une commission militaire spéciale sera instituée pour procéder à une nouvelle répartition et une nouvelle dénomination des grades qui seront en usage dans la future armée nationale algérienne. Pour l'instant, il n'existe pas de grade de général.

● LA SOLDE est payée en francs et varie entre 1.000 francs pour le simple soldat et 4.000 francs par mois pour le capitaine. Une indemnité spéciale est versée aux combattants ayant des charges de famille, ainsi qu'aux parents de ceux qui sont morts au combat ou sont emprisonnés par les Français. Les jeunes femmes algériennes servant dans l'armée, les « moussebilines », et assurant les fonctions d'agents de liaison, d'infirmières, des services de ravitaillement, de l'entretien des armes et des uniformes, bénéficient des mêmes droits et avantages que les combattants.

● L'ARMEMENT de l'armée rebelle se décompose à peu près de la façon suivante :

60 % d'armes françaises de tous types, capturées.

30 % d'armes anglaises en provenance d'Egypte.

10 % d'armes italiennes ou allemandes datant de la guerre 1940-45.

● LA DISCIPLINE est très dure à tous les échelons. En particulier, il est absolument interdit de boire de l'alcool. Cette interdiction recoupe d'ailleurs les préceptes du Coran. »

« EUROPEO ».

● Allemagne

La Münchner Illustrierte allemande a publié un reportage photographique de deux pages sous le titre :

« DERRIÈRE LES LIGNES DES REBELLES

« Dans le territoire des rebelles algériens, notre photographe n'a pas vu des partisans sauvages, mais il a découvert une armée en uniforme, organisée et remarquablement instruite. »

● Angleterre

M. Thomas Hodgkin, professeur à l'Université d'Oxford, a

→

jack Romoli
EXCLUSIVITÉS MASCULINES
PARIS
PARDESSUS ET AUTO-COATS
IMPORTATION ANGLAISE ET ITALIENNE
38-40, avenue Victor-Hugo
POI. 36-72

Le Havre – New-York
à bord des modernes et confortables paquebots air-conditionnés et pourvus de stabilisateurs

PROCHAINS DÉPARTS
(du Havre et Southampton)

★	m/s	WESTERDAM	5 Oct.
	s/s	STATENDAM	9 »
	s/s	MAASDAM	17 »
★	m/s	NOORDAM	19 »
	s/s	RYNDAM	22 »
	s/s	N. AMSTERDAM	23 »
	s/s	STATENDAM	30 »
★	m/s	WESTERDAM	9 Nov.
	s/s	MAASDAM	10 »
	s/s	RYNDAM	15 »

★ Départ de Rotterdam.

Holland-America Line
1, place de l'Opéra - Paris-1er - Tél. OPE. 08-41
et toutes Agences de Voyages

→

publié dans le Manchester Guardian, *et après un séjour de six semaines dans les maquis de « la base de l'Est » (région de Souk-Ahras), un reportage long et détaillé où il dit notamment :*

« Ce que je suis allé découvrir dans les montagnes, c'était l'organisation de l'A.L.N., et les opinions politiques de ses cadres et de ses militants de base. Bien entendu, les jugements basés sur un temps limité, passé dans un coin du front, sont de portée restreinte et cela par ma faute, l'A.L.N. m'ayant demandé si je voulais rester quelques mois et aller jusque dans les Aurès. Néanmoins, deux faits sont évidents : premièrement, l'A.L.N. est maintenant une force disciplinée et efficace, avec un commandement et une stratégie unifiés. Deuxièmement, suivant le style classique des guerres révolutionnaires, ce qui s'est produit en Algérie durant ces trois dernières années n'est pas seulement une nouvelle espèce d'armée, mais les rudiments d'une nouvelle forme d'Etat, avec ses autorités locales clandestines (ou semi-clandestines), ses tribunaux de justice, ses écoles, ses services médicaux, ses communications, ses taxes.

« Le travail de l'armée, m'a-t-on dit, n'est pas seulement de combattre, mais de servir le peuple. »

Le 2ᵉ Bataillon que j'ai rejoint dans la nuit après trois heures de marche dans les montagnes était impressionnant. L'officier commandant, le capitaine Bensalem, est un homme que j'étais arrivé à aimer et à respecter. Comme la plupart des officiers de l'A.L.N. que j'ai rencontrés, c'est un soldat de carrière qui a servi pendant quatorze ans dans l'armée française en Allemagne et au Vietnam. Sergent-chef, deux fois prisonnier de guerre, deux fois blessé, médaillé militaire, proposé à la Légion d'honneur, il a attendu dix-huit mois après le déclenchement de la révolution avant de rejoindre, en mars 1956, l'A.L.N.

Leurs symboles, leurs chants, leurs sources d'inspiration sont spécifiquement algériens, bien qu'ils envisagent, au-delà de l'indépendance de l'Algérie, un Maghreb unifié. Ils sont extrêmement soucieux de montrer qu'ils ne sont pas « racistes » — jusqu'au point d'exagérer, je le sens, la quantité de l'aide positive qu'ils reçoivent des Français sympathisants, se trouvant parmi les petits colons, les instituteurs, le clergé, les fonctionnaires et les rappelés. (Mais cette coopération est certainement une réalité; j'ai rencontré un instituteur qui travaillait dans l'un des états-majors de l'A.L.N., et, du point de vue des relations futures de l'Algérie indépendante qui s'ébauche, c'est un fait extrêmement important.) »

« MANCHESTER GUARDIAN ».

• Etats-Unis

Le journaliste Lee McCardell, du Baltimore Sun, *a passé plusieurs semaines avec une unité de l'Armée de Libération nationale et a raconté ce qu'il avait vu dans une série de dix articles.*

Il décrit ainsi la compagnie qui l'hébergeait :

« Les hommes portaient un uniforme très semblable à celui qu'on m'avait donné (veste et pantalon de coton de l'armée anglaise), avec des casquettes de campagne et des cartouchières de cuir françaises. Ils étaient tous armés de fusils de fabrication anglaise, française ou américaine — y compris des Garands, des Springfields et des carabines automatiques. Les officiers étaient armés d'automatiques français ou américains, de pistolets mitrailleurs ou de mitraillettes. La compagnie disposait en outre d'un mortier, d'un bazooka, d'une mitrailleuse légère anglaise et d'une mitrailleuse lourde utilisée contre les avions.

« Nous avons abattu tellement d'hélicoptères, m'a dit un lieutenant, que les Français ne les utilisent plus dans la région. »

Toutes les armes paraissaient en excellent état et il semblait y avoir une ample réserve de munitions pour chaque modèle.

Le médecin de la compagnie — un homme visiblement très compétent et qui était assisté de trois infirmières en uniforme — m'affirma que la santé des soldats de l'A.L.N. était dans l'ensemble excellente et qu'il n'y avait, notamment, aucune maladie vénérienne.

« Maintenant que vous avez vu ma troupe, demanda le capitaine à Lee McCardell, dites-moi ce que vous en pensez. Ressemble-t-elle à un ramassis de hors-la-loi et de gangsters ? »

« Il n'y avait qu'une réponse à faire, écrit le journaliste américain : ces hommes avaient l'air de soldats, et de soldats terriblement bien organisés et entraînés. »

« BALTIMORE SUN ».

∴

Après quatre mois de séjour parmi les rebelles, le journaliste américain Peter Throckmorton écrit dans The Reporter :

« La première fois que j'ai visité un camp rebelle, c'était en juillet 1956. L'A.L.N. était encore administrée par des civils qui se distinguaient mal des officiers et des chefs des groupes terroristes travaillant dans les villes (...). Même dans les unités combattantes de l'A.L.N., les armes étaient alors différentes. Une section de trente hommes était parfois armée de fusils qui réclamaient des munitions de différentes sortes. Les communications étaient chaotiques. Aucun effort de centralisation ne paraissait tenté.

Or, en novembre 1956, au cours de mon second périple en territoire rebelle, je découvris une armée régulière. Elle s'était assigné comme tâche de concevoir les opérations militaires, de contrôler et de discipliner les tribus primitives et les paysans exilés, de mettre en place l'administration civile du F.L.N., de percevoir des impôts, d'arbitrer les conflits locaux et, là où c'était possible, d'installer des postes sanitaires. Les nouvelles recrues devaient être capables de lire et écrire, de parler français et d'être politiquement conscientes (...).

J'ai rencontré un commandant de compagnie qui avait rejoint l'armée française en 1939, avait été fait prisonnier par les Allemands en 1940, s'était échappé et avait continué la guerre dans les Forces françaises libres. Après cinq ans en Indochine, il avait été évacué par avion depuis Dien-Bien-Phu et envoyé dans un hôpital français près de Paris. Là il apprit la destruction quasi totale de son village natal et la mort de sa femme et de ses enfants. Il s'évada

EN 2 MOTS

par Brigitte GROS

« LE gouvernement a chargé son ambassadeur à Tunis, M. Gorse, de proposer au président Bourguiba la réunion d'une conférence au cours de laquelle seraient évoquées les questions en suspens », vient de déclarer M. Christian Pineau.

En réalité, M. Christian Pineau souhaitait organiser une conférence réunissant la France, la Tunisie et le Maroc. Ses conversations avec les diplomates étrangers l'avaient en effet convaincu que la « loi-cadre » seule n'aurait pas suffi à rassembler autour des positions françaises un nombre suffisant de nos alliés. En revanche, tous ses interlocuteurs avaient insisté sur le fait que les solutions que nous présenterions avec le soutien de la Tunisie et du Maroc seraient acceptées sans hésitation.

Le ministre des Affaires étrangères avait donc décidé, en reprenant l'idée présentée par M. Mendès France dans une proposition de résolution déposée au mois de juillet, de trouver une caution indirecte à la loi-cadre. L'opposition, très vive, de la droite du gouvernement, animée par M. André Morice et de la droite de la majorité (M. Soustelle) l'amena à renoncer à son projet.

« AUCUNE arme régulière tunisienne n'a encore été trouvée entre les mains des rebelles », a confirmé officiellement M. Pineau.

Il répondait ainsi aux questions posées au gouvernement sur « la livraison d'armes à la Tunisie ».

Finalement c'est l'Italie qui livrera des armes à la Tunisie, après le refus de la France, et à la demande de l'Amérique. Mais qui les paiera ?

Comme il s'agit de les régler en devises et que la France assume le déficit de la zone franc à l'U.E.P. (Union Européenne des Paiements), c'est le Trésor français qui réglera la facture. Et la règle de l'U.E.P. veut maintenant, dans le cas de la France, que le règlement se fasse aux trois-quarts en or.

Les armes que la France aurait pu donner elle-même à la Tunisie auraient été prises sur nos stocks.

A Tunis, au même moment, le ministre de la Défense nationale, M. Bahi Ladgam, déclarait : « L'armée tunisienne et la garde nationale qui totalisent 6.000 hommes environ, ont moins de 300 fusils et 15.000 cartouches en réserve. Les nationalistes algériens sont beaucoup mieux équipés que nous. »

A Washington, l'ambassadeur de Tunisie, M. Mongi Slim, demandait à M. Foster Dulles l'appui américain. Il l'obtenait, car « les Etats-Unis veulent éviter que la Tunisie ne devienne une nouvelle Syrie ». Et le lendemain Bourguiba pouvait déclarer à la radio : « Le gouvernement américain vient de m'affirmer dans un « document » sa volonté d'aider la Tunisie à trouver l'équipement suffisant pour notre armée ».

M. PINEAU, enfin, s'inquiétait d'apprendre, par les rapports de l'ambassadeur de France à Tunis, que :

Franco vient d'envoyer un de ses meilleurs techniciens économiques, Carlos Gamir, à la tête d'une délégation officielle pour conclure un accord commercial avec la Tunisie ;

Les Tchèques viennent de signer des accords commerciaux avec la Tunisie ;

Les Allemands, très actifs, viennent d'ouvrir dans les principales villes des écoles gratuites de langue allemande et des bibliothèques publiques et invitent les jeunes Tunisiens à aller chez eux suivre des cours techniques ;

Les Etats-Unis enverront du 12 octobre au 6 novembre une mission commerciale pour intensifier les échanges ;

Enfin, la grande chaîne d'hôtels américains « Shelton » va présenter à Bourguiba « un grand projet touristique ».

B. G.

de l'hôpital, déserta l'armée française et gagna l'Algérie où il rejoignit les rebelles pour devenir l'un des plus redoutables chefs rebelles. Un grand nombre d'hommes de l'A.L.N. ont été dans les écoles françaises et possèdent une culture aussi française qu'algérienne. Quelques-uns sont même mariés à des femmes françaises, lesquelles servent la cause de leurs maris, celle du nationalisme algérien (...).

Le refrain que j'ai le plus souvent entendu était : « *Nous devons être modernes.* » Le modernisme obsède les rebelles qui ne s'en font pas encore une idée claire. Un soldat rebelle appellera volontiers son P.C. sur sa radio d'escouade, même si le P.C. est à dix minutes de marche. Simplement parce qu'utiliser la radio est « moderne » (...).

Bien que l'A.L.N. subisse d'effroyables pertes, il n'y a pas de problème d'effectifs. Dans les zones que j'ai visitées, j'ai vu des centaines de paysans implorer leur intégration dans une unité régulière, mais on leur disait d'attendre dans leur village les ordres de l'A.L.N. (...).

La politique du F.L.N. est simple : créer une situation de complète insécurité en Algérie et en tirer parti avec un programme positif. Il n'y a aucun doute sur le fait que les rebelles réussissent à créer cette insécurité. Il est moins certain cependant qu'ils arrivent à mettre sur pied un programme positif. »

« THE REPORTER ».

[*Tels sont quelques exemples, parmi beaucoup d'autres, des reportages qui paraissent actuellement dans la presse du monde entier. Nous avons volontairement laissé de côté les éditoriaux, ainsi que les « témoignages » de la presse des pays arabes. Qu'on la juge erronée, ou incomplète, c'est face à cette image de la rébellion algérienne que l'action de la France, et la parole de la France doivent se situer, aux yeux du monde. Cela exigera plus d'audace, et plus d'imagination, que notre politique et notre propagande n'ont su jusqu'à présent en fournir.*]

AFRIQUE

● ***Notre envoyé spécial à Bamako, Pierre Moinot, a assisté au congrès historique du R.D.A. Voici son récit :***

Plus vite que les slogans

APRES cinq jours de congrès passionné, réunis à 3.600 km de Paris, trois cents délégués noirs, de races et de dialectes différents, qui ne peuvent communiquer entre eux qu'en français, viennent, en réclamant un Parlement fédéral à Dakar, d'ébranler le fragile édifice des institutions métropolitaines.

Leurs propos, je m'en suis aperçu dès mon retour de Bamako, ont été aussitôt exploités, et en tous sens, par les députés français.

Le congrès du plus grand parti d'Afrique noire, le R.D.A., se déroulait à Bamako, petite ville du Soudan, au-delà du Sahara et de la Mauritanie, garnie de 102 000 habitants (dont seulement 3.000 blancs).

Sûr de lui

En Afrique, il est indécent de courir, mais les hommes vont vite. Pour beaucoup de dirigeants du Rassemblement démocratique africain — dont un vice-président de l'Assemblée nationale et deux ministres — qui siègent au Congrès de Bamako, quelques années seulement séparent le cachot de la tribune.

L'Afrique, à l'An I de la loi-cadre, estime déjà le texte insuffisant. Mais le principe de la communauté franco-africaine n'a jamais été une seule fois mis en question par qui que ce soit. Le président du R.D.A., M. Houphouet-Boigny, ministre d'Etat, se trouvait cependant dans la nuit de dimanche en minorité dans son mouvement sur deux points : la création d'un exécutif fédéral et, semble-t-il, la participation du chef du R.D.A., membre de la délégation française à l'O.N.U., aux débats sur l'Algérie des Nations Unies. Certains de ses adjoints les plus loyaux étaient placés devant le choix entre l'attachement et l'estime qu'ils portent à leur chef et l'obligation morale de suivre leurs délégations. Le président opposait à ces options difficiles et parfois douloureuses l'intransigeance d'un homme sûr de lui.

A la tribune, attentif et grave, souvent comme en contemplation devant une exigence intérieure, il écoutait ses camarades fidèles ruser avec leurs

(Intercontinentale.)

M. HOUPHOUET-BOIGNY, PRÉSIDENT DU R.D.A., A BAMAKO

A quoi renoncer ?

propres problèmes. Des mots passaient et repassaient, mêlés, associés ou opposés : « *autodétermination préalable* », « *indépendance* », « *autonomie interne* », « *fédéralisme* », sonnant comme les claquements d'un étendard de révolution.

Riches et mendiants

L'Afrique politique veut brûler les étapes. Elle veut aller plus vite encore, plus vite que les slogans et que ceux qui les prononcent. Les Guinéens de M. Sékou Touré, les Mossis Voltaïques et Ivoiriens de M. Ouezzin Coulibaly, les Soudanais de M. Modibo Keita, les Sénégalais de M. Doudou Gueyee réclamaient des textes, une forme. M. Houphouet-Boigny, soutenu par la remarquable dialectique rousseauiste de M. d'Arboussier, faisait le bilan des réalités positives qu'il a déjà pacifiquement obtenues. Il était certain que les réformes entreprises ou acquises ne peuvent évoluer que vers une autodétermination, c'est-à-dire une possibilité d'indépendance, dont le préalable formel est bien moins important que le lent bénéfice d'un engagement sans détour. C'était lui qui apparaissait ainsi comme le révolutionnaire efficace.

Apparemment irréductibles, ces divergences ont eu deux catalyseurs: celui de l'exécutif fédéral auquel les délégués de la Côte-d'Ivoire et du Gabon ne s'opposaient vraiment que pour des questions économiques. Ces deux territoires — les plus riches de l'A.O.F. — craignent d'alimenter les « Etats mendiants » au lieu de profiter d'un autofinancement où ils trouveraient mieux leur compte. Un exécutif fédéral ne risque-t-il pas de devenir une alliance contre ce qu'on appelle la « suprématie ivoirienne » ?

Le second motif de mésentente est d'autant plus grave qu'il a pris forme, et brusquement, au cours même du congrès.

Encore l'Algérie

M. Mamadou Dia, représentant la Convention africaine, a commencé par lancer l'idée d'une intervention conciliatrice de l'Afrique noire dans le conflit franco-algérien.

Le président, jugeant que son parti ne pouvait « se désintéresser du drame douloureux qui déchire une partie de l'union », souhaita de tout son cœur et au nom de tous les congressistes « la fin prochaine de ce drame affreux ». Les délégations, aux premiers jours du congrès, marquaient sur ce point un intérêt nuancé, assez bien résumé par M. Ouedraogo : « Si les Africains, disait le député de la Haute-Volta, voulaient parler brutalement, ils pourraient demander l'indépendance algérienne. Nous demandons la cessation immédiate des hostilités et le début d'un dialogue ménageant les intérêts respectifs des Français d'Algérie et des Algériens ».

Les délégués de la Guinée, il est vrai, soulignèrent « l'identité de sort de tous les peuples coloniaux en lutte pour leur libération » et exigèrent « que les élus R.D.A. mettent tout en œuvre pour la reconnaissance et le respect du fait national algérien ». Le ton montait.

Le choix

M. Houphouet fut embarrassé : le fait d'être ministre de la République et de servir dans cette charge au mieux des intérêts de l'Afrique noire le conduit à épouser la politique algérienne du gouvernement auquel il appartenait. Pour lui comme pour la majorité des personnalités du R.D.A., le problème algérien, riche de résonances sentimentales, reste pourtant extérieur aux problèmes africains.

Mais les positions guinéennes que M. Houphouet, fédéraliste, approuvait sans doute, et la remise en cause du soutien aux débats de l'O.N.U. ne pouvaient être acceptées par le ministre sans duplicité envers son gouvernement. Il est remarquable que M. Houphouet ait préféré renoncer un moment à la présidence du R.D.A. plutôt qu'à sa fonction ministérielle.

Ceux qui expliqueraient ce choix par l'ambition auraient grand tort. C'est celui d'un véritable mystique de la communauté franco-africaine.

La victoire finale de M. Houphouet est nuancée. Le congrès, délaissant les positions formelles, a adopté une tendance fédérale où la notion d'indépendance n'est plus que le corollaire d'une « communauté franco-africaine démocratique et fraternelle, basée sur l'égalité ». Le dépôt d'une proposition de loi pour la constitution d'un Etat fédéral a été décidé mais le président a accepté le principe de la « démocratisation des organes exécutifs fédéraux ». La résolution finale semble consacrer pour le moment le désir commun des dirigeants du R.D.A. et de son président d'une entente qui donne une chance accrue à la communauté franco-africaine, un instant menacée par un risque d'éclatement du parti.

Sujets de l'Histoire

Il est vrai que l'eau qu'on verse pour étancher la soif de la nouvelle Afrique est vite bue. Mais il est vrai aussi que seule la France, par ses budgets et par ses lois, en a la source. L'Afrique ne peut et ne pourra d'ici longtemps, comme le rappelait M. Lisette dans son rapport économique, que « dépendre des moyens que l'alliée librement choisie mettra à la disposition de la fédération ». En Afrique noire, l'alliée ne peut être ni l'Amérique, impopulaire, ni la Grande-Bretagne, calculatrice, qui attend de voir maigrir le Ghana. Pour le moment, elle n'est et ne peut être que la France.

Mais qu'on prenne garde en métropole à l'acuité du problème que Bamako pose en termes clairs. Que ceux qui deviennent réformistes à la seule odeur du pétrole ou à la seule vue du compteur Geiger ne voient aucunement dans la sagesse de l'Afrique, une soumission. Aussi longtemps qu'ils garderont l'espoir de pouvoir évoluer rapidement vers l'autodétermination par des voies pacifiques, les Africains resteront devant les problèmes algériens des témoins angoissés, qui ne songeront pas cependant à nous proposer leur médiation ou à nous opposer leur coalition. Le danger serait de croire que devant la surprenante rapidité de l'évolution africaine, l'intérêt commande d'adopter le « complexe hollandais », ou que l'humanisme a perdu son temps.

Le congrès de Bamako apporte l'image du Noir africain devenu non plus objet mais sujet de l'Histoire, partenaire valable, allié utile, associé conscient. Conscient et pressé.

PIERRE MOINOT.

La semaine prochaine :

RENDEZ-VOUS EN 1965

par Jacques FAUVET

même maison qu'OLD DICK 17, rue de la Paix Paris

CORRESPONDANCES EXPRESS

EISENHOWER EN DIFFICULTE

● La cote du président Eisenhower n'a jamais été aussi mauvaise. Ses prises de position dans trois affaires graves (Little Rock-Syrie-Algérie) sont sévèrement commentées par la plupart des Américains.

— A Little Rock, sa réaction brutale et l'envoi des troupes fédérales pour faire respecter la loi n'ont pas suffi à désarmer ses critiques.

— On lui reproche d'être intervenu trop tard et de n'avoir pas su placer l'affaire sur son vrai terrain.

— Walter Lippmann écrit : « En expliquant pourquoi il avait utilisé la troupe à Little Rock, le président s'est montré totalement incapable de présenter le véritable dossier du gouvernement américain.

— « Il a passé sous silence le fait que l'ordre d'intégration du tribunal fédéral n'a pas été bafoué par la foule massée devant le lycée mais d'abord par le gouverneur Faubus qui a utilisé la troupe pour en empêcher l'application.

— « Par cette omission, le président a affaibli sa position. On peut en effet l'accuser d'avoir fait ce qu'il s'était engagé à ne pas faire, à savoir : utiliser la force pour imposer l'intégration. »

LA « DOCTRINE » A DISPARU

● Dans l'affaire syrienne, Eisenhower est accusé d'avoir laissé Dulles s'embarquer dans une campagne d'intimidation qui n'a eu pour résultat que de refaire l'unité arabe contre les Etats-Unis.

— La « doctrine Eisenhower » avait pour but d'empêcher la pénétration soviétique au Moyen-Orient. Tous les pays arabes viennent de manifester à l'occasion de l'affaire syrienne qu'ils considéraient la présence russe comme un fait établi. C'est un grave échec du gouvernement américain.

L'ALGERIE A WASHINGTON

● Le rejet de la loi-cadre sur l'Algérie par le Parlement français et la chute du ministère Bourgès-Maunoury portent un coup très grave à la position personnelle du président Eisenhower.

— Celui-ci était déjà critiqué par beaucoup d'Américains pour son « indulgence » à l'égard de la politique « colonialiste » de la France.

— Le sénateur Kennedy, candidat probable du parti démocrate aux prochaines élections présidentielles, a déjà fait de la question algérienne l'un des principaux sujets d'attaques contre l'administration.

— Le président et M. Dulles comptaient essentiellement sur le vote de la loi-cadre pour justifier le soutien de la France à l'O.N.U.

LE NOUVEAU MAITRE A BONN

● Le professeur Erhard va très probablement être promu vice-chancelier et chargé de l'ensemble de l'économie allemande. La portée d'une telle promotion dépasserait le cadre national allemand.

— Jusqu'ici, M. Erhard n'a jamais eu les mains libres. Les initiatives de son ministère de l'Economie ont souvent été neutralisées par le ministère des Finances de M. Schaeffer.

— M. Schaeffer, le principal responsable de la politique de thésaurisation des devises, risque d'être éliminé. Un super-ministère des Affaires économiques serait créé. M. Erhard envisage les mesures suivantes :

— 1° Renonciation à l'équilibre budgétaire (cher à M. Schaeffer), le déficit budgétaire devant encourager les exportations de capitaux et les importations de biens de consommation.

— 2° Affaiblissement délibéré du mark, afin de permettre aux autres monnaies européennes de coexister avec la monnaie allemande. Une réévaluation du mark sera même envisagée, comme ultime recours.

— 3° Encouragement de la zone européenne de libre-échange, au détriment du marché commun.

— D'une façon générale, « l'égoïsme sacré » de la politique économique allemande serait atténué, dans l'intérêt des autres pays européens, comme dans celui — à long terme — de l'Allemagne.

OLD ENGLAND
12, BD DES CAPUCINES - PARIS
Pardessus
Gabardines - Imperméables - Complets
dans la meilleure qualité
Quality First

M. STRAUSS CONTRE LE CORPS DES OFFICIERS

● Le limogeage par le ministre de la Défense allemand, M. Strauss, du général Mueller-Hillebrand, chef du personnel de l'armée, a créé un malaise dans le corps des officiers de la nouvelle Wehrmacht.

— Le général avait refusé la promotion d'un lieutenant-colonel, demandée par le ministre, sous prétexte que cet officier n'avait pas obtenu pendant la dernière guerre la croix de fer avec feuilles de chêne.

— Les officiers mécontents avaient projeté dimanche dernier une manifestation publique contre M. Strauss. Ils se sont finalement contentés d'une lettre de protestation et d'une menace de démission collective.

— M. Strauss est résolu à tenir tête aux officiers. Il reproche à leurs associations professionnelles de chercher à contrôler toutes les promotions et d'accorder « trop d'importance » à l'ancienneté et aux décorations obtenues pendant la guerre.

— Les civils ne pourront conserver le contrôle de l'armée, estime-t-il, que s'ils gagnent cette épreuve de force avec les officiers avant la fin de l'année. C'est l'orientation générale du corps des officiers allemands qui se joue.

(A.P.)
LE PRÉSIDENT EISENHOWER
Trois preuves de faiblesse

(Intercontinentale.)
M. FRANZ JOSEF STRAUSS
Une épreuve de force

« L'EMPIRE D'ABORD »

● L'entrée en scène d'un nouveau parti pourrait disperser les voix conservatrices aux prochaines élections générales anglaises.

— Un groupe d'industriels du Lancashire et du Yorkshire vient de rompre avec le parti conservateur pour passer au parti d'extrême droite « Empire first » (L'empire d'abord).

— Le groupe a levé un « fonds de guerre » de 300 millions de francs pour organiser une campagne contre l'adhésion de l'Angleterre à la zone européenne de libre-échange (étudiée par le gouvernement conservateur).

— Le programme du parti sera publié mercredi prochain à la veille du Congrès du parti conservateur.

— Le petit parti libéral envisage lui aussi de présenter un plus grand nombre de candidats aux prochaines élections. La dispersion des voix de la droite jouerait en faveur des travaillistes.

SUCCES AMERICAIN EN ROUMANIE

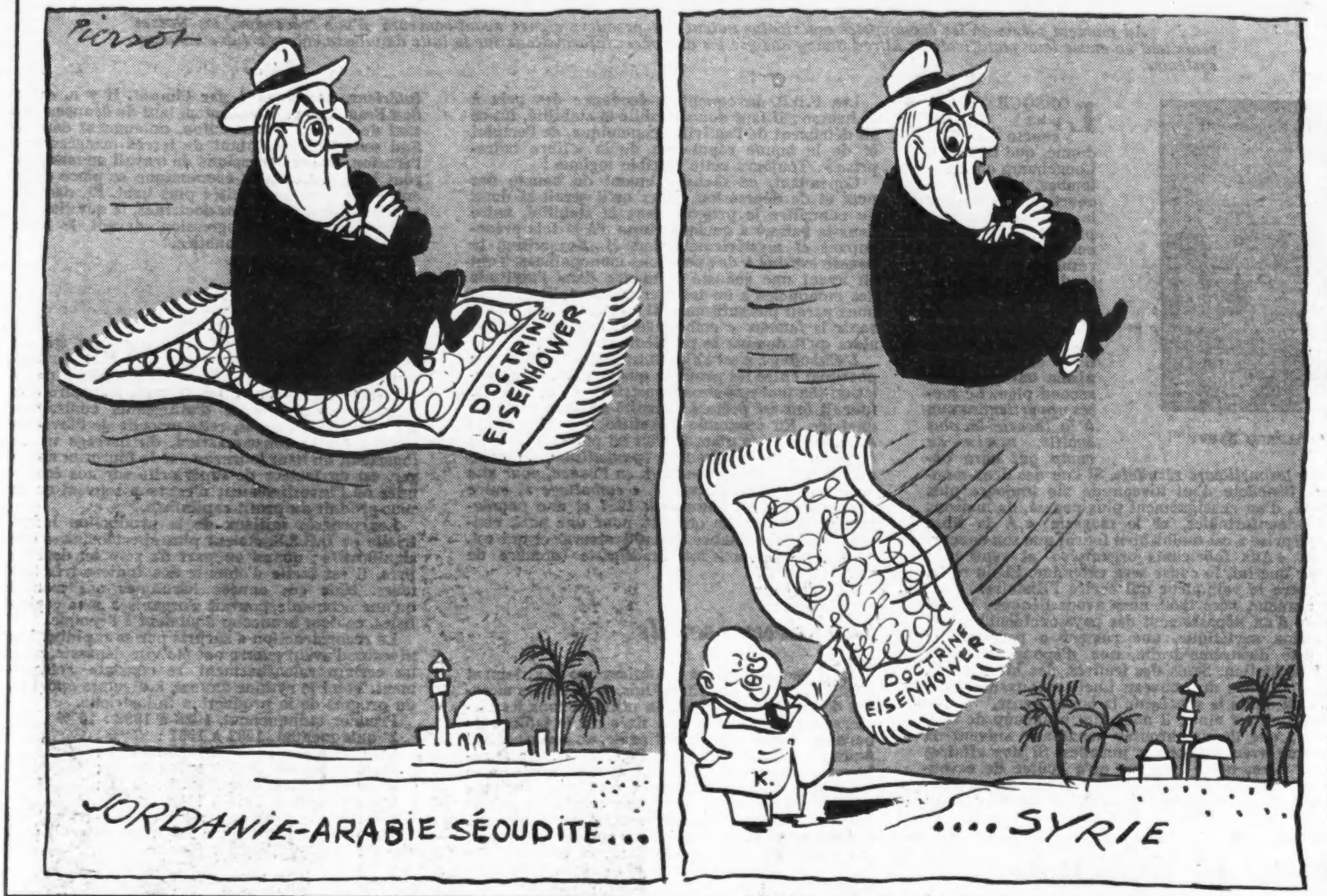
● Passant outre à l'interdiction du Département d'Etat, un marchand de semences de l'Iowa, M. Garst, s'était rendu en Roumanie, il y a deux ans, pour y vendre une semence de maïs hybride baptisée « Pionnier 301 ».

— Des récoltes record viennent d'être obtenues avec cette nouvelle semence, expérimentée sur 240.000 hectares. Les rendements sont de 200 à 250 boisseaux à l'hectare.

— Le succès de cette expérience vaut à l'Amérique une popularité sans précédent en Roumanie.

— M. Kroutchev avait été le premier dans le monde communiste à reconnaître les mérites du maïs hybride et à en recommander la culture.

LE DESSIN DE PIERROT



HONGRIE

Au premier rang

● *Quatre écrivains hongrois passent en justice. Mais c'est le gouvernement Kadar qui sera jugé en fonction du verdict.*

« *NOUS pouvons le dire ouvertement : les dirigeants idéologiques de cette insurrection et ceux qui en ont préparé l'organisation viennent de vos rangs. Les écrivains, journalistes, étudiants communistes hongrois, les jeunes du cercle Petőfi, des milliers d'ouvriers et de paysans, les vieux militants emprisonnés sous des accusations mensongères ont lutté au premier rang contre l'arbitraire et la politique d'aventure du régime Rakosi. Nous sommes fiers du courage que vous avez montré dans l'insurrection armée et dans sa préparation, courage guidé par un véritable patriotisme et la fidélité au socialisme...* »

« *Nous ne tolérerons pas que ceux qui viennent de participer aux récents événements soient persécutés sous quelque prétexte que ce soit.* »

Ces deux alinéas sont extraits de discours de Janos Kadar, actuel président du Conseil hongrois. Le premier, il l'a prononcé en tant que ministre d'Etat du gouvernement Nagy le 1er novembre 1956 ; le deuxième était incorporé à son programme 72 heures plus tard, le jour où, avec l'appui des tanks soviétiques, il passa à l'offensive contre la révolution hongroise. L'information venue de Budapest d'après laquelle le procès à huis clos des écrivains hongrois Tibor Déry, Gyula Hay, Zoltan Zelk et Tibor Tardos commencerait le 3 octobre, donne à ces déclarations une étrange actualité.

Le crime de ces écrivains est d'avoir été au premier rang « *dans la lutte contre l'arbitraire et la politique d'aventure du régime Rakosi* ». C'est pour cela qu'on les garde en prison depuis de longs mois et que la justice de Kadar s'apprête à les frapper.

Des quatre écrivains, c'est Déry, sans doute, qui est le plus important. Quel que soit son sort, son nom fait déjà partie de l'histoire des Lettres hongroises, et même des Lettres européennes. Son récit, *Niki*, un petit chef-d'œuvre, vient de paraître aux éditions du Seuil. C'est, à travers l'histoire d'un chien, celle de son maître, arbitrairement emprisonné par la police de Rakosi ; le sort même de l'auteur, aujourd'hui.

Il y a trente ans que Déry milite dans le mouvement ouvrier : il fut membre du parti communiste clandestin et emprisonné sous Horthy. Hay est aussi un communiste de longue date qui a passé plusieurs années dans l'émigration, à Moscou. Zelk a adhéré au parti presque dès l'enfance. Tardos participa aux combats des maquis en France. Tels sont les « contre-révolutionnaires » hongrois.

Le but du procès est-il l'intimidation des écrivains soviétiques et de ceux des démocraties populaires, l'écrasement définitif de la résistance des écrivains hongrois, ou bien s'agit-il d'un geste de conciliation à retardement ? Le verdict et ses suites seuls le démontreront.

GUERRE

Le péril orange

● *Grande vedette des manœuvres navales alliées dans l'Atlantique, la Méditerranée, la Manche et la mer du Nord : le sous-marin des forces « orange »...*

LES bateaux ne font pas beaucoup de bruit. Sauf lorsqu'ils coulent. Le naufrage du « Pamir » a fait passer à l'arrière-plan le fait que, tandis que ses marins luttaient contre l'ouragan, cent vingt mille hommes et près de trois cents navires exécutaient du cap Nord à Gibraltar le plus grand exercice aéronaval de l'après-guerre. Ou plutôt une série d'exercices interalliés placés sous le commandement de l'amiral Jerauld Wright, commandant suprême des forces navales alliées dans l'Atlantique-Nord. L'amiral Wright est non seulement un marin, mais un diplomate : lorsque le général Giraud s'évada de France, il exigea de le faire sur un sous-marin américain. Foin de la perfide Albion ! Mais comme Eisenhower ne disposait que de sous-marins anglais, on plaça dans le submersible de la Royal Navy chargé d'aller cueillir le général un commandant américain postiche : Jerauld Wright.

L'opération « rouge »

C'est peut-être cette prédisposition aux missions délicates qui a conduit l'amiral à conclure, à bord du porte-avions géant « Forrestal », que les manœuvres avaient été un succès remarquable et, à Londres, où ses subordonnés venaient de déclarer que les choses allaient très mal, qu'ils avaient parfaitement raison.

On peut d'ailleurs concilier ces déclarations successives. Le Saclant (Supreme Allied Commander Atlantic) pouvait, en effet, pleurer d'un œil et sourire de l'autre. Les manœuvres avaient toute une série de thèmes différents, orientés sur l'idée essentielle d'une attaque atomique surprise lancée par un pays pudiquement baptisé Orange. Idée que, d'ailleurs, un pays parfaitement rouge avait trouvée suffisamment à son goût pour en faire, à six cents kilomètres des bateaux « atlantiques », le sujet de ses propres manœuvres navales.

Le 18 septembre, donc, « Orange », dont les Alliés ont remarqué depuis vingt-quatre heures les activités navales suspectes, se lance à l'attaque. Pour les forces navales de l'O. T. A. N., deux grandes missions : la contre-attaque atomique des forces terrestres ennemies et la protection du trafic marchand, indispensable à la survie de l'Europe. L'exercice de représailles fut baptisé *Strike back*, les manœuvres de protection, *Sea Watch* dans l'Atlantique et *Stand Firm* dans la Manche. Ajoutons que le secteur méditerranéen — qui dépend du Shape, et non du Saclant — organisait, toujours dans les mêmes perspectives, les manœuvres *Deep Water* qui mettaient en jeu la 6e flotte américaine et les armées turque et italienne.

Pauvre Norvège !

Où faire porter les « représailles » ? La Norvège joua le rôle d'objectif atomique. Les avions des porte-avions américains s'en furent bombarder les nœuds de communication et les voies par où pourraient se ruer vers la côte atlantique les masses profondes de l'agresseur.

A l'exception de deux collisions aériennes qui firent dix morts, *Strike back* s'est déroulé selon les prévisions : la Norvège a été proprement « atomisée » ; les avions, malgré le mauvais temps, ont effectué des milliers d'heures de vol ; les porte-avions géants « Forrestal » et « Saratoga », naviguant, ainsi que leur escorte, à de très larges intervalles pour éviter qu'une bombe atomique ne les envoie conjointement au fond de l'eau, ont fort correctement accompli leur tâche et n'ont guère été inquiétés par les forces navales de surface Orange. L'amiral Wright a donc, sur ce point, tout lieu de se réjouir.

Restent les sous-marins. L'U. R. S. S. en a construit depuis la dernière guerre entre trois cent cinquante et quatre cent cinquante. L'Atlantique, la mer du Nord et la Manche en eussent

(*Suite en page* 15.)

LA GRANDE COURSE

par ALFRED SAUVY

Au moment même où les économistes américains notent les premiers signes avant-coureurs d'une récession, les Russes remettent en cause leur planification. Alfred Sauvy analyse les dernières informations sur la lutte de vitesse engagée entre les deux systèmes.

ALFRED SAUVY

LORSQUE le départ d'une course a été donné, que ce soit à Longchamp ou à Colombes, on ne discourt plus guère sur la méthode qu'emploient les divers concurrents. C'est le résultat qui est attendu.

On peut dire de même que les grandes controverses sur les vertus du capitalisme et du communisme ont passé au second plan. *Le succès appartiendra non à la théorie la plus subtile, mais au camp qui aura obtenu les meilleurs résultats.* Si l'un des deux mondes bénéficie d'un niveau de vie toujours plus élevé, d'un enseignement plus poussé, de maisons plus confortables, si le magasin « A la libre entreprise » est moins bien fourni que son concurrent « Aux fabricants organisés » et vend plus cher que lui, la cause sera entendue. Et du reste, ce sera le vainqueur qui écrira l'Histoire.

Lorsque, vers 1952, nous avons dénoncé la menace d'un dépassement des pays occidentaux par l'Union soviétique, une rumeur a parcouru la presse d'extrême-droite, non d'épouvante, mais d'indignation. Seuls des traîtres, des kremlinisés, des possédés du nouveau Lucifer pouvaient mettre en doute le succès de la bonne cause.

S'il en est ainsi, il nous faut beaucoup de traîtres ; que de nombreuses personnes suivent la course avec de bonnes jumelles. Si nos affaires vont bien, nous n'aurons qu'à goûter de savoureuses satisfactions d'amour-propre. Si, au contraire, nous souffrons de quelque infériorité, sa dénonciation aura un effet salutaire.

Revie du capitalisme

Avant guerre, le capitalisme semblait à l'agonie. « Après la crise blanche, une autre crise blanche... » Il a fallu l'armement et la guerre pour remettre l'économie en mouvement. Les Américains ont pu mobiliser 11 millions d'hommes, produire des armements à un rythme insoupçonné, tout en accroissant la consommation. *Fait sans précédent, la guerre enrichit et non la victoire.*

Cette situation baroque semblait autoriser un jugement pessimiste sur le régime. Une crise gigantesque allait, après la guerre, balayer le capitalisme perdu dans ses contradictions ; tel était, du moins, le pronostic formel des marxistes. Le principal argument, donné en 1947 par Moscou à Varsovie, Prague, etc., pour repousser la séduisante pomme du serpent Marshall, était la faillite imminente et fatale de l'économie américaine.

C'est, du reste, dans cette déception qu'il faut chercher la raison fondamentale des révoltes polonaise et hongroise. La grande crise n'ayant pas été au rendez-vous, le support a manqué.

Cette erreur, qui fut aussi celle d'économistes capitalistes, vient de ce que l'économie politique est, dans le monde entier, enseignée de façon trop abstraite, logique et rigide, sans tenir compte des lois élémentaires de la biologie politique.

C'est par une réaction vitale de l'organisme que le capitalisme s'est mieux défendu en 1947 qu'en 1930. Il y a vingt-cinq ans, une crise n'était qu'un regrettable incident, classique et périodique, aujourd'hui ce serait la fin.

Production industrielle deux fois et demie plus élevée qu'avant guerre, chômage réduit des trois quarts, salaires réels horaires accrus de 60 %, tels sont les résultats inespérés qui ont rétabli à la fois la confiance des capitalistes, et un certain équilibre mondial.

Essoufflement

Cependant, au fil des années, ce brillant essor ne s'est qu'en partie confirmé. Il ne faut pas se contenter d'observer la conjoncture sur quelques mois, mais essayer de juger la ligne générale. A cinq ou six ans de distance et sur des moyennes, on trouve, pour la production industrielle, un accroissement de 4 % par an ; mais si l'on rapproche de 1957, de 1953 et de 1952, on ne trouve plus que 3 %, pour une population qui augmente de 1 1/2 % par an. Résultat bien maigre.

M. Keyserling, ancien conseiller économique du président Truman, venant de passer à Paris, nous avons saisi cette occasion de nous informer auprès d'une des premières compétences des Etats-Unis.

Son diagnostic est formel : depuis l'arrivée au pouvoir des républicains, les financiers ont repris le dessus ; passé le danger, méprisé le saint. Restés à la tradition vieillotte de l'équilibre monétaire qui a déclenché tant de catastrophes, il y a vingt-cinq ans, les Banques fédérales de réserve pratiquent une politique déflationniste, au moment même où la conjoncture hésite et où le nombre de chômeurs vient de dépasser 3 millions.

Les F.R.B. invoquent la tendance des prix à la hausse ; il faut donc rétablir la stabilité, fût-ce au détriment de l'activité économique, de l'emploi et de la bonne réputation de la « libre entreprise ». Toujours cette terrible logique !

Cependant, ce fâcheux cumul de hausse des prix et de dépression (alors qu'il serait si doux de connaître le progrès dans la stabilité, voire dans la baisse) a quelque chose d'à la fois préoccupant et mystérieux. Selon M. Keyserling, la hausse est due à des positions monopolistes. Tout en ayant une robuste confiance dans l'aptitude des monopoles à un tel exercice, l'explication ne nous paraît pas suffisante. Il faut aussi faire intervenir le fameux « emboitage », toujours négligé, alors qu'il domine le problème économique.

L'emboitage, c'est l'ajustement (aussi parfait que possible) entre les produits que demande la population (en tant que consommatrice) et ceux qu'elle fournit (ou est prête à fournir) en tant que productrice. En économie planifiée, cet ajustement est assuré par le plan. Il n'en est pas de même en économie de marché : *le poujadisme, la crise agricole, l'inflation résultent, en France, pour une large part, d'un défaut d' « emboitage »*, entre une demande très new-look 1957 et une population professionnelle qui eût, pour une part, convenu en 1930 (nombre de cultivateurs) et qui est, d'autre part, tout à fait inadéquate (nombre de commerçants).

Les deux seuils

M. Keyserling admet volontiers que l'ajustement n'est pas parfait aux Etats-Unis. Grâce à des mesures d'intervention, dit-il, en utilisant tous les claviers et manettes, les yeux fixés sur le tableau de bord de la comptabilité nationale, un certain dégel financier pourrait être pratiqué, sans faire sensiblement monter les prix. Et d'ailleurs, ajoute le conseiller de Truman, mieux vaut une économie prospère, avec des prix un peu fringants, qu'une morne stagnation dans la stabilité et le purisme.

Ainsi se pose, aux Etats-Unis comme en France, en Angleterre comme au Japon, la grande question : *Une hausse continue des prix est-elle vraiment nocive? Est-elle praticable, recommandable?*

On pourrait imaginer — puisque la prospérité paie — non seulement une indexation des salaires, pensions, etc., mais une indemnisation des titulaires de revenus fixes. Mais, en ce cas, la hausse des prix serait-elle toujours aussi payante ? Et ne risquerait-elle pas d'échapper à la main ?

Du jour où un gouvernement admettrait ouvertement, assis sur une robuste doctrine plus ou moins keynésienne, une hausse des prix de 3 % par an, par exemple, tenons pour certain qu'elle dépasserait vite le double. L'inflation n'est qu'une ruse, un trompe-l'œil, pour ne pas dire plus.

Avec le puritanisme financier, le danger se place à l'opposé : dans le chômage, phénomène devenu sociopolitique. A 3 millions de chômeurs, l'opinion américaine ne s'émeut pas. C'est qu'à cette échelle, le mal ne touche guère que les mobiles et surtout les « tramps » de Chaplin et de Steinbeck, mais non la dactylographe, l'ouvrier qualifié, le marchand de hot-dogs, l'avocat d'affaires. Dès lors, quel est le seuil supportable, le nombre de chômeurs à partir duquel le Président froncera les sourcils devant les banquiers et sourira aux Keyserling républicains (car il y en a) ? On en discute à 500.000 près.

Il faut, du reste, distinguer la limite supérieure, au-dessus de laquelle l'opinion forcerait la main au Président, et le chiffre électoral au-dessus duquel le pouvoir a quelque chance de basculer vers l'autre parti.

C'est entre les deux seuils d'alarme, hausse des prix et chômage, que l'économie capitaliste cherche sa voie depuis la guerre. Lorsque l'emboitage est très défectueux, comme en France, la voie est étroite comme une arête de couteau.

L'aide à l'étranger

Nombreux sont encore les Européens à penser que la renaissance de l'économie américaine, depuis la guerre, est due à l'aide à l'étranger, qui permet d'écouler plus de marchandises. Vue simpliste et inexacte : les mesures d'aide américaine — plan Marshall compris — n'ont été inspirées que par des vues politiques. Et c'est ainsi que l'Inde a reçu des Etats-Unis à peu près autant de *millions* de dollars que Tchang Kaï Tchek de *milliards*. On peut certes penser que, du point de vue purement politique, un meilleur placement aurait pu être fait. Mais l'intention fut formelle.

Les plans d'aide à l'étranger se traduisent, du reste, par des impôts supplémentaires, c'est-à-dire par des amputations de pouvoir d'achat intérieur.

Il arrive certes que des lobbys localisés appuient telle ou telle aide, dans l'espoir d'y trouver de nouvelles commandes. Mais la politique générale ne va pas dans ce sens. Chaque année, le Président doit lutter pour éviter une trop forte amputation des crédits d'aide par le Congrès qui, au demeurant, ne font que 3 % du revenu national.

Ceux qui estiment nécessaire de créer des débouchés pour l'industrie préconisent, comme Keyserling, un relâchement financier. Les plus audacieux vont jusqu'à une sorte de plan Marshall *intérieur*, non financé par l'impôt. Il y a, entre San Francisco et Washington, tant de dénuements, tant de besoins d'instruction, notamment dans le Sud sous-développé, tant de terres mangées par l'érosion, que les occasions de travail ne manqueront jamais. Le débat économique se place donc entre les deux seuils cités plus haut. Et, dans la mêlée des intérêts et des doctrines, la question du rythme général de progression devant le rival soviétique est souvent oubliée.

Et en face ?

Le rythme de progression a toujours été, au contraire, le souci majeur des dirigeants soviétiques. Si rigide a été le dogme religieux de la priorité de l'industrie lourde qu'il a inspiré aux républiques populaires d'affligeants contresens. En dépit de ces excès, cette priorité de l'investissement sur la consommation, du barrage sur le logement, du haut fourneau sur le fourneau ménager, est un facteur de supériorité sur nos économies où l'investissement n'est trop souvent qu'un sous-produit du profit capitaliste.

Les progrès initiaux de la production industrielle en U.R.S.S. étaient plus spectaculaires que significatifs ; quand on part de zéro ou de bien près, il est facile d'obtenir des indices très flatteurs. Mais ces années héroïques ont montré qu'une économie pouvait s'organiser sans capitalistes, ce dont beaucoup doutaient à l'époque.

La reconstruction a surpris par sa rapidité. Les niveaux d'avant guerre ont été vite dépassés, mais un certain ralentissement se constate actuellement. Voici le rythme annuel, à diverses époques, du progrès de la production industrielle.

Premier quinquennat, 1928 à 1932 : 19 % ;
2e quinquennat, 1932 à 1937 : 17 % ;
3e quinquennat, 1937 à 1940 : 13 % ;
4e quinquennat, 1945 à 1950 : 14 % ;
5e quinquennat, 1950 à 1955 : 13 % ;
6e quinquennat, 1955 à 1960.

En 1956, le progrès a atteint effectivement les 11 % prévus, mais, pour 1957, on n'attend plus que 7,1 % (*Pravda* du 6 février 1957).

Vieux problèmes

Les raisons de ce ralentissement peuvent tenir en une : une certaine maturité, qui s'exprime de diverses façons :

Plus de vieux. Les fortes générations nées avant 1900 vont aujourd'hui en retraite et il faut les nourrir. Les Soviétiques ont récemment découvert ce problème des vieux, à peu près inconnu en économie familiale.

Moins de jeunes. Cette évolution résulte d'une baisse de natalité qui doit s'accentuer et aussi de la guerre. Les générations creuses, nées de 1942 à 1945, arrivent à l'âge du travail, ce qui compromet une progression assise jusqu'ici sur une provision d'hommes toujours plus fournie.

Besoin de beurre. Il n'est pas possible de maintenir indéfiniment des populations dans le dénuement. Télévision et nourritures culturelles ne remplacent pas la nourriture proprement dite. Kroutchev a promis un « marxisme beurré ». Il a même prévu de rattraper les Etats-Unis dans ce domaine, annonçant une date très optimiste, un soir qu'il devait avoir en main un verre de vodka plutôt qu'une règle à calcul. En tout cas, le désir est manifeste et comme l'agriculture a été orientée vers l'extension des surfaces, plus que vers l'accroissement des rendements, il faut du monde dans les champs. Le réservoir rural manquant, la production industrielle en souffre.

Revenons aux rythmes de progression respectifs des deux industries : avons-nous le droit de les prolonger ? Redoutable est le jeu des progressions géométriques, si nous en jugeons par le fameux sou placé à l'époque du Christ. Risquons cependant le calcul, rien que pour voir.

Admettons que la production soviétique soit actuellement la moitié de la production américaine (ce qui est peut-être un peu optimiste pour elle), que le rythme annuel de progression soit de 4 % aux Etats-Unis et de 7 % en U.R.S.S. ; il faudrait 25 ans environ pour assurer la jonction. Si les Etats-Unis poussaient un peu la vapeur à 5 %, le délai serait porté à 35 ans. Si, au contraire, ils ne pouvaient dépasser les 3 % des dernières années, il serait réduit à 18 ans. Enfin, si la fourchette s'élargissait encore, les Soviétiques passant à 8 % et les Américains restant à 3 %, il faudrait parler de 14 ans et nous arriverions alors à notre horizon.

Cette égalisation présenterait une grande signification. Du reste, ses effets politiques se feraient sentir bien avant sa date.

Ce qui manque au capitalisme, c'est une conscience, disons une bonne conscience. Par sa présence même, l'Union Soviétique a remis debout le vieux régime qui agonisait sans lui donner, pour autant, le désir d'évoluer. Bien au contraire, la fierté d'avoir retrouvé un certain aplomb, la soif de l'intérêt immédiat, la peur de verser dans la doctrine ennemie retiennent le régime sur la pente naturelle de l'évolution. C'est là le grand péril. On est bien, dans la tiédeur du lit, mais il est bon aussi de se lever et de regarder par la fenêtre.

(Suite de la page 13.)

été truffés en cas d'attaque russe. On en avait donc mis partout.

Victoire du « Nautilus »

Quant à la flotte d'assaut, après quelques jours de relative tranquillité, elle vit bientôt s'élever au-dessus de l'eau les séries de trois fusées vertes qui indiquaient qu'un sous-marin venait de lui décocher une salve. Le 23 septembre, on annonçait que deux porte-avions, un croiseur léger, un croiseur lance-engins et un sous-marin avaient été touchés. Le sous-marin atomique américain « Nautilus » était parmi les vainqueurs, ainsi que trois submersibles néerlandais.

Du côté de *Sea Watch* et de *Stand Firm*, cela allait plus mal encore. D'abord parce que, dès le premier jours, un chalutier soviétique, un vrai, avait « nonchalamment » — c'est le terme même du message officiel — traversé l'écran des destroyers et passé en revue les bâtiments de ligne qui évoluaient près de l'embouchure de la Clyde, mais aussi parce que la défense anti-sous-marine s'était rapidement montrée débordée.

Pourtant, trois forces anti-sous-marines avaient été constituées, chacune autour d'un porte-avions. L'une d'elles avait pour chef de file le « La-Fayette », de la Marine française, qui avait mis en outre à la disposition de l'amiral Wright une trentaine d'escorteurs et de dragueurs de mines. En quelques jours, ce fut une hécatombe. Des centaines de milliers de tonnes étaient au fond de l'eau.

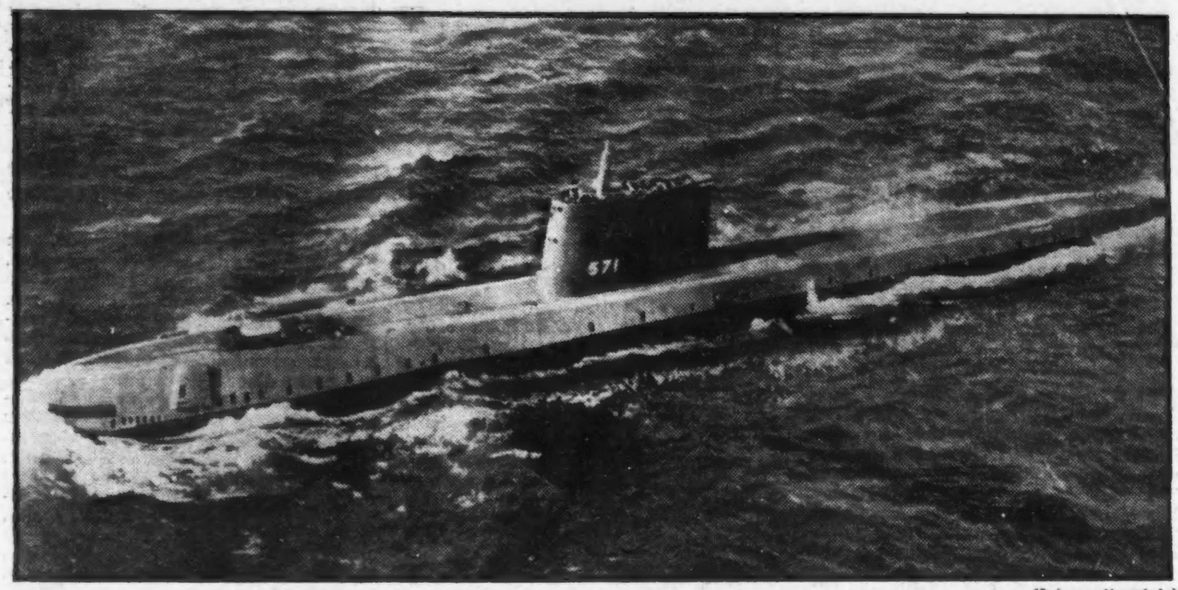
Angoisse

Pour les amiraux britanniques, et notamment Sir John Eccles, responsable de l'Atlantique-Est, la preuve était faite de l'insuffisance angoissante de leurs moyens de défense contre l'armada sous-marine soviétique.

Les raisons de cet échec sont nombreuses. D'une part, les dispositifs anti-sous-marins ont perdu de leur efficacité contre des submersibles qui peuvent, grâce au dispositif « schnorkel » — un simple tuyau qui évacue l'air vicié — rester presque indéfiniment en plongée, et surtout contre les sous-marins atomiques qui n'ont pratiquement pas besoin de ravitaillement. D'autre part, la centaine d'escorteurs français et anglais — trente-cinq français et soixante-dix anglais — sont insuffisants pour protéger les convois dans la mer du Nord, la Manche et l'Atlantique. Enfin et surtout, les pays européens devraient, en cas de conflit, compter sur leurs propres forces navales. La crainte d'une attaque par des engins lancés par des sous-marins contre les côtes américaines retiendrait au large des Etats-Unis la majeure partie de la flotte américaine.

Le meilleur « tueur »

Ces appréhensions sont, bien entendu, partagées par les milieux navals français. Que faire ? Dans un premier temps, on peut estimer qu'il faut renforcer les moyens actuels. Mais l'opinion se fait de plus en plus jour que le seul moyen de lutter contre le sous-marin, c'est en définitive le sous-marin lui-même. Simple « torpilleur » hier, il est aujourd'hui capable de lancer un engin atomique et de détruire un port. Il est également le meilleur « tueur » de sous-marins. Enfin, il peut devenir le navire de transport de l'avenir. L'idée de cargos submersibles traversant l'Atlantique n'est plus considérée comme une chimère. Et l'amiral Nomy respire : malgré les restrictions budgétaires, le chef d'état-major de la Marine française a réussi à sauver, outre les porte-avions « Foch » et « Clemenceau », le sous-marin atomique dont la construction se poursuit en silence à Cherbourg.



(Intercontinentale)

LE « NAUTILUS » EN MANŒUVRES
A quoi sert la Norvège ?

ANGLETERRE

L'odeur du pouvoir

● ***Notre envoyé spécial assiste à Brighton au Congrès travailliste. Voici son premier article :***

« L'ODEUR du pouvoir transforme les hommes » disent les Anglais. Il suffisait pour s'en rendre compte de circuler samedi matin dans les salons de l'hôtel Bedford, à Brighton, où se trouvent réunis pour une semaine les dirigeants du parti travailliste anglais. La fièvre qui précède habituellement l'ouverture d'un Congrès annuel et les spéculations anxieuses sur le résultat des élections au comité exécutif du parti avaient fait place à une idyllique atmosphère d'amitié et de solidarité.

Ce n'est pas que les anciennes querelles aient été oubliées : le Labour Party n'a jamais été monolithique et le socialisme ne représentera jamais la même chose pour un mineur gallois comme Bevan, un universitaire keynesien comme Hugh Gaitskell et un militant syndicaliste comme Frank Cousins. Mais les divergences de vues sur la doctrine passent au second plan dans la mesure où le parti travailliste peut se considérer dès maintenant comme ayant « un pied au pouvoir ». Tous les leaders, qu'ils soient de gauche ou de droite, ont aujourd'hui la même préoccupation : insuffler le maximum de confiance et de combativité à la base du parti tout en prenant le moins d'engagements possible afin de garder les mains libres.

Le dos au mur

L'objectif numéro 1 est l'éviction de M. Macmillan du gouvernement. Pour les travaillistes, c'est une opération qui relève plus de la tactique politique que de la lutte idéologique. Le gouvernement conservateur ressemble selon eux à un boxeur très éprouvé qui n'a plus aucune chance de gagner le combat mais qui s'accroche désespérément pour tenir jusqu'à la limite. Il s'agit d'obtenir le K.O., ce qui ne parait pas impossible.

Ayant démantelé l'ensemble du contrôle économique et totalement perdu la confiance des syndicats, les conservateurs se sont privés de tout moyen de lutte contre l'inflation qui submerge lentement le pays. Les mesures qu'ils viennent de prendre — comme le relèvement du taux de l'escompte — ne sont que des palliatifs qui ne font que les rendre plus impopulaires encore sans résoudre le problème.

Pour sortir de l'impasse, il leur faudrait soit revenir au système de contrôles rigoureux et de fiscalité renforcée institué autrefois par sir Stafford Cripps — qu'ils ont tellement décrié et que leur clientèle n'est pas prête à accepter — soit proclamer le blocage complet des salaires, c'est-à-dire déclarer la guerre aux syndicats.

Le dos au mur, M. Macmillan choisira sans doute cette seconde solution, non qu'elle soit plus facile mais parce qu'elle est plus conforme à l'esprit de son parti et à la tendance dominante du grand patronat anglais.

Il suffit cependant d'échanger quelques mots avec M. Frank Cousins, secrétaire du plus important syndicat anglais (Transport and General Workers' Union), pour comprendre que les puissants Trade Unions anglais ne redoutent pas l'épreuve de force. Ils la souhaitent au contraire, car c'est elle, beaucoup plus que le harcèlement parlementaire, qui permettra d'obtenir le K.O. recherché.

Des discours prononcés à Brigthon par les leaders travaillistes, comme de leurs déclarations privées, on peut conclure que le futur gouvernement travailliste a déjà une vision claire des mesures dans un certain nombre de domaines essentiels.

Pour combattre l'inflation, MM. Gaitskell et Wilson disposeront non seulement de grands experts et de toutes les techniques keynesiennes mais aussi d'une carte maitresse qui doit leur assurer le succès : l'appui total des syndicats.

M. Frank Cousins, cette « bête noire » des conservateurs qui fait preuve actuellement d'une intransigeance comme les syndicalistes n'en avaient pas montré depuis de longues années, est actuellement l'ennemi le plus dangereux du gouvernement et le plus grand espoir des travaillistes. Ses prédécesseurs à la tête du plus puissant syndicat du monde avaient été des piliers de la droite syndicaliste, comme MM. Ernest Bevin et Arthur Deakin. M. Cousins, lui, est un véritable militant socialiste. Ses cheveux blancs, son regard franc et son sourire amical cachent un tempérament de lutteur et l'énergie d'un homme décidé à combattre jusqu'au bout pour faire triompher les principes socialistes de son parti.

Le monde attend autre chose

Selon Frank Cousins, la crise actuelle n'est pas une crise monétaire, mais une crise de confiance. Il estime que les ouvriers pourront attendre une augmentation de salaire à condition qu'ils aient confiance dans le gouvernement en place. Et avec l'aide des syndicats, le renforcement de la fiscalité et le rétablissement des contrôles économiques devraient permettre d'enrayer le mouvement inflationniste.

Dans le domaine de la politique étrangère — qui est devenue la chasse gardée de M. Bevan — le futur gouvernement travailliste compte exploiter les avantages uniques que lui offriront l'existence du Commonwealth et le crédit considérable dont jouit la Grande-Bretagne dans les pays d'Asie et d'Afrique. Grâce à cette position privilégiée, le gouvernement travailliste pourrait devenir demain un médiateur entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S., facilitant ainsi la solution pacifique des problèmes mondiaux sans laquelle les négociations sur le désarmement n'ont aucune chance de succès.

Les leaders travaillistes n'ignorent pas, cependant, qu'une gestion satisfaisante du gouvernement de Sa Majesté n'est pas leur tâche essentielle. Le Labour Party est le plus grand mouvement socialiste du monde. Il est le seul à avoir déjà réalisé d'importantes mesures de socialisation dans son pays. Le problème est de savoir maintenant comment il continuera l'œuvre commencée entre 1947 et 1950.

Garder les mains libres

Sur ce point, la position des travaillistes n'est pas encore claire. Un document intitulé : « L'Industrie et la Société », préparé par les amis de M. Gaitskell, a été soumis au Congrès. Sa première partie, qui démontre que 520 grandes sociétés contrôlent en fait les secteurs vitaux de l'économie non nationalisée et qui prouve que les actionnaires de ces sociétés n'ont aucun contrôle sur leur gestion, ne rencontre aucune critique ni dans l'aile gauche ni dans l'aile droite du parti.

Mais la seconde partie, qui contient les solutions proposées, soulève de très vives controverses. L'exécutif du parti préconise en effet le rachat progressif des actions en commençant par les sociétés dont la gestion est actuellement la moins efficace. Pour la gauche travailliste, ces mesures sont très insuffisantes et c'est sur ce point qu'une discussion serrée s'engagera à Brighton.

Il est douteux, cependant, que les délégués la mènent jusqu'au bout. Etant tous d'accord sur la nécessité de nouvelles nationalisations, ils préféreront rester imprécis sur les mesures à prendre afin de garder la liberté de choix nécessaire le jour où ils seront au pouvoir. Les discours d'ouverture de MM. Harold Wilson et Frank Cousins — d'une violence inhabituelle à l'égard du gouvernement — l'ont bien montré : les travaillistes se considèrent comme virtuellement au pouvoir et déjà engagés dans la campagne électorale.

K. S. KAROL.

CE JOUR-LA...

Le 30 septembre 1938

● ***A Munich, Hitler poursuivait deux buts : humilier publiquement les Franco-Anglais et les isoler des Russes. Il a réussi grâce à des auxiliaires inattendus mais efficaces.***

DANS l'avion qui le ramenait de Munich, le 30 septembre 1938, M. Daladier était peu causant.

On arrive au Bourget. Le front bas, la mine lourde, M. Daladier, du haut de la passerelle, jette un œil sur le service d'ordre qui lui paraît bien gros. Déploiement de force extraordinaire, au-devant, semble-t-il, d'une foule. Qu'est-ce que ça veut dire ?

GENTLEY
TAILLEUR
20 Av. FRANKLIN-ROOSEVELT
"Grande mesure"
COSTUMES
de 40.000 F
à 50.000 F
"Tout prêt"
PARDESSUS
dep 19.800 F
SPÉCIALISTE DU TISSU ANGLAIS
Demandez notre brochure : ELY. 46-58

On s'apprête à le siffler ? Il ne l'aura pas volé, bien sûr...

M. Daladier descend les marches. M. Queuille est en bas, épanoui, impatient de l'étreindre : « *Vous nous avez sauvés, président !* » Un monsieur pathétique s'est précipité, portant un enfant sur chaque bras ; il les lui donne, ses enfants, à M. Daladier qui ne sait trop qu'en faire. Ça doit être pour les bénir. Et ces centaines de gens, là-bas, qui poussent des acclamations ! Le président n'en revient pas.

C'est bien ça ; pas d'erreur ; le contraire exactement de ce qu'il attendait. Au lieu d'un retour minable, sous les huées peut-être, un triomphe ! Pour aller du Bourget jusqu'à la rue Saint-Dominique, la voiture présidentielle mettra une heure et demie à travers les ovations, les drapeaux aux fenêtres, les drapeaux brandis. M. Daladier adopte le personnage qu'il est devenu sans s'en douter. Debout derrière le chauffeur, il sourit avec bonté, il fait bonjour de la main, il branle la tête pour dire merci.

Assis à côté de lui, M. Bonnet est rayonnant.

Une drôle d'histoire, tout de même. A n'y pas croire. Et qui va se poursuivre : des « actions de grâces » auront lieu, à Fourvière, par les soins du cardinal Gerlier ; au temple de l'Oratoire, par les soins du pasteur Bœgner. Un conseiller municipal proposera de débaptiser une des grandes artères de Paris pour l'appeler « rue du 30 septembre ».

Deux melons trop mûrs

A n'y pas croire, en effet, parce que ce qui s'était conclu à Munich, ce 30 septembre 1938, à 1 h. 35 du matin, c'était quoi ? Pas autre chose qu'une capitulation. La capitulation devant l'Axe, le champ libre ouvert à l'Allemagne contre cette Tchécoslovaquie à laquelle nous avions donné notre parole de la défendre et que nous laissions dépecer en attendant le tour de la Pologne, puis le nôtre.

Le 12 septembre 1938, Hitler déclare que le territoire tchécoslovaque dit « des Sudètes » doit lui appartenir, qu'il le réclame et qu'il l'aura.

« Vous les aurez ces territoires... »

En septembre 1938, Chamberlain et Halifax sont respectivement premier ministre et chef du Foreign Office à Londres ; à Paris, M. Daladier est président du Conseil, et M. Bonnet, ministre des Affaires étrangères. Le « front commun des cabinets britannique et français », dira M. Churchill dans ses « Mémoires » (1.308), ressemblait à celui que peuvent offrir « *deux melons trop mûrs, aplatis l'un contre l'autre* », et il ajoute :

> « *Nous étions nombreux à penser que M. Bonnet était l'incarnation parfaite du défaitisme et que toutes ses habiles manœuvres verbales rendaient un son de paix-à-tout-prix.* »

Le 19 septembre, après trois jours d'entretiens franco-anglais à Londres, consécutifs à l'entrevue que M. Chamberlain a eue, le 15, à Berchtesgaden avec Hitler, nous faisons savoir à la Tchécoslovaquie qu'elle doit céder. Les territoires des Sudètes seront remis à l'Allemagne selon des modalités à convenir. Pour régler ces modalités, Chamberlain doit rencontrer de nouveau le chancelier Hitler, le 22, à Godesberg cette fois.

Le 21 septembre, M. Churchill a remis à la presse de Londres la note que voici :

> « *Le partage de la Tchécoslovaquie équivaut à une capitulation complète des démocraties occidentales devant la menace hitlérienne. Un tel écroulement n'apportera à l'Angleterre et à la France ni la paix ni la sécurité.* »

Churchill s'est rendu le 20 à Paris pour y voir Paul Reynaud et Mandel, alarmés de tout cela autant que lui.

Le 22 septembre, à Godesberg, M. Chamberlain se trouve en face d'une situation modifiée. Le chancelier Hitler lui remet, le 23, un « mémorandum » qui est, au vrai, un « ultimatum » : les troupes allemandes entreront en Tchécoslovaquie le 1er octobre si le 28, à 14 heures au plus tard, le Reich n'a pas vu M. Benès s'incliner devant lui.

> « *Mais c'est entendu,* gémit M. Chamberlain ; *mais nous sommes déjà d'accord ; vous les aurez, ces territoires, dans quelques semaines ; pourquoi cette hâte impérieuse ?* »

Hitler maintient son ultimatum. M. Chamberlain comprend alors que, certes, le chancelier Hitler veut ces territoires, et le démembrement de la Tchécoslovaquie, mais qu'il se refuse à les obtenir au moyen d'un consentement amiable. Il veut les obtenir par l'intimidation. Il faut que la France et l'Angleterre plient, reculent, soient humiliées publiquement, avouent qu'elles tremblent et qu'il est le plus fort. Et Hitler a un autre dessein encore, qu'indiquera le maréchal Keitel : il veut « *éliminer la Russie de l'Europe* », dissoudre le bloc qui seul peut arrêter sa marche, séparer définitivement les Franco-Anglais des Soviétiques, afin de leur régler leur compte aux uns d'abord, aux autres ensuite, car s'ils demeurent unis contre lui, ils le tiennent.

Le « melon » anglais se durcit enfin, tout à coup, et devient grenade, ou bombe. En présence de l'ultimatum allemand, et du jeu trop évident de Hitler, le cabinet britannique, dans la journée du 24 septembre, décide qu'il n'est plus possible de laisser agir l'homme de proie.

Le 26, à 20 heures, Leeper, chef du Département de Presse au Foreign Office, soumet à Lord Halifax le texte d'un communiqué que le ministre approuve et qui est aussitôt transmis aux agences :

> « *Si une agression allemande se produit contre la Tchécoslovaquie, il en résultera immédiatement pour la France l'obligation de venir à son aide, et la Grande-Bretagne, ainsi que la Russie, seront à ses côtés.* »

Le 27, l'Amirauté lance le télégramme d'alerte annonçant à la flotte anglaise sa mobilisation générale pour le lendemain. Cette information est donnée à la presse à 23 h. 38.

Une simple « différence de forme »

Ici, regardons bien.

Une équipe est à l'œuvre, en France, depuis des mois et des années, principalement depuis 1936, qui ne veut pas, qui ne veut à aucun prix d'une guerre contre le national-socialisme. Elle a ses manœuvriers au Parlement, au ministère, et jusque dans la presse dite « de gauche ».

Nous sommes redevables à M. Fabre-Luce, dans son « *Histoire secrète de la conciliation de Munich* » (octobre 1938), d'une énumération utile. Tandis que, dit-il (p. 52), « *le parti de la guerre* » compte, dans le cabinet, six ministres : « *Paul Reynaud, Mandel, Campinchi, Champetier de Ribes, Jean Zay et Chappedelaine* », M. Jean Mistler « *réfute sans se lasser les fausses nouvelles d'origine moscovite qui assurent que l'Angleterre n'hésite plus* » (p. 81) ; « *avec lui, Frot, Bergery, Montigny sont, dans les couloirs, les animateurs du parti de la paix* » (*id.*). Paul Fort, dans *Le Populaire*, contrecarre sourdement Léon Blum et Frossard, dans *L'homme libre*, s'émeut sur l'horreur des combats.

Ce parti peut compter sur M. Georges Bonnet.

Depuis le 23, il ne s'agit plus d'entente, il s'agit d'un coup de force.

> « *Je ne vous demande plus votre accord,* dit le chancelier Hitler ; *je me moque de votre accord ; vous céderez, ou j'attaque, tel jour, à telle heure.* »

> Ce qui se traduit comme suit, sous la plume de M. Fabre-Luce: « *Entre le plan allemand* (l'ultimatum de Godesberg) *et le plan franco-anglais* (l'accord donné le 18), *il n'y a guère que des différences de forme et de délai. A peu près seul, Georges Bonnet le voit et le dit.* » (Fabre-Luce, p. 67.)

Roosevelt intervient

Le communiqué britannique publié le 26 au soir ? C'est un faux. « *Sous l'inspiration des Affaires étrangères* (Churchill, 1.332), *Le Matin* l'appelle « *un mensonge intelligent* ». M. Bonnet va répétant « *qu'il n'a pas obtenu du gouvernement britannique la garantie escomptée* », et M. Fabre-Luce explique que si même il se trouve que ce communiqué anglais n'est pas, à proprement parler, apocryphe, « *la falsification consiste à le présenter comme la pensée du gouvernement britannique* » (Fabre-Luce, p. 76) ; c'est l'œuvre seulement de sir Robert Vansittart, âme damnée de M. Churchill, et « *chef du parti de la guerre au Foreign Office* » (*id.*).

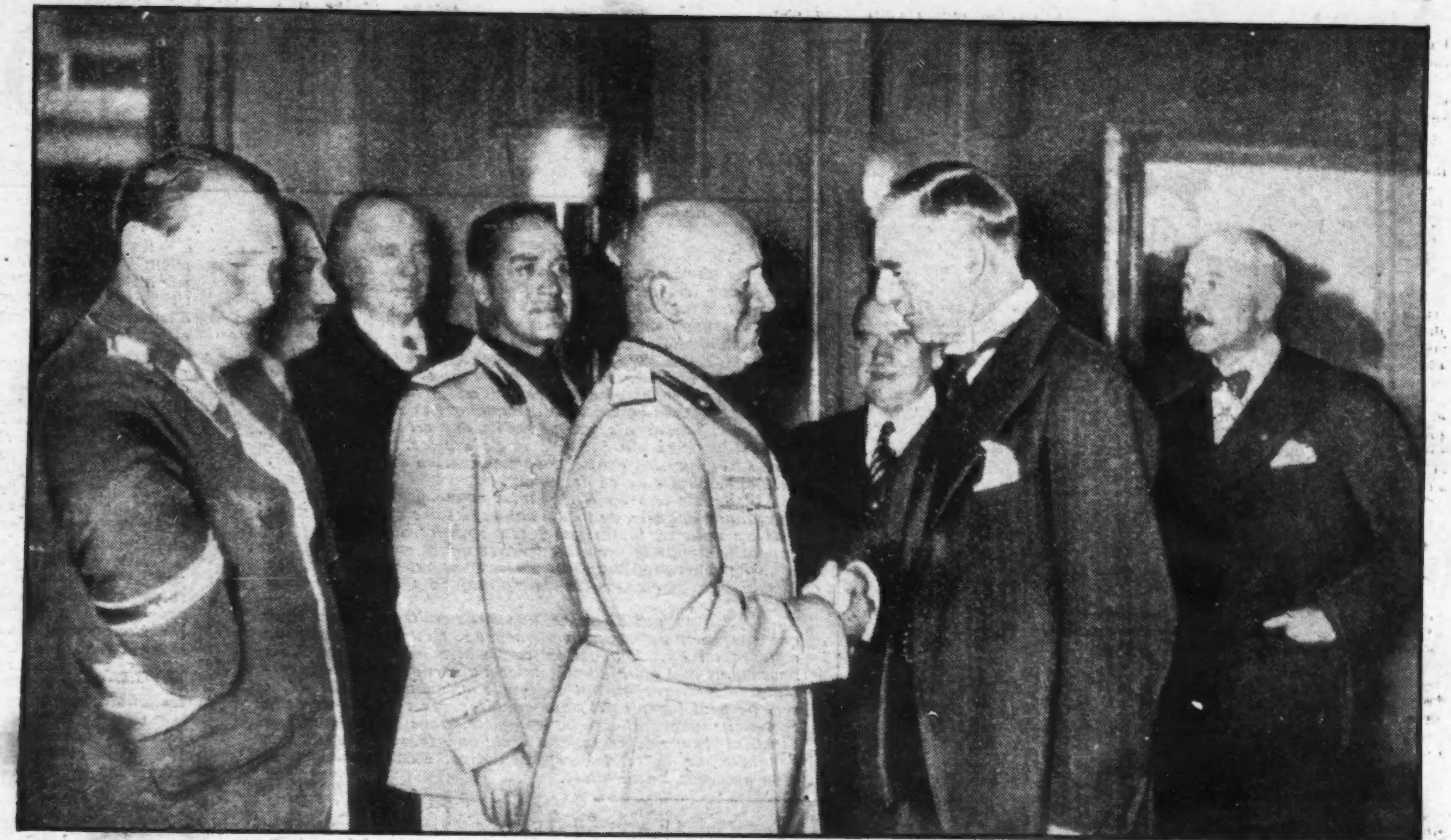
Au Conseil des Ministres, le 27, M. Bonnet s'oppose à la mobilisation générale. Il obtient en outre que Gamelin soit invité à recommander aux Tchèques l'évacuation militaire immédiate des Sudètes.

A 1 heure du matin, dans la nuit du 27 au 28, il prescrit par télégramme à M. François-Poncet de proposer « *d'urgence, au nom du gouvernement français, à M. Hitler lui-même, l'occupation immédiate* », sur le sol tchèque, « *d'un territoire plus important* » que celui dont le gouvernement britannique se résignerait à le voir s'emparer.

Roosevelt vient, par deux fois, coup sur coup, de lancer un appel à l'Europe, et, dans son second message, il a suggéré l'idée d'une conférence à laquelle prendraient part « *toutes les nations directement intéressées* ».

Un curieux « médiateur » : le Duce

« *Nous décidons* — écrit G. Bonnet (« De Washington au Quai d'Orsay », Genève 1946, p. 282) — *de soutenir et d'utiliser cette initiative* » ; phrase qui pourrait passer pour un chef-d'œuvre d'humour froid si l'humour



DE GAUCHE A DROITE : GOERING, HITLER, CIANO, MUSSOLINI, DALADIER, CHAMBERLAIN, FRANÇOIS-PONCET (Match.)
« Grâce à M. Bonnet, deux adversaires au lieu d'un. »

n'était l'un des dons les plus complètement refusés à M. Georges Bonnet.

Roosevelt propose une conférence européenne, où la Russie, cela va de soi, sera présente, et le 28 septembre, vers 2 heures du matin (d'après M. Fabre-Luce, qui cite *Le Temps*, l'idée serait venue de M. Pietri), Georges Bonnet imagine et provoque l'entrée en scène d'un « *médiateur* » curieusement choisi : le Duce.

Nous sommes jusqu'ici deux contre un, France et Angleterre contre Allemagne, et il ne tient qu'à nous d'être trois : France, Angleterre, U.R.S.S. Pour mieux servir notre cause, M. Bonnet a ce coup de génie d'inviter à dire son mot le brillant second d'Adolf Hitler, son mime et protégé Mussolini. Ainsi, restant deux et pouvant être trois, nous aurons devant nous, grâce à M. Bonnet, deux adversaires au lieu d'un.

L'Angleterre a compris que nous ne la suivrons pas, que nous ne voulons à aucun prix du soutien soviétique, que la France se dérobe, que le parti allemand, chez nous, vient de l'emporter.

Le 28 septembre, à 10 heures, l'Italie reçoit communication de notre vœu. A 11 h. 30, Hitler en est informé. Bonheur ! les Franco-Anglais ont mis les pouces. Il n'y a plus qu'à leur faire signer, sur sol allemand, leur acte de soumission.

La Tchécoslovaquie, bien entendu, ne sera pas de la séance.

Encore moins l'U.R.S.S. « *Le bon sens a repris ses droits* », déclare *Le Matin*.

Litvinov répond « oui »

Ce point est capital.

En vain, le 17 mars, au nom du gouvernement soviétique, l' « Anschluss » venant de s'accomplir, Litvinov a demandé une consultation franco-anglo-russe en vue de délibérer

> « *sur les conséquences possibles de cette annexion et d'adopter en commun des mesures préventives* ».

En vain, le 31 août, Churchill a écrit à Lord Halifax pour le conjurer de prévoir une « *note commune de la France, de la Grande-Bretagne et de l'U.R.S.S.* », avertissant l'Allemagne qu'une agression de sa part contre la Tchécoslovaquie entrainerait *ipso facto* l'intervention armée de ces trois puissances.

En vain, le 2 septembre, Litvinov interroge notre chargé d'affaires à Moscou : si l'Allemagne attaque la Tchécoslovaquie, la France fera-t-elle honneur à sa signature ? Notre chargé d'affaires « *laisse cette question sans réponse* ».

En vain, le même jour, Litvinov propose que le Conseil de la S.D.N. soit saisi et que « *l'U.R.S.S., la France et*

> *l'Angleterre engagent immédiatement des conversations d'état-major* ».

En vain, le 19 septembre, Litvinov a répondu par l'affirmative la plus catégorique à l'interrogation de Benès: l'U.R.S.S. est-elle prête à apporter à la Tchécoslovaquie « *une aide efficace et immédiate au cas où la France, fidèle à ses engagements, lui apporterait une aide similaire ?* »

« *Oui* », a dit Litvinov.

> « *Il est surprenant,* écrit Winston Churchill (1.311), *que cette déclaration publique et sans restriction n'ait joué aucun rôle dans les négociations de M. Chamberlain et dans la façon dont la France mena la crise.* »

Comme si les Russes n'existaient pas...

Ce n'est pas tout. Le 21 septembre encore, le gouvernement soviétique suggère une réunion, au plus vite, de représentants des ministres de la Guerre français, tchécoslovaque et russe (« *pour l'étude des mesures exigées par les circonstances* »). Proposition écartée, M. Bonnet assure dans son livre que ces offres étaient vaines, attendu que l'U.R.S.S. n'ayant pas de frontière commune avec la Tchécoslovaquie, ses troupes eussent dû passer par la Roumanie, qui s'y opposait.

Or, c'était précisément sur ce point qu'à Moscou, le 2 septembre, Litvinov s'était expliqué, sans inquiétude, avec notre chargé d'affaires. La Roumanie eût accepté le passage des trains de troupes russes à travers les Carpathes si la France avait le moins du monde insisté en ce sens. Mais tel n'était pas, certes, le langage qui lui était tenu : « *Vous ne pouvez pas ? Comme je vous comprends...* »

Ecoutons Churchill encore :

> « *L'offre soviétique resta sans réponse. On ne voulait pas avoir recours aux Russes contre Hitler* » ; on les traitait avec un mépris haineux dont Staline tira la leçon ; « *les événements suivirent leur cours comme si la Russie n'existait pas, et cela nous coûta cher* » (Churchill, 1.312).
>
> Et de Gaulle, à présent : entre 1936 et 1939, Staline acquit « *la conviction que les Français resteraient immobiles* », même après avoir feint de déclarer la guerre, « *et qu'ainsi le Reich aurait les mains libres* » contre lui ; aussi estima-t-il « *préférable* », quand vint le tour de la Pologne, « *de partager la proie avec Hitler plutôt que d'être la sienne* » (de Gaulle, Mémoires. I. 22).

« Une victoire de la France eût mené à la ruine »

Le fond des choses, un texte parfaitement loyal nous le révèle, et dès 1938, à plein.

Dans la revue de droite, *Combat*, en novembre 1938, M. Thierry Maulnier fait entendre la voix d'un de ces « nationaux » qui ont triomphé à Munich. Pas de guerre, surtout, avec l'Allemagne hitlérienne !

> « *Une défaite de l'Allemagne signifierait l'écroulement des systèmes autoritaires qui constituent le principal rempart à la révolution communiste* » ; « *une victoire de la France eût été la victoire des principes considérés à bon droit comme menant à la ruine (...) de la civilisation* » ; « *il est regrettable que les hommes et les partis qui avaient cette pensée ne l'aient point, en général, avouée, car elle n'avait rien d'inavouable ; j'estime même qu'elle était une des principales raisons et des plus solides, sinon la plus solide, de ne pas faire la guerre en septembre 1938* ». (Thierry Maulnier, *Combat*, novembre 1938.)

A la bonne heure.

Et déjà, au mois d'octobre, avec une espèce d'emportement, M. Fabre-Luce avait exprimé son effroi, au nom de l'esprit « national », contre la mobilisation partielle du 24 septembre. Les gens du « *parti de la*

> *guerre* », disait-il, « *la discipline mettra à leur disposition un immense troupeau de moutons et bientôt le patriotisme fera tourner la grande machine à détruire la patrie* ». (Fabre-Luce, p. 81.) *Nationaux* à la Maurras, contre *patriotes*, à la de Gaulle.

« Nous n'aurons même pas à les acheter »

Les cauteleux s'abritent derrière des mensonges ou des prétextes : l'Angleterre ne marchera pas, la Russie est impuissante, notre armée n'est pas prête. Mais les bavards de leur parti les découvrent, car ils en disent trop. Ce n'est pas la crainte d'une défaite militaire qu'on lit dans la page de M. Thierry Maulnier, c'est l'épouvante d'une victoire — il l'écrit noir sur blanc — d'une « *victoire de la France* ». Et M. René Benjamin sera d'une égale éloquence ! « *Une victoire ?* », cette idée « *me faisait frémir* » (René Benjamin, « *L'homme à la recherche de son âme* », Genève, 1943, p. 307).

A *L'Action Française*, à *Gringoire*, à *Je suis partout*, l'ennemi, ce n'est pas Hitler, c'est la République. Roosevelt est « *un juif* », Benès est « *une canaille* » et Henri Béraud se demande s'il n'est pas opportun de « *réduire l'Angleterre en esclavage* ».

Georges Suarez, dans son « *Maréchal Pétain* » (1941), p. 69, félicitera Georges Bonnet d'avoir su défendre, en 1938, « *une politique de paix et de collaboration européenne* », et Charles Maurras dans sa « *France seule* » (Lyon, Lardanchet, 1941, p. 47), se glorifiera d'avoir su contraindre, avec ses amis, « *le gouvernement à aller conclure à Munich le contraire de ce que la révolution désirait* ».

> « *Notre stratégie,* avait déclaré Hitler, en propres termes, *consistera à détruire l'ennemi par l'intérieur* » ; « *j'introduirai en pleine paix des troupes à Paris ; elles porteront l'uniforme français (...) ; je serai de longue date en relation avec les hommes qui formeront le nouveau gouvernement, un gouvernement à ma convenance (...) ; nous n'aurons même pas besoin de les acheter ; ils viendront nous trouver d'eux-mêmes* » (Rauschning, « *Hitler m'a dit* », 1939, pp. 23 et 24).

Sans doute, le 30 septembre 1938, « *la stupidité des badauds acclamait l'abandon* » (de Gaulle, I. 22), mais soufflant sur leur lâche enthousiasme, il y avait derrière eux la lucidité diligente de l'équipe « nationale ».

GANTS TETINES
OLLA
CHEZ VOTRE PHARMACIEN

Pour votre ORGANISATION COMPTABLE
consultez
Kalamazoo
Une de nos solutions :
Gagner 70 % sur le temps consacré hier à l'établissement de la paye.
Votre résolution : Connaître
Kalamazoo
et adopter la solution
KALAMULTY
Sans engagement prenez dès aujourd'hui un rendez-vous :
AVRon 26-81 - Postes 46 ou 47
51, rue Emile-Zola
MONTREUIL (Seine)

La « Nouvel

UNE GRANDE ENQU

De quoi êtes-vous obligé de vous priver ?

***L**A France qui nous attend, ce sont les Français d'aujourd'hui qui la feront. Ceux qui ne sont pas encore aux leviers d'activité, et qui y seront demain. Quelle sera cette France ? Que seront ces Français ?*

Un grand journal polonais a lancé au début de l'année un questionnaire destiné à « révéler » l'image exacte de la jeunesse de Pologne, celle qui n'avait pas encore son bachot à la fin de la guerre, celle qui a grandi et qui s'est formée sous le régime communiste, et qui est la matière première dont sera faite la nation de M. Gomulka. Les résultats ont été étonnants. Emouvants par ce qu'ils ont révélé d'humanité, d'individualisme, de cynisme et de sagesse. Inattendus et graves. L'Express *a publié, dans son numéro du 23 août 1957, quelques extraits de ce document.*

Et depuis le mois d'août nous avons projeté et préparé une grande enquête, de même nature, à faire en France, dans tous les milieux, toutes les classes sociales, destinée à faire apparaître, pour la première fois, ce qu'est en profondeur la nouvelle génération des Français — la « nouvelle vague ». Ses idéaux, ses jugements, sa formation, sa volonté — quels sont-ils ?

L'Express, *qui dispose d'une large audience parmi ceux qui composent cette « nouvelle vague », était bien placé pour diffuser un questionnaire et rassembler les réponses. Mais nous avons jugé qu'il fallait donner à une enquête aussi importante une base vraiment nationale qu'aucun journal à lui seul ne peut fournir. Et pour conférer aux résultats de cette recherche une authenticité complète, nous avons confié à l'Institut Français d'Opinion Publique le soin de diriger l'enquête, de la rendre représentative, d'en rassembler et d'en analyser les résultats.*

A cet effet, deux méthodes
ment. D'une part, le questionnair
par L'Express *et plusieurs autres*
titut Français d'Opinion Publiqu
d'enquête psychologique approfo
et par les méthodes d'enquête rep
nale.

L'Express *publiera, en exclu*
chain numéro, les premières ré
individuels représentatifs de la
publication se déroulera sur plu
cours de l'enquête, et au fur et
des réponses. Elle permettra de
les plus divers de la nouvelle gé

Et à la fin de l'enquête, une
d'Opinion Publique aura analysé
et réalisé la synthèse nationale,
numéro spécial ce document.

Des centaines de milliers de
par ce questionnaire. Il est indi
soient aussi diverses que possible
zons politiques les plus opposés e
les. Nous demandons en particu
aider à faire connaître ce questi
réponses. Toutes les lettres que
tôt transmises à l'Institut Franç
les joindra aux interviews appro

Cette matière vivante, extr
fournira le document humain
L'Express *commencera la publi*
numéro.

1 — Qu'aimeriez-vous le plus savoir sur votre avenir ?

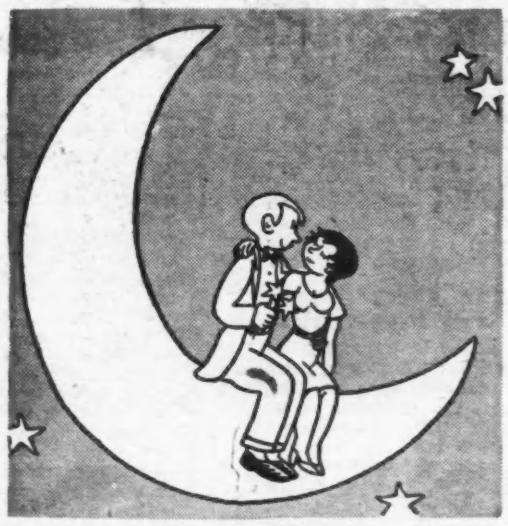
2 — Croyez-vous que votre génération sera différente de la précédente ? Et en quoi ?

3 — Trouvez-vous que vous avez plutôt de la chance ou de la malchance de vivre à l'époque actuelle ? Pourquoi ?

4 — Quel est votre métier ? (Ou, si vous ne travaillez pas encore, quel sera votre métier) ? En êtes-vous satisfait ? Pourquoi ?

5 a — A votre avis, quel est le meilleur métier que peut choisir à notre époque un garçon de 20 ans ? Pourquoi ?

5 b — Et quelle est la meilleure orientation pour une femme ?



Seriez-vous plus heureux ailleurs qu'en France ?

6 — Avez-vous pu faire les études que vous souhaitiez ? Considérez-vous que celles que vous avez faites vous ont donné une bonne formation pour réussir votre vie ?

7 — Etes-vous heureux ? (Expliquez votre réponse).

8 — Sur le plan matériel, qu'est-ce qui vous manque le plus ? De quoi êtes-vous obligé de vous priver ?

9 — Est-ce que l'amour a de l'importance pour vous ? Est-ce que la fidélité vous paraît essentielle en amour ?

10 — D'après vous, qu'est-ce qui mène le monde à l'heure actuelle ? (par exemple : le pétrole, la finance, la foi, la technique, la passion politique, les instincts sexuels, le hasard ou quoi d'autre ?) Et pourquoi pensez-vous cela ?

11 — Pensez-vous que les gens comme vous peuvent avoir une influence sur les destinées de la France (en quoi ?), ou, au contraire, avez-vous le sentiment d'être entièrement à la merci des événements ? (Pourquoi ?)

12 — Quel est, pour les Français, le problème national n° 1 ?

13 a — Si vous aviez à dire ce qui va *bien* en France, que diriez-vous ?

13 b — Et ce qui va *mal* ?

14 — Est-ce que vous croyez que vous ser
qu'en France ? Si oui, dans quel pays et

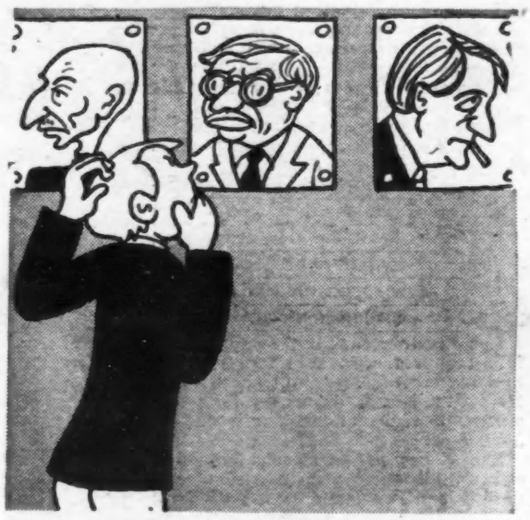
15 — Croyez-vous que la société française
de forme socialiste ? Le souhaitez-vous ?

Qu'est-ce qui va bien en France et qu'est-ce qui va mal ?

UÊTE NATIONALE. Répondez!

éthodes seront employées simultané-
stionnaire de base sera rendu public
s autres journaux. D'autre part, l'Ins-
Publique mènera, par les méthodes
approfondie qu'il a mises au point
quête représentative, une étude natio-

en exclusivité, à partir de son pro-
ières réponses, les « cas humains »
s de la « nouvelle vague ». Cette
sur plusieurs semaines, pendant le
u fur et à mesure du dépouillement
ettra de faire connaître les aspects
velle génération dans son ensemble.
uête, une fois que l'Institut Français
analysé tous les résultats nécessaires
tionale, L'Express *publiera dans un*
nent.
lliers de Français vont être touchés
est indispensable que les réponses
possible, qu'elles viennent des hori-
pposés et de toutes les classes socia-
particulier à nos lecteurs de nous
e questionnaire et à provoquer des
es que nous recevrons seront aussi-
t Français d'Opinion Publique, qui
s approfondies de ses enquêteurs.
ite, extrêmement diverse et riche,
humain très exceptionnel dont
la publication dans son prochain



Qui vous a le plus influencé ?

us seriez plus heureux si vous viviez ailleurs
ays et pourquoi ?

nçaise se transformera, dans l'avenir, en société
vous ?

16 — S'il y avait en France un régime communiste, est-ce que votre situation personnelle s'en trouverait modifiée ? Si oui, dans quel sens ?

17 — Croyez-vous que vous verrez de votre vivant une nouvelle guerre mondiale ?

18 — Est-ce que vous attachez de l'importance à la manière dont les gens se sont comportés pendant la dernière guerre (Résistance, collaboration, indifférence). Si oui, pourquoi ?

19 — A votre avis, est-ce que la guerre d'Algérie va durer encore longtemps ? Pourquoi ?

20 — Est-il souhaitable que l'union politique et économique des pays d'Europe comporte l'Angleterre ? Qu'elle comporte l'Allemagne ? Qu'elle comporte les pays de l'Est (par exemple : Pologne) ?

21 — Si vous deviez désigner un des auteurs suivants comme ayant plus spécialement marqué l'esprit des gens de votre âge, qui choisiriez-vous ?

Alain — Aragon
Bernanos — Breton
Camus — Gide
Malraux — Mauriac
Maurras — Sartre

22 — Est-il une chose pour laquelle vous êtes prêt à risquer votre vie ? Si oui, laquelle? Pour quel motif?

Attachez-vous de l'importance à la conduite pendant la guerre ?

Pour quoi êtes-vous prêt à risquer votre vie ?

23 — Croyez-vous qu'il est nécessaire d'avoir un idéal ? Si oui, quel est le vôtre ? Si non, quelle est votre raison de vivre ?

24 — Qu'est-ce qui vous paraît particulièrement injuste dans la société actuelle, autour de vous ? Croyez-vous qu'on puisse y remédier ? Comment ?

POUR RÉPONDRE

1° Ce questionnaire est destiné à tous les Français, hommes et femmes, qui ont entre 18 et 30 ans.

2° Pour répondre, veuillez utiliser du papier blanc ordinaire. Inutile de répéter le texte des questions ; mais n'oubliez pas, devant chacune de vos réponses, de rappeler le numéro de la question correspondante. Vous pouvez commenter vos réponses autant que vous le désirez.

3° Adresser votre réponse à : La « Nouvelle Vague », 91, Champs-Elysées, Paris.

4° Indiquer, avec votre réponse, vos : âge, sexe, situation de famille, niveau d'études faites, département habité, tendance politique. Et, si vous le désirez : nom et adresse. Votre réponse peut être rigoureusement anonyme.

Ce qui s'est passé en dix ans

... CHEZ CITROEN

Traction :

- CONFORT : amortisseurs à ressorts durs, chauffage réticent, moteur bruyant.
- SECURITE : virages serrés impossibles à prendre, maniabilité imparfaite, freinage passable.
- VITESSE : 120 km/h.

DS 19 :

- CONFORT : suspension oléo-pneumatique, aérateur intérieur, douceur de conduite.
- SECURITE : tenue de route parfaite, freinage puissant, accélération bonne.
- VITESSE : 140 km/h.

... CHEZ PEUGEOT

202 :

- CONFORT : suspension à ressorts durs, caisse bruyante, intérieur rustique.
- SECURITE : Direction un peu dure, tenue de route délicate sur sol mouillé.
- VITESSE : 110 km/h.

403 :

- CONFORT : suspension satisfaisante, bon chauffage.
- SECURITE : bonne tenue de route, moteur infatigable, freinage progressif.
- VITESSE : 130 km/h.

... CHEZ RENAULT

Juva :

- CONFORT : suspension vite fatiguée, mauvaise insonorisation, chauffage déficient.
- SECURITE : voiture haute sur roues, freinage à régler souvent.
- VITESSE : 100 km/h.

Dauphine :

- CONFORT : suspension dure, chauffage satisfaisant.
- SECURITE : bonne tenue de route, freinage satisfaisant.
- VITESSE : 115 km/h.

... CHEZ SIMCA

Simca 8 :

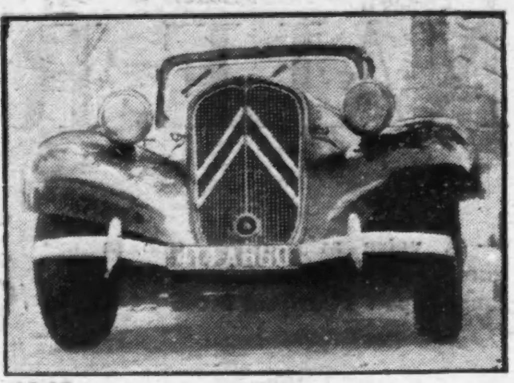
- CONFORT : amortisseurs vite fatigués, moteur bruyant.
- SECURITE : tenue de route insuffisante sur sol mouillé.
- VITESSE : 115 km/h.

Aronde 1958 :

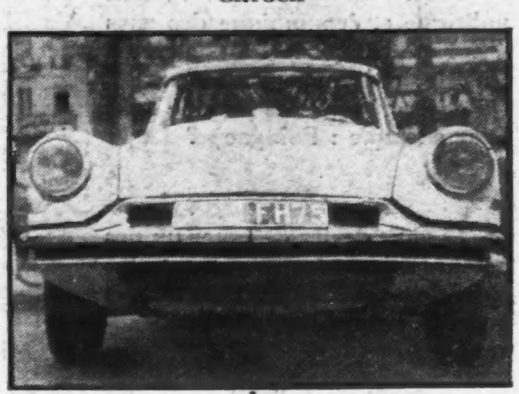
- CONFORT : amortisseurs à double effet, « 3 D », chauffage bon.
- SECURITE : tenue de route excellente, frein de qualité.
- VITESSE : 140 km/h.

... ET LES DEUX-PLACES

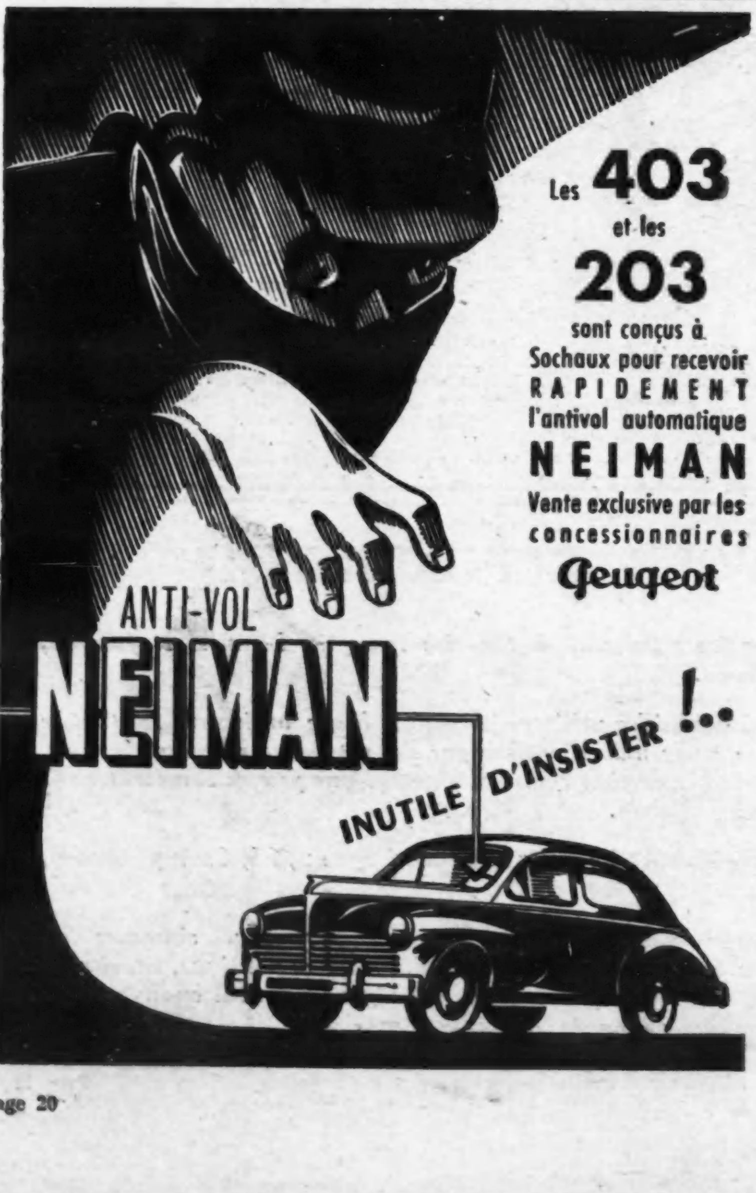
La 2 CV Vespa n'a pas encore eu le temps de faire ses preuves, et il serait vain de la comparer à la Simca 5. Contentons-nous donc, pour l'instant, de confronter leurs carrosseries.



1945 Citroën Peugeot



1957



TECHNIQUE

Examen de conscience

● ***En dix ans les constructeurs français ont bien travaillé. Il reste maintenant la question des prix...***

LE parc automobile de la France est un des plus archaïques du monde : nos voitures sont de conception dépassée et leur âge moyen n'est atteint dans aucun autre grand pays industriel.

Voilà ce que se disaient les constructeurs français, il y a dix ans. Aujourd'hui, au moment de l'ouverture du 44ᵉ Salon de l'Automobile, ils peuvent, au terme de leur examen de conscience, arborer un sourire satisfait.

Sur les routes de France il y a une voiture tous les cinquante mètres environ. A Paris, le stationnement sera bientôt interdit dans le centre et certaines grandes villes de province s'apprêtent à appliquer la même mesure.

A l'heure où les chaînes de production redémarraient, au lendemain de la guerre, tout était à faire, pratiquement à partir de zéro. Les autos neuves étaient réservées aux privilégiés qui pouvaient obtenir une licence d'achat. Et la cote des voitures d'occasion dépassait celle des voitures neuves.

Les modèles s'appelaient : Traction avant Citroën, Simca-Huit, 202 Peugeot, Juvaquatre Renault.

C'était seulement il y a dix ans.

Pour reconstruire notre parc automobile, les constructeurs devaient obéir à cinq impératifs :

Voitures robustes, consommation réduite, fabrication exigeant peu d'acier, performances satisfaisantes, « habitabilité » pour quatre passagers au minimum sous peine de ne pouvoir atteindre la vaste clientèle.

Ces nécessités imposaient de repenser la construction automobile. Ils y sont parvenus. En particulier parce qu'ils ont eu à leur disposition des aciers et des alliages d'une qualité sans cesse améliorée.

Plus de grincements

La qualité des aciers a permis l'usinage de boîtes de vitesses beaucoup moins bruyantes. Souvent deux vitesses sont synchronisées, ce qui évite les déchirants grincements bien connus des vieux conducteurs.

Chaque constructeur possède aujourd'hui un système satisfaisant d'embrayage automatique. Citroën, toutefois, est le seul qui n'ait pas hésité à le monter sur un véhicule de grande diffusion. Renault, avec le Ferlec et le Transfluide, Peugeot et Panhard avec l'auto-coupleur Jaeger ont un embrayage automatique qui fonctionne parfaitement. Ils ne le proposent que timidement aux acheteurs avec un fort supplément de prix qui décourage les clients.

Le temps des tôles grises

Les carrosseries ont également bénéficié de l'amélioration des aciers.

Les tôles de carrosserie, divisées autrefois en tôle grise et en tôle à double décapage — les premières servant pour les emboutis légers et les secondes pour les emboutis profonds — ont fait place à une seule et unique qualité qui permet des formes plus harmonieuses et des arrondis plus nombreux.

C'est pourquoi, d'ailleurs, Citroën, qui a conçu sa 2 CV au temps des tôles grises, pourrait, s'il le voulait, nous donner, pour le même prix, un véhicule parfaitement harmonieux.

Les constructeurs ont compris qu'il fallait apporter un soin tout particulier aux carrosseries pour gagner l'intérêt des jeunes. D'où les toits ouvrants de série, et les grands coffres à bagages.

Les glaces panoramiques bombées, qui remplacent les pare-brise étroits de 1947, n'apportent pas seulement une amélioration esthétique, mais une bien meilleure visibilité. La technique des pare-chocs, elle aussi, a évolué. Ils sont à la fois plus pratiques et plus efficaces que les « moustaches » des vieilles voitures.

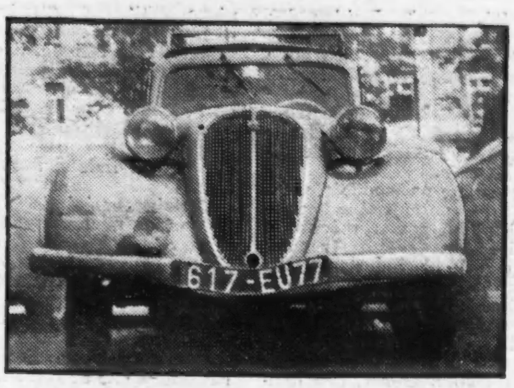
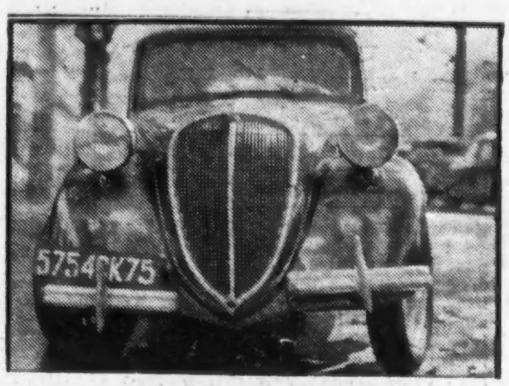
Usinage plus précis

Grâce aux aciers, encore, on a pu construire des moteurs qui tournent plus vite. Un moteur de grande série de 1.300 cmc., comme celui de l'Aronde 1958 type Montlhéry, par exemple, arrive à développer 50 CV. Pourtant c'est un 4 cylindres en ligne, extrêmement classique, et ne présentant aucun progrès quant à sa conception. Sa supériorité vient donc de la précision de l'usinage et de la qualité des métaux employés. Les moteurs de 1957 tolèrent une bien plus grande compression interne que leurs prédécesseurs et tournent couramment à des régimes dépassant 5.000 tours-minute.

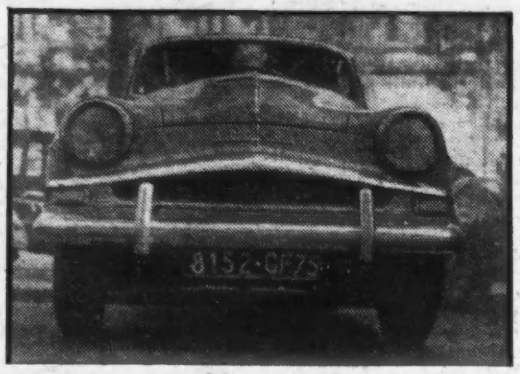
L'utilisation du refroidissement par air, rarissime il y a dix ans dans notre pays, est maintenant devenue courante puisqu'elle existe sur la 2 CV Citroën, la Dyna Panhard et la 2 CV Vespa. L'adoption d'une turbine de refroidissement laisse penser que l'usage du radiateur plein d'eau sera un jour relativement prochain totalement périmé. Dans ce domaine, nous pouvons nous estimer en avance par rapport aux Etats-Unis.

Tenue de route

La tenue de route des voitures françaises a fait un prodigieux bond en avant, elle aussi, depuis 1947. La traction avant a toujours eu une excellente réputation à ce point de vue. Elle ne permettait pas pourtant les véritables exploits que la DS 19 fait accomplir à ses conducteurs sans même qu'ils s'en rendent compte. La souplesse de la suspension oléo-pneumatique employée par Citroën sur l'ID 19 et la DS 19 — suspension encore sans égale

Renault — Simca — ... et les deux-places



(Charpentier)

dans le monde — permet à chaque roue de coller littéralement au sol, quelles que soient les aspérités. Même si on écarte la DS 19, réellement révolutionnaire, la 403 Peugeot, la Dyna Panhard, la Dauphine Renault et même la 4 CV ont une tenue de route largement supérieure aux véhicules d'après la Libération.

La dimension des roues et la qualité des pneus contribuent à cette meilleure tenue de route. Car les pneus aussi sont en progrès. L'apparition du pneu increvable, sans chambre à air, est bien faite pour rassurer tous ceux qui, il y a dix ans, se méfiaient des vitesses dépassant le 100 à l'heure en raison des risques possibles de crevaison. On voit de moins en moins fréquemment des conducteurs au bord des routes considérant avec amertume leurs pneus crevés, leur jante abîmée, leur fusée de roue en piteux état.

Confort

Le confort a considérablement augmenté dans toutes les voitures depuis dix ans. Le chauffage, assez problématique en 1947 sur la plupart des modèles, est maintenant presque parfait, même sur les voitures les moins chères. L'aération n'est plus simplement obtenue grâce à de violents courants d'air entre des glaces baissées et relevées alternativement.

Au Salon ces voitures françaises coûtent :

(prix initial, plus taxes, frais de sortie et carte grise)

2 CV Vespa	357.160
2 CV Citroën	446.860
4 CV	417.390
Dauphine	580.860
Aronde	624.450
403	779.000
DS 19	1.115.000

Cet « examen de conscience technique » permet d'estimer satisfaisants les progrès effectués par la voiture française ces dix dernières années. Il peut s'étendre aux accessoires.

Les batteries, par exemple, durent facilement plusieurs années sans que leur possesseur ait à s'en soucier. Les huiles, de meilleure qualité, « durent » plus longtemps, lubrifient mieux et permettent au moteur de s'user moins vite.

Ainsi, une analyse de la production française — à laquelle il faut ajouter les nouveautés qu'elle montrera au Salon : la 2 CV Vespa, le Transfluide sur la Frégate, la nouvelle ligne des « Vedette », les turbines de refroidissement des Panhard, les nouvelles couleurs des Citroën et des Peugeot — permet d'estimer que les constructeurs français ont bien utilisé ces dernières dix années. Et on peut même se demander si la prochaine décennie sera aussi riche en progrès.

A moins, bien entendu, qu'on n'envisage de réduire les prix de vente, ce qui permettrait une plus large diffusion. Ce serait là le véritable progrès.

ÇA VA BIEN

Entends-tu ? Y es-tu ?

● ***Cinq enfants sur cent entendent mal. Dans une école de Paris ils entendent bien.***

— *JEAN-LOUIS, veux-tu passer à la porte. Encore une fois, tu troubles la classe. Tu empêches tes camarades de suivre.*

Cette phrase du maître, Jean-Louis l'avait entendue tellement de fois qu'il avait fini par s'y habituer. On le considérait comme un enfant étourdi, distrait, incapable de fixer son attention. Il était un élément de perturbation pour les autres. Mais était-ce sa faute ?

Une visite des deux spécialistes d'oto - rhino - laryngologie composant l'équipe volante d'un des centres parisiens de dépistage systématique de la surdité devait prouver le contraire. Sans être entièrement sourd, Jean-Louis souffrait d'une déficience auditive marquée : il avait de la peine à suivre une classe normale. Son mal décelé et soigné, Jean-Louis redevint l'élève docile que son infirmité l'empêchait d'être.

Le cas de Jean-Louis n'est pas isolé. La mise en œuvre des techniques de dépistage systématique de la surdité chez les petits écoliers, qui date maintenant de cinq ans, a permis d'établir que 4 à 5 % des enfants d'âge scolaire présentent des troubles de l'audition à des degrés divers. Il est précieux de déceler ces troubles aussi tôt que possible. Une surdité non reconnue peut entraîner des retards intellectuels. En outre, des troubles auditifs, bénins au début, peuvent se transformer en surdité grave s'ils ne sont pas soignés.

Quand ils ont décelé une déficience auditive, même légère, chez un enfant, le premier soin des spécialistes du dépistage est d'en avertir les parents ; ces derniers sont invités à conduire le petit écolier chez un médecin de leur choix pour être soigné, car le rôle de l'hygiène scolaire s'arrête au dépistage.

Si la surdité est déjà trop prononcée, l'enfant sera dirigé vers une école dans laquelle il bénéficiera d'un enseignement spécial.

Cours d'orthophonie

Une de ces écoles pour « demi-sourds » a été créée à Paris où elle fonctionne depuis quatre ans avec le plus grand succès. Les salles de classe sont pourvues d'un équipement amplificateur spécial. Un appareil réglable est posé sur le bureau de chaque enfant. L'appareil comporte des écouteurs que l'enfant place sur ses oreilles, à la manière des techniciens de radio. La puissance de l'appareil est réglable de façon que l'enfant puisse en faire varier l'intensité selon son degré de surdité. Les professeurs sont entraînés à l'éducation des petits malentendants par des cours spéciaux de prononciation dits d'*orthophonie*, qui ont lieu au Centre de Rééducation des Sourds-Muets d'Asnières. Les résultats enregistrés par cette école-pilote depuis sa création sont excellents : les enfants qui n'arrivaient pas à suivre dans une classe ordinaire rattrapent largement le niveau de leur âge.

La création d'autres écoles de même type est actuellement en projet.

On est particulièrement heureux de trouver un domaine dans lequel la France a fait un remarquable effort qui la met, sur ce point particulier, sur le même plan que les pays socialement les plus avancés. Une étude, *Le dépistage des troubles auditifs dans les milieux scolaires*, des docteurs P. Camus, ancien chef de clinique oto-rhino-laryngologie, et H. Roddier, chef des travaux d'audiométrie à la Faculté de médecine de Paris, expose les méthodes utilisées pour le dépistage des enfants sourds et les résultats obtenus grâce à leur mise en œuvre.

Les examens de dépistage systématique de la surdité se font en deux étapes. Dans la première, des *équipes volantes* passent dans les écoles et font le tri entre les enfants qui entendent normalement et ceux qui présentent un trouble auditif, si léger soit-il. Ces derniers sont invités à se présenter dans un des centres *audiométriques* dépendant du ministère de l'Hygiène, où un examen approfondi précisera la nature du trouble détecté.

Tests de dépistage

Les tests de dépistage proprement dits se font sur des enfants d'âge scolaire, c'est-à-dire de plus de six ans. On utilise tout d'abord des tests collectifs, notamment le *test du gramophone* qui consiste à faire passer sur un disque des mots familiers à l'enfant, lequel doit les écrire au fur et à mesure sur un cahier. Mais les enfants, amusés par l'expérience, avaient tendance à se dissiper ou à copier les mots sur le cahier du voisin quand ils n'avaient pas bien entendu. Le test collectif du gramophone a été remplacé récemment par le test individuel du *balayage de fréquences*. Le spécialiste, assis en face de chaque enfant, fait succéder une gamme de fréquences sonores à un rythme rapide, l'enfant devant répondre oui ou non, selon qu'il entend ou n'entend pas le son émis. Des pièges sont tendus de temps en temps pour déceler les timides et les tricheurs.

Pour les enfants tout petits, chez qui on ne peut pas employer les tests audiométriques habituels, on a mis au point des méthodes spéciales : le *jeep-show* et le *réflexe psycho-galvanique*.

● LE JEEP-SHOW est fondé sur une sorte de récompense : on fait entendre un mot à l'enfant, s'il le répète correctement, une image s'allume devant lui ; s'il ne le répète pas, pas d'image. Comme les petits adorent voir les images, s'ils ne répètent pas un mot, c'est qu'ils ne l'ont pas entendu.

● LE RÉFLEXE PSYCHO-GALVANIQUE est moins volontiers employé, car il exerce une sorte de punition. Selon le principe du réflexe conditionné de Pavlov, l'enfant est habitué à recevoir sur le bras une légère décharge de courant électrique en même temps qu'on émet un son de fréquence donnée. On supprime le courant et on émet seulement le son. Si l'enfant l'entend il sursaute, parce qu'il croit recevoir le courant. S'il ne bouge pas, c'est qu'il n'entend pas : il réagissait au courant seul, sans percevoir le son.

Ces tests utilisés en clinique sont trop compliqués pour pouvoir être employés dans un dépistage systématique chez les tout petits, dans les jardins d'enfants par exemple. Si la déficience auditive est grave, les parents s'en apercevront. Si elle est légère, dès l'âge scolaire, elle sera révélée et soignée.

GRIPPE

Deux bons vieux produits

● *L'aspirine en vedette et des vitamines pour les fumeurs.*

LES deux médicaments qui ont actuellement la vedette ne sont pas des découvertes récentes ni de ces drogues miracles qu'on ose à peine utiliser, mais deux bons vieux produits modestes : la vitamine C et l'aspirine. L'épidémie de grippe asiatique n'a fait que mettre en lumière leur gloire sans cesse grandissante depuis quelques années.

L'aspirine n'a certes pas cessé d'être un médicament à tout faire. Tombée dans le domaine public au point que prendre « un comprimé », c'est prendre un comprimé d'aspirine, au point qu'il était difficile à un médecin de la prescrire sans de longues explications, elle reste le remède le plus employé, et en fin de compte le meilleur, contre les maux de tête et de dents, les névralgies, la fièvre, toutes les douleurs possibles et même contre l'insomnie.

Mais elle a cessé de n'être que cela. D'un médicament utilisé occasionnellement, elle est devenue un traitement de fond. Dans un hôpital anglais, des malades atteints de rhumatismes ont été divisés en deux groupes, l'un traité à la cortisone et l'autre à l'aspirine.

Au bout d'une année les résultats étaient presque identiques. Avec cette différence cependant que les malades soignés à l'aspirine avaient coûté beaucoup moins cher et avaient couru des risques bien moindres. Il est maintenant courant de voir des rhumatisants prendre pendant des mois et des années 4, 6, 8 comprimés d'aspirine par jour, seule ou en association avec les dérivés de la cortisone.

Intolérance

L'aspirine présente donc une action comparable à celle de la cortisone. Cette action « anti-inflammatoire » (action « cortisone-like ») freine les mécanismes de défense de l'organisme qui risquent parfois de dépasser leur but et de devenir eux-mêmes nocifs. Voilà donc un médicament simple, bon marché, qui calme la douleur, fait tomber la fièvre, favorise le sommeil et, en plus, agit en profondeur au point de devenir le traitement de base du rhumatisme.

Mais tout cela semble trop beau et l'aspirine a été accusée de bien des maux: « Elle bloque le rein, déprime le cœur, fatigue l'estomac, détraque l'intestin, empoisonne le sang... » De tous ces reproches, aucun ne semble fondé, sinon peut-être quelques troubles digestifs facilement corrigés par un peu de sucre d'amidon ou de bicarbonate de soude.

Le rein ne semble pas souffrir, puisque, au contraire, on conseille l'administration d'aspirine pour empêcher la formation de ces calculs rénaux qu'elle était censée provoquer. Et tous les jours on associe de l'aspirine à tous les médicaments destinés à combattre les douleurs cardiaques.

Il existe, il est vrai, des cas d'intolérance authentique manifestée par de l'urticaire, des gonflements, des douleurs abdominales. On prétend que cette intolérance est particulièrement fréquente chez les allergiques (asthme, eczéma, etc.), mais c'est douteux en raison de l'action « cortisone-like » de l'aspirine. D'ailleurs, on traite maintenant l'eczéma de l'enfant par des dérivés de l'aspirine.

Quant à ceux, nombreux, qui affirment ne pas pouvoir la supporter, il est remarquable qu'en général ils tolèrent admirablement le même acide acétyl-salicylique sous d'autres noms. Cependant, comme il est souvent arrivé que la médecine justifie après coup des phénomènes qui paraissent défier le bon sens, il vaut mieux tenir compte de ce phénomène-là, aussi absurde qu'il paraisse. Les innombrables spécialités qui comportent de l'aspirine trouvent là leur seule justification.

Il faut se rendre à l'évidence : l'aspirine est presque le médicament idéal. Son activité n'est même pas diminuée par l'accoutumance.

La vitamine de la fatigue

Dans la grippe, on utilise son action sur les symptômes de la maladie, c'est-à-dire sur la réaction de l'organisme au virus grippal.

Mais elle n'agit ni sur ce virus ni ne fortifie la résistance de l'organisme à son égard.

C'est la vitamine C qui s'en charge.

Avant d'être identifiée comme le facteur qui, dans les jus de fruits, empêchait les navigateurs de contracter le scorbut, la vitamine C, ou acide ascorbique, avait été prise pour une hormone surrénale. C'est qu'elle joue un grand rôle dans la formation de ces hormones qui, elles-mêmes, sont au premier plan des mécanismes de défense. Elle est donc consommée en très grande quantité lorsque l'organisme subit une agression quelconque — un « stress ».

Malade ou fatigué, il est nécessaire de prendre de l'acide ascorbique. Les coureurs du Tour et tous les sportifs en font une consommation considérable et on l'emploie de plus en plus fréquemment contre les infections, souvent en liaison avec les antibiotiques.

Certaines spécialistés récentes comportent en même temps l'antibiotique et la vitamine C. Cette association se justifie à trois titres :

● l'organisme malade a besoin de vitamine C,

● elle protège l'estomac et l'intestin,

● elle s'attaque directement au virus (elle a une action antivirale qui lui est propre).

Un auteur américain soulignait récemment l'action protectrice, utilisée dans le traitement de l'ulcère de l'estomac. Il conseillait d'associer la vitamine C à tous les traitements qui sont agressifs à l'égard des muqueuses gastriques et intestinales et en particulier les médicaments anti-inflammatoires modernes (cortisone, phényl-butazone).

Cette action protectrice demande d'assez fortes doses mais c'est à de plus fortes doses encore que l'action antivirale se manifeste. Quand on veut la mettre en œuvre dans l'herpès, le zona et certaines affections nerveuses, par exemple, on est obligé de recourir à des injections intraveineuses de 2 à 3 grammes par jour.

Quand on sait que les besoins quotidiens en vitamine C sont de 50 à 100 grs, on voit qu'il n'est plus question ici de l'action vitaminique de l'acide ascorbique mais d'effets *médicamenteux*. Il est faux de parler de « vitamine de l'effort », par exemple. Il s'agit bel et bien d'un médicament aux actions multiples.

Une nouvelle pathologie

Il faut noter, d'autre part, que le tabac peut diminuer le taux de l'acide ascorbique dans le sang. On a tout lieu de penser, de ce fait, que les fumeurs offrent une résistance moindre à l'égard de la grippe et qu'ils ont intérêt plus que les autres encore à prendre préventivement de la vitamine C.

L'ascension de ces deux médicaments n'est pas accidentelle. Elle est le résultat d'une modification de la pathologie. Sous l'effet de l'hygiène et des antibiotiques les maladies infectieuses classiques sont en voie de disparition. Viennent au premier plan des maladies dues à des virus, comme la grippe, la poliomyélite, etc., et des maladies dites de civilisation qui sont liées au caractère de plus en plus agressif du milieu. L'atteinte de l'organisme est alors plus globale, moins spécifique. Il lui faut des médicaments qui lui donnent le moyen de se défendre globalement et atténuent ce que ces réactions de défense peuvent avoir, à la longue, de néfaste.

D'autre part, on sait mieux maintenant combien les relations entre les causes et les effets sont complexes et qu'en agissant sur les effets, on agit aussi sur les causes; que, par exemple, supprimer les douleurs de l'entorse par une injection de novocaïne, c'est supprimer l'entorse elle-même qui n'apparaît pas. D'où le triomphe nouveau des traitements symptomatiques et en particulier de l'aspirine.

Le seul danger est que l'aspirine ne masque les symptômes au point qu'aucun diagnostic et aucun traitement spécifique ne soient plus possibles. Si bien que ce médicament que les médecins osaient à peine prescrire tant il était banal, est en passe de devenir un médicament majeur que seuls peut-être les médecins devront ordonner.

DOCTEUR KNOCK.

L'ENFANT MALADE *
L'angoisse est partagée

*. Cette image a valu à son auteur, le docteur Arnal, le premier prix du Salon de la photographie médicale (du 4 au 14 octobre) dont le thème est l'angoisse. L'angoisse du malade devant le médecin et celle du médecin devant son patient.

olivetti
lexikon
elettrica

Dans la Lexikon Elettrica, l'énergie est fournie par un servo-moteur qui, commandé par un léger toucher de l'opérateur, imprime les caractères, fait revenir le chariot à son point de départ, effectue l'interligne et le passage des minuscules aux majuscules. Tout le travail dactylographique consiste donc à opérer sur un tableau de commandes et la fatigue est inférieure de moitié à celle qui résulte de l'utilisation d'une machine normale.

Les mots se composent sans fatigue sur un tableau de commandes

S. A. M. P. O. Olivetti
18 bis, Rue d'Anjou - Tél. ANJ. 66.94
Paris (8 ème)

SOURDS Les Nouvelles Lunettes Audifives à branches minces ACOUSTICON (U.S.A.) sont révolutionnaires! Un essai s'impose!

ACOUSTICON INTERNATIONAL
3 rue du Cirque, PARIS 8e. Tél. ELY 38-01 & 70-17
gratuitement brochure n° 23 sur demande

ALORS... RACONTE

PUBLICITÉ

Les chiffres ont doublé

ENTRE 1950 et 1955 la publicité distribuée à la presse a doublé, passant de 25 à 50 milliards par an.

Au moment où commence « l'année publicitaire » les professionnels sont optimistes : ce chiffre sera dépassé cette année.

Malgré le secret soigneusement gardé sur les grandes campagnes qui prendront le départ au cours des prochains mois, on peut citer quelques-uns des annonceurs qui semblent décidés à faire un effort particulier cette année.

Les biscuits *Brun* ont décidé d'offrir 100.000 francs à toute ménagère, choisie par hasard, dans le garde-manger de laquelle on découvrira une boîte de biscuits Brun. Le Comptoir des Textiles artificiels est le responsable de l'affiche « Les pieds qui s'aiment ». Cette publicité, dite *d'attente*, est destinée à pousser la vente des mariages laine-nylon (70 % de laine, 30 % de nylon). *Gibbs* a entrepris de consacrer un effort particulier à sa publicité cinématographique. Une campagne *Astra* a pris le départ avec un nouvel argument : « Les richesses des tropiques sur votre table » (le premier slogan d'Astra : « *Un préjugé qui vous coûtait cher* » n'a pas donné les résultats qu'on attendait).

Un grand, mais anonyme fabricant de parapluie (il fabrique environ le quart de la production française) a décidé de vendre enfin des parapluies sous son nom. Il s'appelle M. Sauvagnat.

— Nous ferons de vous, lui ont promis les publicitaires, le *Parker du parapluie*.

Malgré l'accroissement du nombre des budgets, qui leur ouvre des perspectives dorées, les grands publicitaires ne cachent pas qu'ils ont un retard considérable à rattraper. Le total annuel des budgets français n'a pas encore dépassé le chiffre de 90 milliards.

En Allemagne de l'Ouest, il est de 170 milliards environ, et en Angleterre, de plus de 200 milliards.

— *On peut prédire*, affirment certains publicitaires, *que la publicité cinématographique prendra cette année un essor considérable. Il n'y a pas encore assez de postes de télévision en France, et nous sommes obligés de considérer le cinéma comme la télévision du pauvre.*

Jusqu'ici, seules les grandes entreprises commerciales françaises considéraient la publicité d'un œil réellement intéressé. A mesure que la vieille génération est remplacée par la jeune, les firmes industrielles s'y mettent également.

● Autre fait nouveau : pour la première fois en France, une grande campagne publicitaire a démarré en plein mois d'août — mois considéré jusqu'ici comme un mois mort. Il s'agit de la campagne Shell-Ica. Les résultats ont dépassé les prévisions les plus optimistes.

RADIO

Ondes troubles

L'EXECUTION du plan de réformes de la R.T.F., annoncé par M. Delaunay, rencontre des difficultés. Pendant une réunion de travail, le directeur général de la R.T.F. et le représentant du ministre de l'Information (qui a carte blanche pour faire un sort aux mesures envisagées) ont eu des mots assez aigres.

● Objet de la querelle : M. Delaunay aurait rendu publiques les grandes lignes de son projet avant que le ministre ait pu en prendre connaissance.

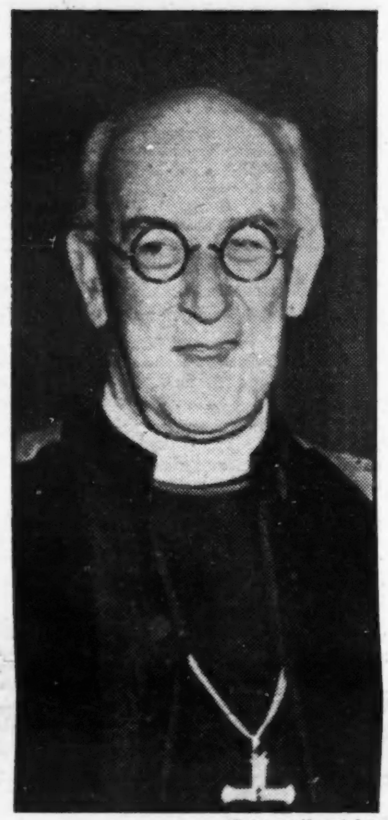
Les membres du conseil des programmes qui assistaient à la réunion ont essayé d'arranger les choses, mais la situation reste tendue entre le ministère et la direction générale.

L' « allégement » des bulletins d'information diffusés et télévisés — première partie du plan Delaunay, dont la mise en application devrait intervenir au mois d'octobre — laisse sceptiques les professionnels et les journalistes de la R.T.F.

● Opinion générale : Les tabous politiques sont si nombreux que l' « allégement » ne peut guère durer plus de quinze jours. Une seule mesure peut permettre de concurrencer efficacement les postes privés sur le plan de l'information : le vote par le Parlement d'un statut de la R.T.F. qui ferait de la maison un organisme autonome comme Air France ou l'E.D.F.

(Agip)

Cino Del Duca
Plus de lecteurs



(Intercontinentale)

L'Archevêque de Canterbury
Moins de secrets

TV

Comme le Mexique

AMERE découverte des constructeurs de matériel électronique : il y a en France moins de téléviseurs en service qu'en Italie et au Brésil, six fois moins qu'au Canada, quinze fois moins qu'en Grande-Bretagne.

Sur ce plan, la France dépasse à peine le niveau du Mexique.

Il est peu probable que cette comparaison devienne favorable, les crédits de la Télévision française, infra-structure et programme, ayant été considérablement réduits et le nombre d'heures d'écoute ramené, depuis la rentrée de septembre, de 50 à 44.

PRESSE

Un nouveau grand

L'EDITEUR Cino Del Duca (*Editions Mondiales, Nous Deux, Intimité, Ciné-Révélation*), qui soutenait d'une manière lointaine le journal socialo-européen *Franc-Tireur* (110.000 exemplaires) se prépare à jeter ses moyens, qui sont considérables, et son dynamisme, qui n'est pas moindre, dans la lutte que se livrent les quotidiens du matin.

Un journal qu'on soutient est un journal qui tombe, s'est dit M. Del Duca. Pour le ranimer, il faut le lancer.

But : enlever aux trois « grands » du matin (*Le Figaro, L'Aurore* et *Le Parisien libéré*) le privilège du fort tirage.

L'opération, prévue pour la mi-novembre, s'accompagnera sans doute d'un changement de titre, *Franc-Tireur* s'effaçant au bénéfice de *Paris-Journal*.

M. Cino Del Duca a déjà l'expérience du quotidien. En Italie, il a lancé *Il Giorno*, qui a été une réussite technique, mais un échec commercial.

Il a récemment installé dans son imprimerie des machines permettant de sortir en couleurs un journal à grand tirage. On ne sait pas encore si elles sont destinées à *Franc-Tireur* ou à un supplément illustré.

Un quotidien de Paris est déjà équipé pour utiliser la couleur : *L'Aurore*, qui, après une expérience de quelques semaines, y a renoncé, déçu par des résultats trop coûteux pour ce qu'ils apportaient.

MŒURS

Faut-il tout dire ?

« L'*HOMME qui ne dit pas à sa femme ce qu'il gagne est un traître à son foyer* », a déclaré à Londres, au cours d'un débat, l'archevêque de Canterbury qui a ajouté : « *Toute femme qui ne peut pas se débrouiller lorsqu'elle reçoit son mois est une traîtresse aussi* ».

Réponse du Révérend Père Philippe Dammey : « *Avec le coût de la vie qui augmente tous les jours, il est très difficile de fixer la somme que le mari doit donner à sa femme pour l'entretien du ménage...* »

Conclusions d'un psychologue, M. Wingate : « *Nous ne conseillons jamais aux hommes qui nous consultent de révéler leur salaire à leur fiancée. Car quelquefois la sincérité peut se retourner contre eux...* »

MÉDECINE

Les patrons s'informent

UN texte dactylographié de 25 feuillets suscite une certaine émotion chez les médecins des hôpitaux.

Trois réunions sont organisées cette semaine pour permettre aux grands patrons d'en discuter :

● Les médecins des hôpitaux se réunissent en comité secret.

● Les professeurs agrégés étudient le texte de leur côté.

● Les membres du conseil de faculté confrontent leurs points de vue à ce propos.

Cela suffit à indiquer l'importance qu'il convient d'attacher à ces vingt-cinq pages.

De quoi s'agit-il ?

Un comité interministériel présidé par le professeur Debré avait été chargé, en septembre 1956, d'étudier les problèmes de l'enseignement médical, de la structure hospitalière et de l'action sanitaire et sociale. Il groupait des techniciens (médecins, professeurs, doyens, directeurs de l'enseignement supérieur, représentants de l'Assistance publique, de l'Institut national d'hygiène et de la Sécurité social) désignés par l'Education nationale, les Affaires sociales, la Santé publique, la Recherche scientifique, l'Intérieur et les Finances. Ses travaux terminés, le Comité vient de publier son rapport sous la forme d'un « *avant-projet de loi relatif à la réforme de l'enseignement médical des hôpitaux de ville universitaire et au développement de la recherche médicale* ».

Les réformes contenues dans ce projet sont d'une portée considérable : elles bouleversent la structure des études médicales.

Pour mettre fin à la dualité hôpitaux-universités il est prévu :

● A partir de la troisième année, les étudiants en médecine suivront leurs cours à l'hôpital même.

● Pour pouvoir consacrer la totalité de leur temps à leur service hospitalier, à leurs élèves et à la recherche, les médecins des hôpitaux ne devront plus avoir de cabinet en ville.

● Les médecins des hôpitaux à « plein temps » pourront être appelés en consultation et disposer, dans leur service, d'un certain nombre de lits réservés à leurs malades privés.

● Les situations acquises seront respectées, les hommes en fonction choisissant librement leur régime. Mais le « plein temps » deviendrait obligatoire pour les générations montantes.

● Le titre de médecin des hôpitaux serait acquis par concours à l'échelon national.

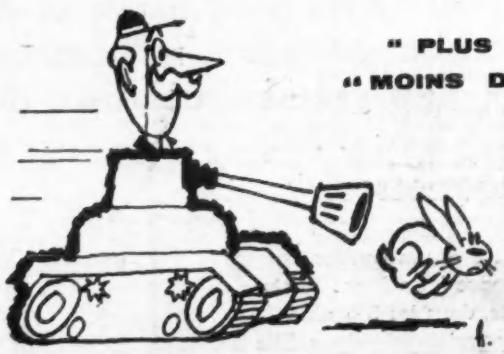
Ces réformes qui amélioreraient l'enseignement de la médecine permettraient aux patrons de n'être plus « tiraillés » entre leurs cours, leur service et leurs clients. Elles permettraient aussi de ne plus voir d'étudiants qui, le jour où ils passent leur thèse, n'ont jamais fait une seule piqûre.

● Tendance générale : une fraction importante des médecins des hôpitaux est favorable aux grandes lignes du projet.

● Objections : cette réforme serait extrêmement coûteuse et ceux qui ne croient pas à sa réalisation demandent comment elle sera financée.

chez votre Tailleur :
Jeunesse
de
LAJEUNESSE
la draperie qui tient

" PLUS D'EFFETS "
" MOINS D'EFFORTS "



Cette devise du Sicob 1957 est celle des 300 exposants qui se sont donné pour tâche de faciliter la vôtre.

10 au 20 OCTOBRE
SALON INTERNATIONAL DE
l'équipement de bureau
PARIS - PORTE DE VERSAILLES
OUVERT TOUS LES JOURS DE 14 A 18 H. 30 - SAMEDI ET DIMANCHE DE 10 A 18 H. SANS INTERRUPTION
CERIP Pub. PARIS

LA SEMAINE

Jean Renoir aiguise le « Grand Couteau »

*J*EAN RENOIR (63 *ans*), *l'un des plus grands metteurs en scène de cinéma* (La Partie de campagne, La Règle du jeu, Le Crime de M. Lange, La Bête humaine, La Grande Illusion..., *jusqu'à* Elena et les hommes, *en tout* 33 *ans de cinéma aussi bien en Amérique qu'en France) a un violon d'Ingres : le théâtre.*

En plus du livre qu'il achève sur son père Auguste Renoir, Jean Renoir a écrit des pièces de théâtre. Orvet *fut la première. Il réalisa la mise en scène de* Jules César *dans les arènes d'Arles, et cette semaine il présente l'adaptation qu'il a tirée de la pièce américaine de Clifford Odets :* Le Grand Couteau.

Le Grand Couteau, *dont Robert Aldrich fit aussi un film, est l'histoire (qui n'est pas sans rappeler le procès de « Confidential ») d'un célèbre acteur de Hollywood en butte aux chantages et obligé pour vivre librement de sacrifier sa carrière ou de se sacrifier à elle. Il finira par se tuer.*

● Vous avez dit que la pièce aurait plus de résonance à Paris qu'en Amérique. Pourquoi ?

— En Amérique, Hollywood n'est pas très pris au sérieux. Pour les gens de New York, Hollywood c'est une blague, ça ne compte pas, et tout ce qui se passe à Hollywood ne peut pas être vraiment dramatique.

Tandis que pour nous, en France, Hollywood est resté un pays un petit peu féerique, et un drame qui se passe dans une contrée féerique est un drame qui peut impressionner les spectateurs.

● Vous pensez que ce qui se passe à Hollywood devient pour nous l'Amérique tout entière, le monde tout entier ?

— Espérons-le, parce que c'est bien l'intention de l'auteur.

Il y a une chose contre laquelle j'aimerais mettre en garde mes amis et les spectateurs, ce serait de considérer cette pièce comme une critique de Hollywood. Si l'auteur a situé son action à Hollywood, c'est parce qu'il connaît bien Hollywood.

● Cela aurait pu se passer partout ailleurs ?

— L'hypocrisie existe partout au même degré. L'histoire du *Grand Couteau*, c'est la lutte de l'artiste contre le commerce.

Je crois qu'un peintre ayant certaines difficultés, par exemple, avec son marchand de tableaux à Paris, ou qu'un compositeur en conflit avec un directeur d'Opéra en Italie, cela donnerait la même histoire.

Je crois qu'il y a deux sortes d'histoires : il y a des histoires légères, superficielles ; celles-là ne sont que locales, et les grandes histoires qui sont bonnes et vraies partout. *Macbeth*, par exemple, peut exister chez les Zoulous, en Amérique, en Chine et à Paris, et je crois que *Le Grand Couteau*, c'est-à-dire la lutte profonde de l'artiste, du créateur avec sa conscience, et avec l'argent, qu'il accepte volontiers et qui le détruit, est un problème universel.

Le Grand Couteau n'est pas spécial à l'Amérique. Nous avons choisi, déjà depuis deux siècles, de remplacer les valeurs militaires, ou la noblesse, ou la religion, par le commerce. Nous avons choisi un monde de commerce et cette pièce est la constatation amère des méfaits dus à ce changement.

Le tramway de midi 12

● Y a-t-il des différences dans la manière de faire du cinéma en Amérique et en France ?

— La façon de travailler à New York est à peu près la même que la façon de travailler à Paris. Hollywood est une grande organisation, assez différente.

Ce qui se passe à Paris, c'est comme en Italie. Tous les rapports professionnels, les rapports de métier, sont personnels. On arrive à bien travailler à la condition de connaître bien, humainement, chacun des éléments d'une équipe et à la condition qu'ils vous connaissent aussi. Alors, là, on arrive à des résultats extraordinaires.

A Hollywood, il y a un tel entraînement technique, que même en ne connaissant personne, on arrive à s'en tirer.

Je trouve qu'à Paris on travaille mieux parce que chacun fait constamment des tours de force.

● Ainsi il n'y aurait pas beaucoup de différence avec le cinéma d'il y a vingt-cinq ans.

— C'était le même très souvent. Par exemple, l'insonorisation des studios : j'ai rencontré très peu de studios en Amérique où on doit s'arrêter quand le tramway de midi 12 passe. Ici on s'arrête au tramway de midi 12. Alors, on a l'acteur qui parlera un peu plus fort, l'ingénieur du son qui placera son microphone dans un endroit invraisemblable, des électriciens qui tendront des couvertures du côté de la porte où passe le tramway, enfin le tour de force, le miracle. Alors, grâce au miracle, on travaille admirablement en France, et je dois dire d'une façon délicieuse, parce que c'est beaucoup plus amusant de travailler dans un climat d'ingéniosité.

● René Clair disait qu'à Hollywood, les conditions de travail pour la réalisation étaient bien plus faciles qu'en Europe, mais bien plus gênantes pour la décision du scénario, de l'histoire elle-même.

— Oui. C'est la vérité, c'est encore l'histoire du *Grand Couteau*. Les films coûtent plus cher, donc sont moins libres. L'argent détruit la liberté, c'est un fait.

On ne peut pas blâmer les producteurs lorsqu'on dépense 200 ou 300 millions pour faire un film, on fait attention et on est prudent, et à partir du moment où on est prudent, on travaille moins bien. Ce n'est que dans l'audace et un peu dans la folie que l'on peut de temps en temps espérer faire quelque chose d'amusant.

● Estimez-vous qu'il y ait plus de liberté à Hollywood maintenant ?

— Oui, et cela vient des difficultés, des grosses maisons de production engorgées dans leurs trop nombreuses affaires qui commencent à passer la main aux indépendants. Les indépendants partent très fort. Les acteurs connus ont leur propre compagnie, parfois simplement pour des raisons fiscales, mais ils essaient des tas de choses, et je crois que c'est un terrain très favorable à la création artistique.

En réalité le cinématographe à Hollywood va ressembler beaucoup au cinématographe en Europe, c'est-à-dire qu'il y aura des quantités de petits producteurs, et cela rétablira la concurrence et le désir de faire mieux que le voisin.

Les grosses firmes ne s'occuperont pratiquement plus que de distribution.

New York la ville de tout le monde

● Que sera votre prochain film ?

— J'ai l'idée de faire avec Leslie Caron un film qui se passerait dans les rues de New York d'après le roman de Simenon qui s'appelle *Trois chambres à Manhattan*.

● Et ce sera avec une firme américaine ?

— Très probablement oui. Comme cela se passe en Amérique, les questions d'exportation de capitaux, etc., seraient trop compliquées.

Et puis il y a très longtemps que je n'ai pas tourné de film américain et j'aimerais ne pas me couper de l'industrie américaine. Et, disons-le, New York est une ville passionnante.

New York n'est pas seulement une ville américaine, c'est aussi une ville mondiale. Chacun se sent un peu dans sa ville à New York. Il y a beaucoup d'Italiens pour commencer. Il faut voir à New York le jour, par exemple, qui est supposé être celui de l'anniversaire de l'arrivée de Christophe Colomb en Amérique. C'est une fête catholique avec le défilé des catholiques sur la 5e Avenue ; une grande quantité d'Irlandais, d'Italiens, d'Espagnols !... Ça défile toute la journée, du matin très tôt au soir très tard. Alors on a vraiment l'impression qu'on est dans une capitale mondiale et pas dans une capitale nationale.

● En revenant à Paris après la guerre, vous aviez l'intention de tourner un film sur l'avenue Frochot, où vous habitez ?

— J'en ai écrit le scénario, je l'ai présenté à des gens et je crois que les producteurs n'ont pas aimé cela, et cela ne s'est pas fait. On en fait des projets dans la vie, on en écrit, même on en met au point, on arrive à faire des découpages, puis ça ne se fait pas ; c'est comme ça. C'est exactement ce qui m'arrive depuis une bonne trentaine d'années, je ne vois pas pourquoi ça changerait brusquement.

● Vous avez terminé une pièce ?

— Oui, enfin c'est un premier jet.

● Quel en est le sujet ?

— Avec une intrigue extrêmement différente, parce qu'il s'agit de gens à l'arrière, les idées évoquées sont un peu les idées de *La Grande Illusion*. Il s'agit d'une aventure pendant la dernière guerre, pendant l'occupation, mettant aux prises une Française et un Allemand.

C'est le thème de la paix. Je ne crois pas beaucoup à l'extérieur des histoires. En réalité, on croit savoir... enfin on se figure qu'on a deux, trois choses à dire, et puis ce sont les mêmes choses que l'on dit toute sa vie. Les histoires sont des vêtements, pas autre chose.

★

Barrault retrouvé

APRES dix-neuf mois d'absence, après avoir joué dix-neuf pièces dans vingt pays, la Compagnie Jean-Louis Barrault - Madeleine Renaud, installée au théâtre Sarah-Bernhardt, a retrouvé mardi le public parisien en présentant *Histoire de Vasco*, une pièce poétique de Georges Shehadé, qui avait déjà été jouée à Baalbek par 60° de chaleur. L'accueil parisien fit sûrement monter le thermomètre aussi haut.

Jean-Louis Barrault compare Shehadé, auteur libanais de langue française, à Supervielle, Chaplin, les Marx Brothers et Aristophane.

Le spectacle qui suivra sera sans doute plus aride. Après avoir monté

A voir

CREATIONS :

● **Le Roi cerf** (farce et féerie) ● **Le Nouveau Locataire** (humour noir).

NOUS VOUS RAPPELONS :

● **Requiem pour une nonne** (une tragédie de Faulkner) ● **Protée** (une farce de Claudel) ● **Dialogue des Carmélites** (Bernanos au théâtre) ● **L'Œuf** (insolite) ● **Patate** (Achard retrouvé) ● **La Cantatrice chauve** (pour faire connaissance avec Ionesco) ● **Fin de partie** (Beckett et le néant) ● **Sacrés fantômes** (humour napolitain) ● **Bobosse** (Périer chez lui) ● **Adorable Julia** (Adorable Madeleine Robinson)

"A LA PLACE CLICHY on sait ce que l'on achète"

Certitude d'un long usage et d'un bon choix, grâce aux garanties, informations et conseils du grand spécialiste du tapis.

Moquettes

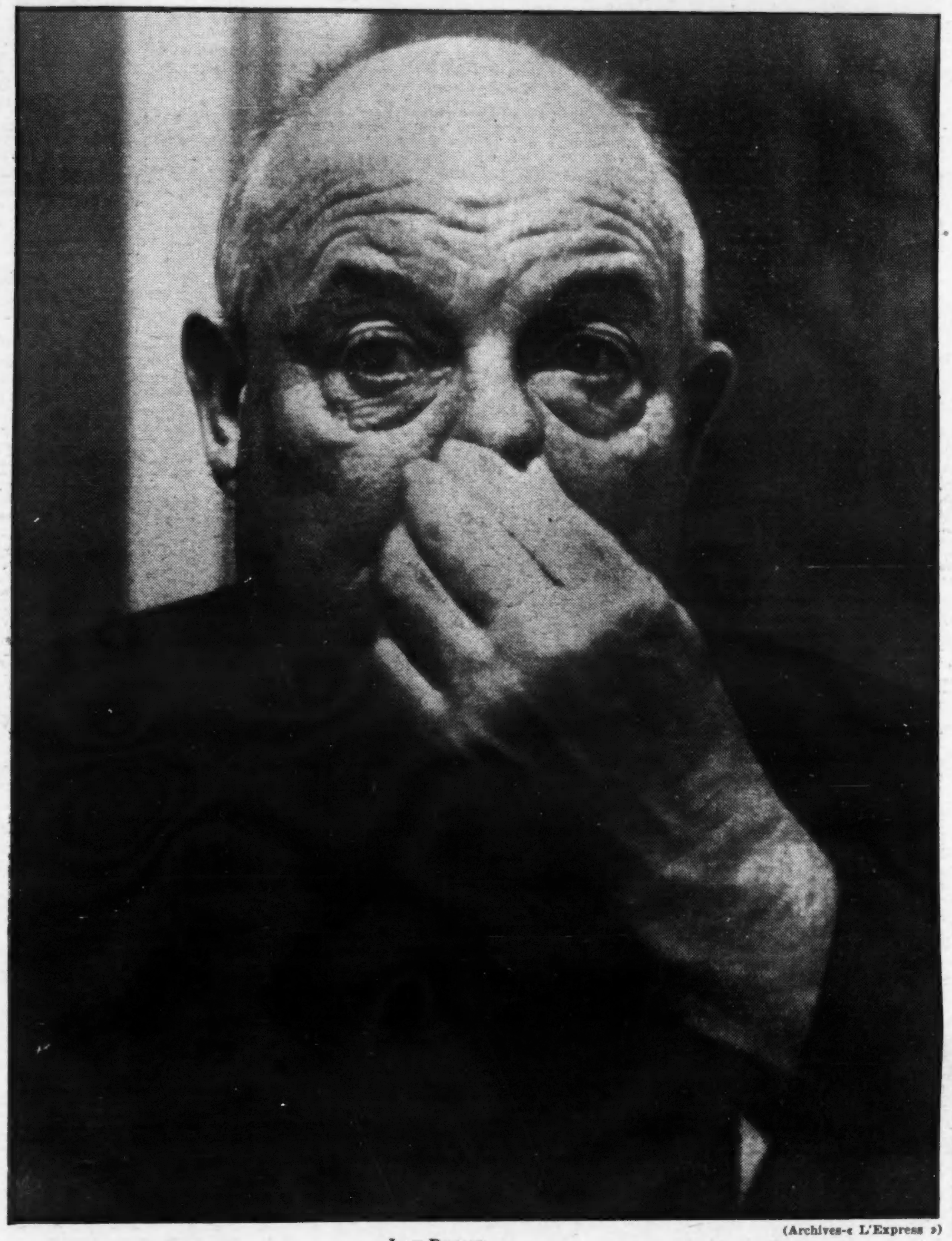
Créatrice des moquettes "Qualité-France", La Place Clichy les présente, dans les 3 qualités, avec une gamme de 27 coloris. Elle vous offre aussi la palette complète de toutes les moquettes unies ou à dessins. Devis et pose sans surprise.

Tapis Français

La Place Clichy ajoute sa garantie à celle des grands fabricants français dont elle seule peut présenter les collections intégrales dans toutes les tailles et les coloris.
Elle vient de créer les premières carpettes portant le label "Qualité-France"

(à suivre)

93, rue d'Amsterdam. 76, rue de Leningrad • Paris-8e • Europe 74-20



(Archives-« L'Express »)

JEAN RENOIR
« Les histoires sont des vêtements »

Le Procès, Jean-Louis Barrault s'attaque maintenant au *Château*, de Kafka, qu'il appelle « une œuvre spatiale ». Il interprétera lui-même le rôle de Joseph K. Les décors seront de Félix Labisse.

Une reprise du *Soulier de satin*, de Paul Claudel, est également prévue.

★

Shakespeare picaresque

PARCE qu'en 1600 Shakespeare avait été frappé par le spectacle de trois cents têtes de condamnés pour haute trahison accrochées sur un pont de Londres, les Parisiens verront la semaine prochaine sept têtes coupées sur la scène du théâtre de l'Ambigu. Ces têtes font en effet partie d'un des vingt-sept décors dessinés par Jacques Noël pour *Périclès*, un drame très peu connu de Shakespeare, que René Dupuy monte pour la première fois en France.

Vrai drame picaresque, *Périclès* raconte les tribulations d'un infortuné monarque que les dieux font errer pendant vingt ans de pays en pays avant de lui accorder enfin une paisible vieillesse. Périclès manque de périr en découvrant les liens incestueux qui unissent un souverain voisin à sa fille. Sa femme meurt au cours d'une tempête en mer en donnant le jour à une petite fille, et cette enfant, enlevée par des pirates, fera elle-même ses débuts dans la vie dans une maison close. Certaines scènes sont si osées que les commentateurs de Shakespeare se sont longtemps refusés à lui en accorder la paternité. Elles motivèrent pendant de nombreuses années l'interdiction de la pièce en Angleterre.

EXPOSITIONS

● ***Avant l'embouteillage.***

Saison prochaine

UNE à une, les galeries parisiennes ont timidement ouvert leurs portes. Les toiles de leurs meilleurs « poulains » sont à nouveau accrochées aux cimaises, mais ce n'est guère avant la fin d'octobre que recommencent les expositions particulières.

Les plus intéressantes sont prévues pour le dernier mois de l'année. Les critiques parisiens sont affolés. Depuis trois mois, ils se tournent les pouces. En décembre, ils ne sauront où donner des yeux. Il ne leur sera possible, alors, ni de voir tout ce qu'ils devraient voir ni de rendre compte de ce qu'ils auront pu voir, faute de place.

A certaines époques, Paris est embouteillé par la peinture autant que par les automobiles. Pour résoudre ce problème, quelques patrons de galeries ont décidé de porter à un mois la durée moyenne de leurs expositions. Elles ne duraient, jusqu'alors, que deux ou trois semaines au plus.

Mais les programmes précis ne seront connus qu'au dernier moment. Les peintres sont encore en vacances. Pour beaucoup d'entre eux, on ne sait encore s'ils ramèneront, ou non, les quelque quarante toiles sur lesquelles comptent leurs marchands pour un accrochage décent.

Parmi les expositions « sûres », celle de Francis Bott, de très loin un des meilleurs abstraits actuels, qui montrera pour la première fois un grand ensemble de toiles dans une galerie de la rive gauche et de gouaches dans une autre galerie, boulevard Saint-Germain.

Manuel Viola, le peintre « flamenco » découvert par Eugénio d'Ors, termine actuellement à Madrid toute une série de paysages imaginaires et flamboyants qui revivront, également en décembre, sous le ciel gris de l'hiver parisien. Mané-Katz se frotte les mains. Ce réaliste exalté a peint sans arrêt depuis des mois. Son exposition est prête. Mais elle se déroulera sans lui. Son travail terminé, il a décidé, pour se reposer, d'entreprendre le tour du monde.

On parle aussi d'une exposition Seigle. Ce peintre mystérieux (ils sont

→

EXPOSITIONS
Gal. BUCHER, 9 ter, boulevard Montparnasse
NALLARD, MOSER, AGUAYO, LOUTTRE, CHELIMSKY, FIORINI

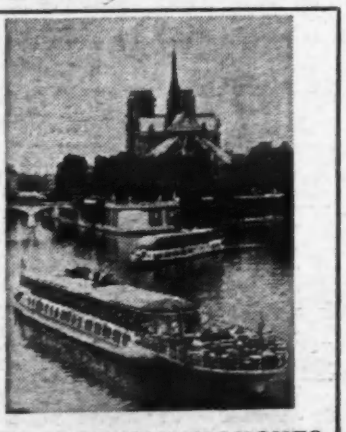
Monique de GROOTE - 20, av. Kléber - PAS. 68-19
JACK CHAMBRIN Vern. 4 octobre

Galerie DURAND-RUEL
37, avenue de Friedland
Prix de la Société des Amateurs d'Art et des Collectionneurs
Verniss. 8 octobre 15 h. jusqu'au 12 octobre incl.

GALERIE JACQUES MASSOL
12, rue La Boétie
BUSSE, CLERTE, CORTOT · DMITRIENKO, RAVEL, DUFRESNE
Du jeudi 3 au 23 octobre 1957

Boler
237, RUE SAINT-HONORE
(près place Vendôme)
OUVERT DU LUNDI AU SAMEDI INCLUS

TOUS LES MAITRES DE LA PEINTURE
REPRODUCTIONS SUR TOILE
Brevet TREMOIS - DE MUNTER
400 reproductions de 4.000 à 8.000 francs



LES BATEAUX-MOUCHES
Restaurant - Promenades - Réceptions - Banquets
Tél. : INV. 13-00 - SOL. 12-66
Embarcadère Pont Solférino (près Concorde)

BOIS DE BOULOGNE - SAB 92-52
ARMENONVILLE
chauffé et climatisé TOUTE L'ANNEE
La plus haute expression de la cuisine française dans le cadre le plus Parisien
SES DEJEUNERS SES DINERS
on danse avec les orchestres AIMÉ BARELLI
Samedi et dimanche thé dansant
SOUPERS APRES LE SPECTACLE JUSQU'A 2 H DU MATIN · BAR
Vous laissez votre voiture devant la porte des voituriers s'en chargent
VENDREDI TENUE DE SOIREE

FOLIES-BERGÈRE
Pour nos clients venant à Paris
LOCATION PAR CORRESPONDANCE
(sans augmentation de prix)
Ecrire 8, RUE SAULNIER

deux) est, par sa technique et la facture de son imagination, à la jointure des deux grandes tendances qui s'affrontent actuellement (abstraction et réalisme). Résoudra-t-il le dilemme ? Il en est persuadé. Nous saurons bientôt s'il a tort ou raison.

Du côté « officiel », rien de bien sûr encore. A part un « apéritif » de l'œuvre de Kandinsky qui sera offert au Musée d'Art Moderne en attendant une rétrospective complète de l'œuvre de cet ancêtre de l'art contemporain, on sait seulement que le Japon sera de plus en plus à l'ordre du jour. Le Musée Cernuschi a en effet décidé de dresser un vaste panorama de la peinture et de la sculpture, telles qu'elles ont été pratiquées, jusqu'au milieu du XIXe siècle, dans la grande île extrême-orientale.

MUSIQUE

● *Un opéra contre « l'arme absolue ».*

Décentralisation

DEUX spectacles de province présentés au Théâtre des Champs-Elysées consacrent l'œuvre très utile de la décentralisation lyrique, qui se poursuit depuis plusieurs années dans les principaux opéras de province, avec le soutien des Beaux-Arts.

L'Opéra de Nancy a monté *Le Fou*, de Marcel Landowski. C'est une œuvre généreuse, dont le livret, dû au compositeur, raconte comment le savant Peter Bel, ayant découvert « l'arme absolue » alors que sa ville est menacée d'être détruite par l'ennemi, refuse, au prix de sa vie, de livrer son secret, afin que l'humanité entière ne soit pas tentée, plus tard, de s'en servir. Musicalement, Landowski utilise non seulement le langage habituel du chant et de l'orchestre, mais aussi des passages préalablement enregistrés, où des fragments de musique traditionnelle se mêlent à des procédés de « musique concrète ».

Sur scène, les personnages passent, eux aussi, constamment du chant à la parole et au cri. Le tout est porté par un grand souffle de noble passion ; et si certains détails de l'action ou de l'agencement dramatique pèchent par leur naïveté, si l'ensemble est un peu trop discursif et d'une philosophie un peu primaire, ces défauts semblent préférables à la trop grande habileté scénique et commerciale d'un Menotti.

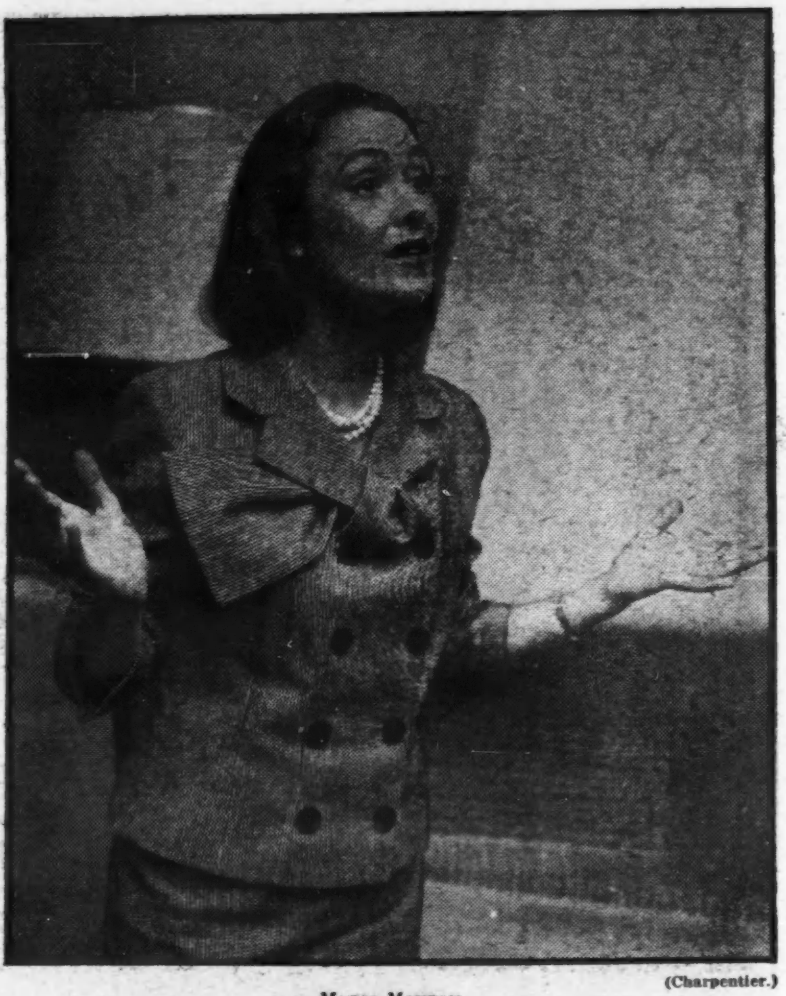
Sous la direction musicale de l'auteur, dans la bonne mise en scène de Marcel Lamy, Henri Peyrottes, Gérald Etienne, et surtout Jane Rhodes, soprano dramatique à la voix pure et déliée, et tragédienne lyrique bouleversante, ont assuré le succès de l'œuvre, que le jeune ténor Jacques Luccioni, qui possède des moyens vocaux étendus, mais qui pousse des cris au lieu de chanter, n'a pas réussi à compromettre.

L'Opéra de Marseille, de son côté, a présenté trois œuvres en un acte, allant du XVIIIe siècle de Blavet, adaptateur français de Pergolèse, avec *Le Jaloux Corrigé*, au XXe siècle de *La Contrebasse* de Sauguet, en passant par le XIXe siècle de *Mesdames de la Halle* d'Offenbach. C'est assez navrant à dire, mais l'œuvrette d'Offenbach est la seule qui, aujourd'hui, tienne le coup ; la musique en est écrite de main de maître, avec une fermeté et un humour exemplaires, ce qui fait supporter les vulgarités souvent outrées de l'action. Peut-être une mise en scène plus alerte aurait pu sauver les longueurs de *La Contrebasse* de Sauguet, composée en 1930, et que l'auteur des *Forains*, des *Mirages* et de *La Rencontre* aurait mieux fait de laisser dans les cartons. Quant au *Jaloux Corrigé*, la musique est d'une grande monotonie et l'action proprement infantile. Ni la mise en scène, très lente, ni les costumes, d'une laideur incompréhensible, ni l'émission de plus en plus nasale et stridente de Denise Duval n'étaient faits pour sauver cette fadaise.

★

Les Balinaises ont vieilli

Il y a quatre ans, à Marigny, une compagnie de danses balinaises avait en-



(Charpentier.)

MARIA MAUBAN
Le sentier de l'adultère

AU THÉATRE

VOCALISES

par ROBERT KANTERS

MON CŒUR BALANCE
de Michel Duran, au théâtre des Arts
LE CŒUR VOLANT
de Claude-André Puget, au théâtre Antoine
REGRETS ETERNELS
de Constance Coline, au théâtre de l'Œuvre
IL NE FAUT JURER DE RIEN, de Musset
LA RÉUNION DES AMOURS, de Marivaux
à la Comédie-Française

QUEL plaisir de voir jouer de jeunes comédiens comme Mme Maria Mauban ou M. Claude Nicot, comme Mlle Geneviève Page ou Mlle Marie Versini ! Et quel dommage qu'il n'y ait pas pour eux, comme pour les jeunes chanteurs, de grands airs à vocalises où l'on peut donner toute la mesure de son talent rien qu'en faisant des « â » et des « ê », sans avoir à débiter des fadaises.

M. Claude Nicot, par exemple, au théâtre des Arts, est bien près de la perfection. Il joue le rôle d'une sorte de farfelu au cœur tendre, plein d'un toupet candide et en même temps désabusé, à la fois entreprenant et découragé à l'avance, passant avec une sorte de philosophie d'un petit bonheur à une grosse « tuile ». Très bon, très sympathique, un peu veule, il est d'abord un bohème à la manière de Saint-Germain-des-Prés, puis un fils de famille qui a fait un très gros héritage, et nous le sentons supérieur à la mauvaise fortune comme à la bonne. La création de M. Claude Nicot est pleine de sensibilité et de tact ; on a envie de dire qu'il est humain, comme on le dit des yeux d'un chien fidèle. Que le cœur d'une jeune personne (une sorte de Popesco de grande banlieue) balance pendant quatre interminables tableaux entre lui et un jeune homme sérieux, nous nous en balancerions si cette cruche vide n'était tellement encombrante.

Dans un caveau de famille

De même, au théâtre de l'Œuvre, Mme Maria Mauban est belle et palpitante de vie. Elle est la femme honnête, mère de deux grands enfants, qu'une brusque flambée de passion vient éveiller sur le tard. Nous la voyons se troubler, lutter contre son trouble, s'abandonner, se reprendre, cherchant une impossible conciliation entre sa loyauté et son amour, et tout cela Mme Mauban le rend avec une parfaite sensibilité. Elle pourrait être Mme de Rénal. Mais l'auteur n'est pas Stendhal. Ses trois personnages : l'épouse coupable malgré elle, la femme libre vieillissante, qui lutte de toute sa méchanceté pour conserver son dernier amant (Mme Suzet Maïs) et l'homme, tête fêlée, beau mâle racheté par l'amour au moment où il commençait à vivre de ses charmes (M. Michel Piccoli) ne manquent pas d'épaisseur, mais semblent sortir d'un roman déjà lu. L'originalité d'un prologue et d'un épilogue qui se passent entre les morts, dans le caveau de famille, est plus apparente que réelle : nous sommes dans l'univers classique et moyen du roman provincial franco-anglais, univers que nous connaissons trop pour nous intéresser encore beaucoup à ce qui s'y passe quand le génie ne vient pas le transformer.

Le programme du théâtre Antoine en tirant une légitime fierté, disons que dans le théâtre dirigé par Mme Simone Berriau (✻), on joue une pièce de M. Claude-André Puget (✻), dans une mise en scène de M. Julien Bertheau (✻) avec notamment Mme Béatrice Bretty (✻) et M. André Brunot (✻). Mlle Geneviève Page a failli succomber sous tant de croix, mais elle sort victorieuse de l'épreuve.

Deux flibustiers

Nous sommes à Saint-Malo en 1666. Deux flibustiers (MM. René Arrieu et Jean Claudio) sont liés comme des frères, et plus encore, par le contrat de « matelotage » : en présence d'une fille à marier, ils jouent à pile ou face pour savoir qui l'épousera, puis, dans une deuxième manche, qui passera la première nuit avec elle. Ici, pour une question d'héritage, c'est Guillaume qui doit épouser Jeanne : et ce sera donc Vincent qui en aura l'étrenne. Mais si Jeanne, d'abord révoltée, feint de se soumettre, tout le monde voit bien que c'est Guillaume qu'elle aime et qu'elle en est aimée. Et Vincent, après une lutte pathétique, comme on dit, s'effacera. C'est un conte bleu qu'on essaie de nous faire passer sous le pavillon noir. Mais on voit avec plaisir Mlle Page se débattre avec beaucoup de courage et de finesse entre les deux hommes, et plus encore entre les écueils d'un texte souvent languissant, faussement coloré, encombré d'anachronismes et d'analyses gratuites.

Autour de ces jeunes comédiens, il y en a d'autres qui ont du mérite : M. Murzeau au théâtre des Arts, bien qu'il soit un peu plus éteint que d'ordinaire ; Mme Suzet Maïs, MM. Piccoli et Samy Frey à l'Œuvre ; Mme Bretty et M. Brunot au théâtre Antoine dans deux rôles épisodiques où ils font peut-être un peu trop sentir qu'ils ont un siècle de métier à eux deux. Bonne mise en scène de Mme Cocéa pour Mon Cœur balance, de M. Gérôme pour Regrets Eternels, de M. Bertheau pour Le Cœur volant, qui bénéficie aussi d'un beau décor-bateau de M. Wakhevitch.

Mais quant au texte... Et on se dit que c'est Mlle Marie Versini qui a choisi la meilleure part. Elle est, au Français, dans la reprise d'Il ne faut jurer de rien montée pour le centenaire de Musset, une charmante Cécile, ingénue sans fadeur, fruit vert sans acidité. Grâce à elle, à M. Chamarat, à Mme de Chauveron, à M. Descrières même, cette petite reprise est tout à fait sympathique. On commence par un acte allégorique de Marivaux, La Réunion des Amours, intéressant d'un point de vue théorique, mais vide de tout sens dramatique. Il n'a été joué que neuf fois en plus de deux siècles. La dixième représentation ne s'imposait pas du tout.

B. K.

CONCERTS

PLEYEL
Vendredi 11 octobre à 21 heures
[Kiesgen]

« DOMAINE MUSICAL »
pour le 75e anniversaire de
Igor STRAVINSKY
qui dirigera la création europ. de « Agon »
Berg-Webern (1re aud.)-Schönberg
Orch. du Südwestfunk
Dir. Hans ROSBAUD

Cabarets Dancings

AMIRAL Francis BLANCHE, P. DORIS Jacq. MAILLAN. BAL. 56-66

CLARIDGE THE DANSANT tous les jours à 17 h.

CLUB CH. ELYSEES Thé et soirée tous les jours avec les orch. RENATO et LE SENECHAL

CATH. SAUVAGE CHEZ PLUMEAU Pl. du Tertre. MON. 70-62

LE REVE Dancing du Rex - Air conditionné 2 GRANDS ORCHESTRES

JOCKEY 127 Bd MONTPARNASSE pas comme les autres on s'y amuse !...

ROYAL LIEU DANCING 2, r. des Italiens

SUZY SOLIDOR
CABARET - 4, rue Balzac - BAL. 21-95
Tous les soirs DINERS - 1.000 francs vin compris

VENUS 124 Bd MONTPARNASSE ENCORE PLUS nues...

Restaurants

LIDO ELY. 11-61
LIDO ELY. 11-62
LIDO
UN SPECTACLE UNIQUE AU MONDE
21 h. DINER DANSANT
23 h. LA REVUE "C'EST MAGNIFIQUE !" de Louis-Guérin & Frédey

SOUPERS

JACQUEMINOT - GRAFF, face gare St-Lazare

MOLLARD face gare St-Lazare

GENEVIEVE PAGE
Un chemin de croix

chanté les Parisiens. La musique était somptueuse, les danses, voisines de celles de l'Inde, étaient d'une profonde grâce hiératique, les danseuses, très jeunes, presque des enfants, de petites merveilles de suavité. C'est donc avec beaucoup d'espoirs qu'un public, où tout ce qui a un nom dans la danse, le théâtre et la littérature se trouvait réuni, remplissait, l'autre soir, la nef de Chaillot, pour accueillir les « Ballets de Bali » de M. I. Marioh.

Hélas ! la musique de cette nouvelle compagnie fait un bruit infernal, absolument insupportable ; les danseuses, à l'exception de la ravissante Ni Ketut Witi, semblent avoir largement dépassé l'âge requis pour le style et la signification de leurs danses.

ANTOINE GOLEA.

D'AUTRES FILMS

● *La marque de la jeunesse.*

La Maison de l'Ange

AVEC *La Maison de l'Ange* (1), le jeune réalisateur argentin Leopoldo Torre Nilsson a tourné son premier film comme autrefois on écrivait son premier roman. Avec une fougue, une liberté et un sincérité étonnantes. Sans doute lui-même a-t-il passé son enfance dans une de ces vieilles demeures de grands bourgeois argentins où l'on étouffe de dévotion. Où la vieille nourrice ne parle que des flammes de l'enfer et où l'on couvre de linges les statues du parc pour qu'elles ne choquent pas les enfants. Les enfants, ce sont ici trois adolescentes qui s'éveillent à l'amour, brûlantes de curiosité et de crainte. L'une surtout, qui finira par se donner à un homme comme on accepte un pacte avec le diable. On pense à certaines pages de Julien Green, mais aussi à Valery Larbaud, avec tout ce que cette sombre violence contient de tendresse secrète.

La réalisation aussi porte les marques de la jeunesse. Elle est celle d'un passionné de cinéma qui admire tout à la fois Orson Welles, Ingmar Bergman et Bardem. A Cannes, où *La Maison de l'Ange* a été la révélation du dernier Festival, Leopoldo Torre Nilsson s'est proclamé le disciple... d'Alexandre Astruc. Il en est résulté des images très recherchées qui agacent parfois mais souvent envoûtent. Sans être un chef-d'œuvre, *La Maison de l'Ange* est certainement le film le plus chargé de promesses qu'on ait vu depuis de longs mois.

J.-P. V.

(1) Studio de l'Etoile.

★

● *Bunuel pour rire.*

La vie criminelle d'Archibald de La Cruz

FIDELE à ses images favorites, gouttes de sang giclant sur une glace de lavabo en prenant à travers les vapeurs de l'eau chaude des formes fantasmagoriques, jambes de chair aussi lisses que des jambes de cire et finissant par fondre dans un four, Luis Bunuel (*Le Chien andalou*) raconte néanmoins *La Vie criminelle d'Archibald de La Cruz* (1) avec un humour et une légèreté qu'on ne lui connaissait pas. Cet esthète froid et poli (Ernesto Alonzo), qui prépare minutieusement les crimes dont il rêve, et qu'il ne commet jamais, ne serait pas déplacé dans la famille des tueurs pour rire du cinéma anglais.

Chaque fois qu'Archibald médite un crime, le hasard se charge pour lui de l'exécuter. Macabre succession d'actes manqués qui se déroule avec un comique automatique.

La précision un peu sadique des détails, la lenteur calculée des effets, le choix des actrices, victimes toutes semblables dans leur lascivité, contribuent à créer ce climat d'érotisme trouble dans lequel Bunuel se complaît. Seulement, pour la première fois, il semble que Bunuel n'ait pas été dupe de lui-même. Le film n'en est que plus curieux.

M. M.

(1) Avenue, Vendôme.

— A voir —

EN EXCLUSIVITE :

● **Porte des Lilas** (la poésie des faubourgs) ● **La Maison de l'Ange** (un jeune romancier de l'écran) ● **La vie criminelle d'Archibald de la Cruz** (Bunuel ironique) ● **Œil pour œil** (un Cayatte inattendu) ● **Douze hommes en colère** (à eux de juger) ● **Guerre et paix** (Tolstoï quand même) ● **Le Tour du monde en 80 jours** (pour petits et grands enfants).

NOUS VOUS RAPPELONS :

● **Patrouille de choc** (Bergère, Comœdia) ● **Les Aventures d'Arsène Lupin** (Rio, Opéra, Régent, Scarlett, Cinévog, Saint-Lazare) ● **La Traversée de Paris** (Studio Val de Grâce) ● **Sait-on jamais** (Bosquet Gaumont) ● **Le Faucon maltais** (Pagode) ● **Le Troisième Homme** (Champollion) ● **Richard III** (Studio Raspail)

— AU CINÉMA —

LES INFORTUNES DE L'AMITIÉ

par J.-P. VIVET

PORTE DES LILAS

Un film de René Clair (Marivaux, Colisée)

ON ne peut pas ne pas aimer Porte des Lilas. Parce qu'on ne peut pas ne pas aimer Juju. Et Porte des Lilas — le premier film dans la carrière de René Clair qui soit fait autour d'un personnage — c'est l'histoire de Juju. Un propre-à-rien, un « vitellone » du marché Saint-Ouen, qui traîne ses vieilles savates, son gros ventre et son menton bleu de bistrot en bistrot, et qui profite de ce que le patron regarde ailleurs pour faucher la bouteille. Mais pas un mauvais bougre. Il a le cœur plein d'amour rentré et s'il ne s'intéresse qu'à lui, c'est qu'il n'a jamais trouvé à qui se dévouer.

Et voici que l'occasion se présente. Sous les traits de Pierrot, le bel assassin, que traque la police et qui s'est caché dans la cave d'un copain de Juju. Du coup, Juju est transformé. Il ne boit plus, il se rase, il en arriverait presque à travailler pour que Pierrot ait tout ce qu'il lui faut dans sa cave et qu'il puisse fuir à l'étranger.

Juju, c'est Sancho Pança. Mais il a mal choisi son Don Quichotte. Pierrot ne se contente pas de mitrailler les passants. Il ment. Il fait croire à une petite protégée de Juju qu'il l'aime pour qu'elle lui procure l'argent nécessaire à sa fuite. Il lui fait croire qu'ils partiront ensemble. Juju aurait pardonné le départ. Il n'accepte pas le mensonge. Pierrot mourra et, avec lui, l'illusion d'une amitié.

Un gros chien sans collier

Le personnage de Juju n'a pas été inventé par René Clair. C'est le héros d'un roman de René Fallet, La Grande Ceinture dont Porte des Lilas est une adaptation très libre. Mais René Clair n'aurait pas lu La Grande Ceinture qu'un jour ou l'autre, il aurait tout de même fait un film sur Juju. Il pensait déjà à lui quand il tournait Sous les toits de Paris ou Quatorze Juillet. Il pense à lui depuis qu'il fait du cinéma, et qu'il croit que si les hommes valent quelque chose, c'est dans la mesure où ils sont capables d'amitié. Même si l'amitié est une illusion.

C'est Pierre Brasseur qui incarne Juju. Il ressemble à un gros chien qui aurait été perdu par son maître. Il ne crie pas, il ne gesticule pas, il se contente de plisser un œil, de grommeler, d'arrondir le dos. C'est un Brasseur tout à fait inattendu. Et admirable.

Presque trop. A côté de lui, les autres personnages pâlissent. Dany Carrel a de la vivacité et des moues adorables : c'est un des plus jolis portraits de femme que René Clair ait tracés. Mais comme Henri Vidal est lourd et embarrassé ! Et Brassens, le pauvre Brassens... Dire qu'il a autant de jeux de physionomie que de cordes sur sa guitare serait encore exagéré. Il n'est supportable que lorsque René Clair le cache derrière un poêle ou le fait parler à travers une porte.

Même la musique que Brassens a composée pour le film est une erreur. Elle n'est pas faite pour René Clair : elle est trop lente. Ce qui convient à René Clair, ce sont les valses de Van Parys ou d'Auric. Mélancoliques, mais rapides. Et d'autant plus rapides que ses films comportent souvent des lenteurs, des passages à vide. Malgré tous les soins dont René Clair l'a entouré, Porte des Lilas n'est pas exempt de ces défaillances. Malgré de ravissantes réussites de détail, comme ces gosses qui miment les exploits de Pierrot le Tueur, ou ce même Pierrot faisant dans sa cave sa culture physique matinale aux accents de La Truite de Schubert.

Un cinéaste du souvenir

Barsacq, en revanche, a été pour René Clair le décorateur le plus efficace. Meerson n'aurait pas fait mieux. Ses façades lézardées, ses rues mal pavées n'ajoutent pas seulement à la poésie nostalgique du film : elles le rendent crédible. On se demande parfois comment se concilient chez René Clair son goût pour une vérité quotidienne et populaire, et le fait qu'il ne tourne jamais qu'en studio. C'est peut-être que René Clair est un cinéaste du souvenir : ce qu'il exprime, ce n'est pas la réalité présente, c'est la re-création de la réalité par le souvenir.

Ce n'est pas seulement Juju que René Clair portait depuis tant d'années dans son cœur. Ce sont toutes ces images qu'il n'avait pas encore eu le temps de raconter : le marché aux puces de Saint-Ouen, ce pavillon de bois branlant où habite l'Artiste, et les premiers flocons de neige tombant sur une rue de banlieue.

Et à cause de cette neige aussi, qui est celle des contes de Dickens et de tous les souvenirs d'enfance, il n'est pas possible de ne pas aimer Porte des Lilas.

J.-P. V.

LE CELEBRE CABARET
EVE
De 22 h. 30 à l'aube
Sa fastueuse revue
Ses attractions inédites
Ses orchestres
7, place Pigalle TRU. 37-96

STUDIO CHAMPS-ELYSEES
100e
Le spectacle le plus étonnant
BECKETT
Relâche : MARDI
DERNIÈRES

Studio BERTRAND 29, rue Bertrand SUF. 64-66
LA REGLE DU JEU
de Jean RENOIR et
ZERO DE CONDUITE

EN EXCLUSIVITÉ DANS "L'AVANT-SCÈNE"
"PORTE DES LILAS"
Texte intégral de RENÉ CLAIR et photos ● Numéro spécial
150 frs ● Kiosques et Libraires ou 75, rue St-Lazare, PARIS-IXe

LOUEZ VOS PLACES
aux Agences LA MADELEINE
14, Bd DE LA MADELEINE - OPÉ. 97-93
34, Av. des Champs-Élysées - ELY. 78-62
14, Bd Beaumarchais - ROQ. 00-92
16, Avenue de l'Opéra - RIC. 56-65

MOLIÈRE

(Giraudon)

ARMANDE BEJART

Le rêve de puissance et de ténèbres

BIOGRAPHIE

● *Un athlète complet.*

Molière par lui-même

présenté par Alfred Simon. Collection « Ecrivains de toujours », Ed. du Seuil. 192 pages. 350 francs.

« MOLIERE, assure Alfred Simon, *n'est pas fait de la même pâte que Corneille ou Racine, dramaturges en chambre* » ; s'il est, comme le veut Audiberti, « *l'athlète complet* » de la scène française, si sa mort elle-même est une exceptionnelle réussite, c'est qu'il « *incarne le mythe du théâtre à l'état pur* »...

« *Si Molière n'avait pas écrit* « Tartuffe », « Don Juan » *et* « Le Misanthrope », continue Alfred Simon, *il vivrait sa gloire posthume en compagnie d'Aristophane, de Plaute et d'autres bons ouvriers du rire. Mais cette trilogie lui donne pour compagnons les génies solitaires, Eschyle ou Shakespeare.* » Tartuffe, Don Juan et Alceste — l'imposteur, le provocateur et l'opposant — ouvrent un domaine nouveau où s'engage imprudemment Molière : où veut-il en venir ? Quel bouleversement moral prépare-t-il ?

Heureusement, le « divertissement » l'a sauvé : plongeant dans les féeries du théâtre à machine et des fêtes du palais de Versailles, il a trouvé le confort intellectuel dans l'esthétisme de La Princesse Délide.

Le spectre

Personne n'avait encore entrepris l'analyse intérieure des types successifs inventés par Molière, comme l'ébauche A. Simon : les convulsions de Sganarelle, le ballet du trio maudit, le double jeu de la comédie et du drame, du drame et du divertissement, tout cela jette une lueur nouvelle sur une œuvre déjà surchargée de commentaires...

Il est toutefois remarquable que, malgré sa perspicacité, A. Simon échoue devant le personnage de Don Juan : l'image du libertin le paralyse comme l'image du spectre paralyse le libertin. Lui qui analyse les composantes d'Alceste et de Tartuffe avec une lucidité de moraliste, il s'arrête devant le seul personnage du théâtre français qui annonce Kirilov !

C'est que *Don Juan* est la pierre de touche des commentaires sur Molière : la lucidité qui se moque d'ellemême, la grandeur qui se détruit, la tendresse qui se pervertit, la folie qui se raisonne, tout cela paraît résumer dans un seul homme le rêve de puissance et de ténèbre qui, de Corneille à Racine, hante le XVIIe siècle tout entier. Le génie de Molière n'est-il pas d'avoir donné la vie au fantôme de son temps ? Mais devant ce mystère, aussi grand pour les incroyants que peut l'être pour les croyants celui de Pascal, le riche et profond commentaire d'Alfred Simon vient se briser. Au drame de Molière répond le drame du livre...

MONGO BETI
MISSION TERMINÉE
« *Le récit le plus savoureux, le plus humain et le plus brillant de tous ceux qui ont été écrits par des auteurs noirs... Un petit joyau.* »
Marcel PRIST.
BUCHET-CHASTEL CORRÊA

ESSAIS

● *Le battement de la vie.*

L'homme à la poursuite du temps

par Helga Pohl. Trad. de l'allemand par J.R. Weiland. Ed. Plon. 359 pages, 1.500 francs.

LES philosophes, disait Sénèque, sont plus facilement d'accord entre eux que les horloges. Mais c'est bien souvent aux philosophes que les horloges durent de s'accorder entre elles : sans Galilée et Huyghens, sans la découverte du mouvement pendulaire et le perfectionnement des instruments de mesure du temps dû aux philosophes autant qu'aux artisans, les hommes auraient sans doute appris à être à l'heure, ils n'auraient jamais su avec exactitude l'heure qu'il est.

L'histoire de la mesure du temps est l'une des plus passionnantes qui soient, car elle met en jeu, outre l'ingéniosité technique, la manière même dont les peuples ont envisagé leurs rapports avec le monde. La conception que les hommes se sont faite du temps et les techniques qui permettent sa fixation et sa conservation ont toujours été liées aux conditions économiques et psychologiques des civilisations : la conquête du calendrier, à partir des règles morales, religieuses et juridiques, n'est rien d'autre que l'ajustage des structures sociales à la mécanique céleste, comme l'histoire de la mesure du temps n'est rien d'autre que le passage d'une conception empirique, liée aux battements de la vie, à une conception de plus en plus rationalisée sous l'effet conjoint de la science et de la technique.

Sabliers, cadrans solaires, clepsydres, montres, pendules, horloges, chronomètres, autant de pièges inventés par les hommes pour domestiquer la durée et conserver à l'abri du devenir ce qui semble ne jamais pouvoir s'y soustraire : un étalon du temps.

Des tables gnomiques qui mesuraient l'ombre en pieds à l'horloge de quartz qui ne présente qu'un écart quotidien d'un millième de seconde avec la rotation terrestre, l'histoire de la conservation du temps est aussi celle de la conquête d'une précision toujours plus grande. C'est cette histoire que Helga Pohl raconte

A poursuivre l'histoire de la poursuite du temps, c'est peu de dire que le lecteur fait le tour du monde, il fait aussi le tour des techniques, des sciences et des philosophies qui s'efforcèrent, en capturant le temps, d'en percer l'énigme.

Des Pharaons à Newton

De Louqsor à Babylone, de Bagdad en Grèce, de l'Italie de Galilée à l'Angleterre de Newton, des coucous de la forêt Noire à la première montre-bracelet offerte par l'impératrice Joséphine à sa bru, la princesse de Bavière, enfin de l'industrialisation de l'horlogerie aux méthodes de mesurage du temps inventées par la physique atomique, cette histoire est aussi riche d'anecdotes que traversée de visages illustres, aussi nourrie de petites histoires qu'édifiante par les rapports qu'elle entretient avec les préoccupations les plus constantes et les plus profondes de l'humanité.

Histoire qui n'est pas achevée, puisque si les hommes disposent de montres toujours plus précises, aucun d'entre eux ne peut prétendre disposer du temps : celui-ci n'a jamais suspendu son vol que dans le château de la Belle au Bois Dormant, et pendant seulement cent ans.

Le temps mesuré n'a pas supprimé l'énigme du temps : sur ce point, être à l'heure c'est aussi bien être en retard. Les hommes engagés à la poursuite du temps et le mesurant minute par minute, seconde par seconde, n'ont pas cessé d'apprendre que le temps leur est mesuré et qu'il les défie d'autant mieux qu'ils croient relever son défi.

— ON VOUS EN PARLERA —

UNE AUTRE JEUNESSE

LA jeunesse du demi-siècle a trouvé son porte-parole en Françoise Sagan (ou, du moins, on a attribué ce rôle à la jeune romancière). D'autre part, les témoignages n'ont pas manqué, après la guerre, qui tentaient de faire comprendre où en était arrivée la jeunesse de 1939, confrontée avec la défaite et l'occupation. Rarement on a réussi à nous montrer d'où cette jeunesse était partie.

Or, il est un phénomène très curieux et que connaissent tous ceux qui achevaient leur formation en 1939 : les jeunes de l'immédiat avant-guerre sont aussi différents de ceux qui les ont précédés que de ceux qui les ont suivis ; il y a un trou entre les héros de « L'enfance d'un chef » de Sartre — c'est-à-dire les adolescents de 1930 — et les adolescents de l'après-guerre.

L'époque confuse qui a vu la flambée du nationalisme, l'apogée de la Ligue maritime et coloniale dans les lycées, la religion du scoutisme, et Munich, avait donné naissance à un groupe de jeunes étonnamment purs qui ont dû, douloureusement, abandonner par lambeaux cette pureté au contact de la guerre et même de la vie quotidienne.

C'est l'effritement moral de leur idéal qui sert de thème au témoignage de Robert de Poccadaz (1), où l'auteur a su restituer la complexité de ce processus. Car il y avait chez ces « avides » un lest très lourd que leur avaient légué leurs aînés — ceux des années 20 — un appétit mal refréné de jouissance qui condamnait à l'échec leur brève tentative commune d'idéal.

Scouts et agrégés

Paul Tramonay est un jeune bourgeois, sincèrement chrétien, façonné par de longues années de scoutisme. Il prépare l'agrégation, et on nous le présente comme un sujet brillant. En fait, il résume en lui les qualités les plus caractéristiques de l'élite des jeunes de 1939.

Moniteur dans un camp scout, il fait connaissance d'une cheftaine, de sept ans son aînée, assoiffée elle aussi de perfection, encore qu'elle ait déjà sacrifié à son « avidité » de multiples façons : d'abord en trouvant des satisfactions d'orgueil dans la dictature qu'elle exerce parmi les jeunes gens de son groupe grâce à sa forte et brillante personnalité ; ensuite en satisfaisant clandestinement aux exigences de la chair.

Entre ces deux adolescents, la lutte est inégale. Lucienne, selon que l'on examine sa conduite sous un angle ou sous un autre, est — selon sa future belle-mère — une jeune fille prolongée qui ne veut pas laisser échapper la possibilité d'un mariage avec un jeune homme qui l'attire physiquement, ou bien une sorte de sainte scout, saine, intelligente et idéaliste, une petite Jeanne d'Arc de province.

De ces amours semi-enfantines naît un roman fantasque et poétique sur un arrière-plan politique et familial qui finira par user jusqu'à la corde l'idéal des deux jeunes gens.

Que l'on ne s'y trompe pas cependant, les événements ne sont que les catalyseurs d'un échec que les héros portaient en eux.

Et, somme toute, c'est encore Lucienne qu's'accomplira avec le plus de rigueur en allant au-devant d'une mort exemplaire capable d'abuser non pas seulement la galerie, mais encore, jusqu'à un certain point, son amant-mari, bien que celui-ci ait percé à jour les failles du système où tous deux s'étaient enfermés.

Un témoin

Ce que décrit Robert de Poccadaz, dans son livre, c'est cette détérioration de l'adolescence et de ses rêves, au moment furtif où l'histoire semblait hésiter et où une génération amorçait un mouvement qui devait avorter. Et il en est un témoin averti.

Le jeune directeur du Centre français d'études et d'informations de Milan est né en 1920 ; il a donc l'âge de son héros, et il a bien connu les milieux scouts où il campe son récit. En 1942, les chantiers de jeunesse, en 1943 l'agrégation devaient finalement le conduire de façon assez inattendue à l'Université catholique de Milan, juste après la guerre, où il recevait d'abord un poste de lecteur, puis la chaire de littérature française.

Après des démêlés fort amers avec les maisons d'édition « à compte d'auteur » où il a publié trois essais, voici son premier roman. Il en a, paraît-il, cinq autres dans ses tiroirs. Il est très probable qu'on en entendra bientôt parler.

(1) Robert de Poccadaz - « Les Avides ». Ed. Grasset, 288 pages, 750 francs.

ROMANS FRANÇAIS

UN IDIOT

par MADELEINE CHAPSAL

CE roman gonflé, divers, raconté ou plutôt remémoré à la manière faulknérienne, à travers plusieurs narrateurs, a pour sujet un fait simple, et même familier : l'irruption, dans l'ordre du monde, du désordre qu'y apporte l'homme seul.

L'histoire, chère aux imaginations, n'est pas neuve (tout grand créateur, Chaplin y compris, l'a un jour reprise à sa façon) : c'est celle du doux innocent qui, dans l'ahurissement de son âme, met le feu aux poudres.

Tel est Montès, photographe de province — trente-cinq ans, vêtements sans formes ni couleurs, sourire « ridé et navré de vieil Auguste » — lorsqu'il débarque dans une petite ville du Midi où l'attend l'héritage d'un père qu'il n'a pas connu.

Les habitants, par la voix du notaire, souhaitent que cet étranger au pays — il vient du Nord — vende son héritage et reparte au plus vite, restituant ainsi ce qui doit leur demeurer, la terre. Mais Montès ne comprend rien et néglige des offres si intéressantes que bientôt le fait est proclamé : « C'est un idiot ».

Sans argent, mais ne songeant pas qu'il a du crédit, « pitoyable, vaguement inquiétant et comique », Montès continue à surprendre. Il va s'installer dans le quartier où vivent ceux qu'on ne nomme que par une insulte : « gitans », « putains », « boniches », ou pour les anéantir, « les rien-du-tout ».

Cette barrière, Montès refuse aussi de la respecter. Ému par le tragique que prend à ses yeux la chair — « *fragile, dure, pitoyable* » — lorsqu'elle est injuriée, il s'occupe des tristes fillettes de Rose, la serveuse de l'hôtel ; puis de Rose elle-même, accablée par la misère et les soucis que lui cause son amant gitan. Rose est troublée par l'attention que lui porte Montès, qui peut-être l'aime. Mais — est-ce la dérangeante présence de l'innocent ? — le drame éclate : Rose est étranglée par son amant. Ailleurs, une jeune fille du monde, Cécile, troublée aussi pour avoir fait la connaissance de Montès, rompt avec son fiancé qu'elle n'aimait pas ; puis le rappelle et se donne brutalement à lui avant de le renvoyer à jamais.

Survenus sous l'influence mal expliquée, presque magique, de cet homme courtois qui se contente de s'effacer, repoussant contrainte et explications, ces événements secouent violemment l'opinion.

Puis, étrange fin d'un livre qu'on croyait révolté, le vent tombe ; Montès, d'idiot génial devient idiot tout court, tout s'apaise. Rien n'avait bougé.

PLUSIEURS thèmes, on le voit, s'entrecroisent dans « Le Vent ou Tentative de restitution d'un retable baroque » (1), aucun d'eux n'est poussé à bout. Triomphe, sur les puissants, de celui qui n'obéit qu'à la loi du cœur. Ségrégation entre possédants et dépossédés remise en question par l'insouciance d'un seul. Complicité de tous pour maintenir l'ordre, le rétablir contre l'amour et la mort dont il leur faut continuellement, hypocritement, voiler l'inouïe déchirure.

Le refus par le héros d'entrer dans le système commun se continue en effet chez l'auteur : ni les thèses, ni les idées, ni même les lois de la réalité n'intéressent Claude Simon, ce qu'il accepte seulement de voir, et de décrire, ce sont des gestes, des paroles, de menus faits, moins encore, comme si des mouvements humains, il ne voulait pas chercher le sens mais tracer le portrait.

Déjà, dans ses précédents livres, dont « Le Sacre du Printemps », cet auteur qui publie rarement s'attachait à décrire l'imprévisible et presque absurde exubérance de la vie.

De là, peut-être, cette technique voisine — parfois jusqu'à gêner — de celle de Faulkner : l'histoire nous parvient en masses confuses à travers les récits de divers narrateurs, un narrateur principal, un notaire, Montès lui-même et un lot de racontars. Dans un style gorgé d'incidentes, de parenthèses, de répétitions, grand arbre langagier où s'enchâsse « *quelque chose de plus fort que des coups, de plus dur que la matière : les mots* ».

TRITURATION de la phrase, emboîtement gigogne des récits, ces recherches rendent la lecture malaisée mais permettent des jeux de relief : à travers le temps l'événement rebondit jusqu'au lecteur de mémoires en mémoires.

Mais quand des auteurs réputés difficiles, Proust ou Faulkner, conduisent leurs lecteurs dans les galeries du souvenir, ce qu'ils visent c'est plus de lumière.

Quand Claude Simon voile pathétiquement des faits somme toute assez clairs, et qui ne demandaient qu'à le devenir plus encore, ce qu'il cherche, à son insu peut-être, c'est assurément l'obscurité.

Obscurité d'où jaillissent la frappante figure de Montès, ce saint « baroque », et quelques remarquables scènes où des humains tentent imprudemment, vainement, de se rencontrer en deçà, ou au-delà du langage, c'est-à-dire en dehors de la loi.

Ainsi se dessine un amer tableau de cette société figée, asphyxiée qui est la nôtre. Si la « tentative de restitution » n'en est pas encore assez poussée, du moins ouvre-t-elle des portes, s'immisçant dans une réalité rarement décrite, jusqu'à ce noir cœur des choses qu'on nomme, à tort, indicibles.

M. C.

(1) « Le Vent » ou « Tentative de restitution d'un retable baroque », par Claude Simon. Editions de Minuit, 241 pages, 750 francs.

VOYAGES

● *Majorque, Amsterdam, Quartier Latin.*

La bonne humeur

par Marc Bernard. Ed. Gallimard, 250 pages, 590 francs.

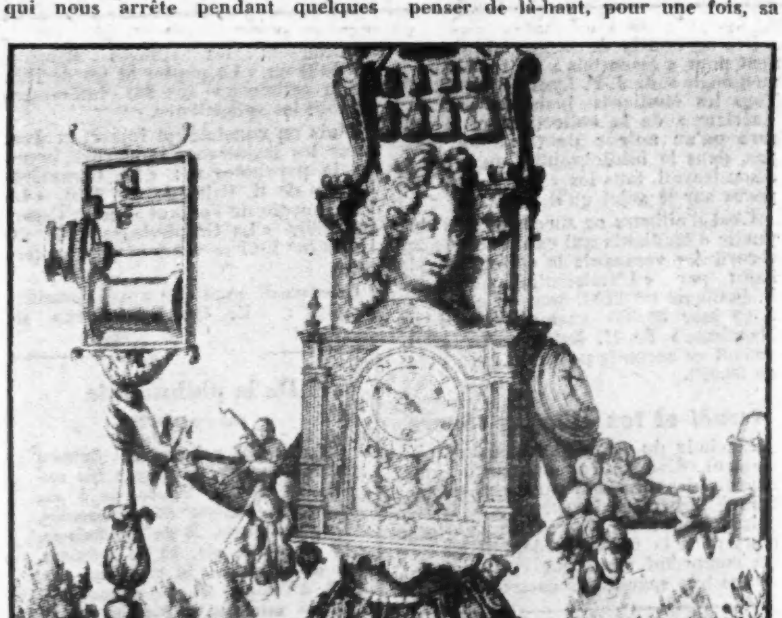
POUR qui a aimé *Anny* ou *Pareils à des enfants*, chaque nouveau livre de Marc Bernard est un rendez-vous attendu avec un camarade. Parfois le camarade n'est pas aussi en forme que d'habitude, son esprit a évolué d'une fois à l'autre, ou bien au contraire il nous arrive, comme aujourd'hui, plein d'entrain et décidé à tout prendre par le bon côté, mais ce qui persiste est cette camaraderie qui le lie à son public.

D'abord, comme il se doit, ce que son lecteur attend de lui, ce sont de ses nouvelles. Héros de ses œuvres, voilà un auteur qui intéresse simplement en disant comment il va. Puis viennent les détails. Et comme ce sympathique copain écrit au fil du charme, on se laisse entretenir de ses toits où opèrent des cambrioleurs dilettantes, de Majorque (où la vie tourne autour d'une paire de chats), d'Amsterdam ou de Londres, avec un mélange de cocasserie et de tendresse qui retient l'attention et ne la lâche pas.

Ce voyageur qui a toujours l'air de sortir d'une boite ou de ses valises pour découvrir indifféremment la rue Saint-Jacques ou Hyde Park, transforme aussi aisément une cheminée en tambour-major qu'une petite pêcheuse de Cala Grande en Juliette Capulet. D'où un suspense de l'image inattendue qui introduit dans le récit des éléments romanesques dont se trouve apparemment dépourvu ce recueil de pérégrinations transeuropéennes.

Suspense en miniature que la lente construction d'un immeuble dans un terrain vague, suspense encore ce qui nous arrête pendant quelques pages, le temps de déterminer le sexe d'un canari, suspense que le récit jamais fini du mariage de l'auteur se rendant à la mairie avec sa fiancée sur le cadre de sa bicyclette.

En suspens dans le temps et dans l'image, Marc Bernard a choisi de dispenser de là-haut, pour une fois, sa bonne humeur avant de nous quitter jusqu'au prochain rendez-vous. Salut, camarade !



(R. Bilo-Plon)

UN HABIT D'HORLOGEUR
La Belle au Bois dormant

COLLECTIONS

Que savez-vous de « Que sais-je ? » ?

LORSQU'IL a fallu calculer le salaire minimum (S.M.I.G.), c'est entre « Le Masque » (romans policiers) et la collection « Que sais-je ? » que le législateur a choisi le livre unique que le budget-type permet d'acheter chaque mois. Peu importe qu'il ait finalement préféré le masque sur fond jaune à la boussole symbolique qui fait « le point des connaissances actuelles », le Français minimum n'en a pas pour autant abandonné le goût de cultiver son esprit. A preuve les quinze millions d'exemplaires de « *Que sais-je ?* » vendus en dix ans. Il est vrai qu'actuellement le livre coûte à peu près autant que dix-huit gauloises bleues, un peu moins que deux apéritifs : 156 francs exactement.

De Manosque à Cognac

Les lecteurs de « *Que sais-je ?* » se recrutent dans toutes les classes de la population. Si les ventes sont particulièrement fortes au quartier Latin et près des établissements d'enseignement, elles sont plus qu'honorables dans les grands magasins. C'est même le plus populaire d'entre eux, le Bazar de l'Hôtel-de-Ville, qui vient en tête, devant le Bon Marché et la Samaritaine. Les librairies du quartier de la gare Saint-Lazare débitent plus de « *Que sais-je ?* » aux petits employés banlieusards que celles de Passy aux Marie-Chantal des cours privés.

→

MONTEZ VOTRE BIBLIOTHÈQUE POUR 250 FRANCS PAR MOIS

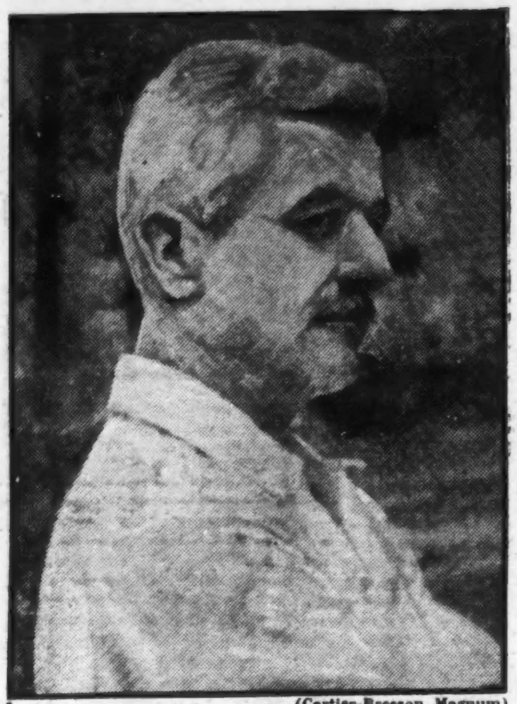
La Bibliothèque Mondiale vient de battre un record de prix et de goût : elle vous propose l'envoi de livres célèbres d'auteurs classiques et modernes que vous pouvez choisir, pour le prix de 125 francs. D'une présentation raffinée, les ouvrages de la Bibliothèque Mondiale contiennent en outre des préfaces inédites de nos plus grands écrivains actuels et un cahier de l'actualité littéraire.

Ecrivez à la Bibliothèque Mondiale, 8, r. de Berri, PARIS-8e (serv. EX-1). Contre 3 timbres de 20 fr. vous recevrez un ouvrage de 250 pages de cette collection et une documentation détaillée des volumes parus et à paraître.

Toute l'Actualité musicale
(concerts, livres, disques)
de grandes études, des échos, des analyses, des interviewes
par les MEILLEURS CRITIQUES :
E. Vuillermoz, B. Gavoty, M. Pincherle, etc.
dans
LE JOURNAL MUSICAL FRANÇAIS
qui vous offre un
Abonnement gratuit de trois mois
Ecrivez avec référence de L'EXPRESS : 33, rue du Louvre - PARIS (2e)

FAULKNER AU TOURNANT

par FRANÇOIS ERVAL



(Cartier-Bresson Magnum)

WILLIAM FAULKNER
L'art et la morale

CES jours-ci, Faulkner fêtait son soixantième anniversaire. La gloire universelle que lui a conférée le Prix Nobel n'a pas réussi à obscurcir dans nos mémoires l'écrivain rare, dont l'œuvre, à ses débuts, ne semblait destinée qu'aux *happy few*. L'homme mystérieux dont on ne savait rien sinon qu'il vivait seul dans une ferme de l'Etat du Mississippi, a changé: le gentleman-farmer sauvage et anachronique s'est transformé en ambassadeur intellectuel officieux et même officiel des EtatsUnis, qui, à travers de nombreuses interviews gênées et tarabiscotées, cherche désespérément à se réserver un domaine privé, en contradiction absolue avec ses nouvelles fonctions et son mode de vie nouveau.

Mais ce n'est pas seulement l'homme qui s'est transformé. L'œuvre telle qu'elle se présente à nos yeux recèle une coupure profonde et cette coupure se situe aux environs de la fin de la guerre. L'a-t-on assez remarqué ? Le dernier numéro de la *Revue des Lettres Modernes* qui vient de publier un ensemble de critiques d'origine américaine consacrées à l'œuvre faulknérienne semble prouver le contraire. Faulkner reste pour ses critiques américains, comme pour ses critiques français, avant tout le romancier de *Le Bruit et la Fureur*, le créateur d'un monde sombre, sans issue, où un destin aveugle mène inexorablement ses personnages vers une tragédie finale.

Un nouvel humanisme

Est-ce bien ainsi que Faulkner voit sa propre œuvre et est-ce bien le « message » qu'il aimerait nous communiquer ? Toutes ses déclarations récentes disent le contraire. Son discours de remerciements à Stockholm fut une profession de foi humaniste, un cri de confiance dans l'homme qui « durera » et « vaincra », alors qu'il était anéanti dans ses œuvres d'avant guerre.

Ses derniers livres illustrent ce changement qui est une véritable mutation. D'abord la technique : s'il est vrai, comme a prétendu Sartre, que chaque technique romanesque révèle la philosophie du romancier, le changement est saisissant. A la place du récit torturé de Faulkner nous trouvons d'habitude une construction linéaire qui ne fait plus crier d'horreur les éternels conservateurs littéraires. Les femmes, ces suppôts du diable aux yeux de Faulkner le puritain, sont devenues des personnages civilisés et l'une d'elles — il est vrai qu'elle est vieille et n'expose donc plus les hommes à la tentation de la chair — sauve même, dans *L'Intrus*, l'honneur des blancs, qui persécutent sauvagement un noir innocent. Ce roman se termine également par un *happy end*, conclusion inimaginable quand on voit en Faulkner uniquement l'auteur de *Lumière d'Août* ou de *Pylône*. On mesurera le chemin parcouru en pensant que Malraux a pu écrire dans sa préface à *Sanctuaire* que chez Faulkner « l'homme n'existe qu'écrasé ».

Chaque nouveau roman confirme cette évolution. *A Fable* où Faulkner a fait revivre le Christ au milieu de la guerre de 1914, est un message d'amour. *The Town*, son dernier livre, paru il y a quelques mois, est consacré à la famille des Snopes, ces mercantis qui, venant du Nord, ont envahi le Sud pour détruire sa civilisation patriarcale afin de la remplacer par celle de la technique qui reste toujours un objet d'horreur pour ce vieux féodal qu'est Faulkner. Cette fois-ci encore l'issue — la victoire du monde moderne sur l'ordre ancien — n'est plus tragique, mais seulement détestable.

La General Motors

Comment expliquer cette transformation du plus grand romancier vivant ? Dans ce domaine nous sommes évidemment réduits aux hypothèses, car Faulkner continue son œuvre avec une nouvelle sérénité, sans s'apercevoir apparemment qu'il a tourné le dos à son passé. Mais peut-être est-ce justement l'abandon du passé, du récit inlassable de la grandeur et de la chute du Sud, et son intérêt récent pour le présent qui a provoqué cette intrusion de préoccupations morales dans l'œuvre faulknérienne. Le passé clos, il suffisait de le raconter, le présent, encore en devenir, se juge.

Faulkner n'est d'ailleurs pas le seul parmi les grands écrivains américains contemporains qui ait découvert l'importance de la morale. Hemingway dans *Le Vieil Homme et la Mer* ainsi que dans *Across the River and into the Trees* qui, pour des raisons mystérieuses, reste encore inconnu du public français, a également remplacé la religion de la force par des conceptions de la morale classique. Est-ce la nouvelle situation politique des Etats-Unis, leur rôle prédominant dans les affaires internationales qui pousse leurs romanciers à une révision de leur conception du monde ? Dans le cas de Faulkner l'hypothèse ne manque pas de vraisemblance.

La violence de ses premiers romans où la force fut magnifiée, sinon approuvée, a dû paraître insuffisante à Faulkner devenu personnage officiel depuis la guerre. L'écrivain « régionaliste » s'est mué en romancier universel et contrairement à M. Wilson, ancien président de la General Motors devenu ministre de la Défense nationale américaine, qui prétendait que ce qui est bon pour la General Motors était automatiquement bon pour les Etats-Unis, Faulkner doit croire que ce qui était recommandable dans le *passé* pour le Sud, ne vaut plus dans le *présent* pour la première puissance du monde.

L'envahissement du roman par des préoccupations d'ordre politique, fussent-elles transposées sur le plan moral, n'a pas été toujours bénéfique à l'art. Espérons que Faulkner saura échapper au danger qui le menace.

F. E.

→

En province, les professions libérales forment le fonds des acheteurs. Mais le grand public aussi est assidu. Comment expliquer, sinon, les 900 exemplaires vendus l'an dernier à Manosque, les 600 à Cognac ? Beaucoup de provinciaux sont presque abonnés à la collection : ils demandent à leur libraire de leur réserver chaque mois les cinq volumes qui paraissent, ce qui ne représente, il est vrai, qu'une dépense de 780 francs.

Que demande-t-on à la collection ?

Les étudiants y cherchent des synthèses claires, pratiques à la veille des examens. Parfois, des monographies qui n'existent pas sous une autre forme. D'une manière générale, les « *Que sais-je* » sont très utilisés au niveau de la licence : beaucoup d'étudiants en lettres prétendent que les cinq petits volumes de « Littérature française » de V.-L. Saulnier (n° 145, 85, 95, 128, 156) sont bien plus « avantageux », en tous sens, que les gros manuels d'Histoire de la Littérature.

Des agrégatifs de philosophie tiennent pour « essentiels » : « La phénoménologie » de J.-F. Lyotard (n° 625). Tous les étudiants insistent sur le « sérieux » de la collection, et il est rare qu'un auteur de thèse ne cite pas, dans la bibliographie qu'il joint à son travail, tous les « *Que sais-je ?* » parus sur le sujet qu'il traite.

C'est d'ailleurs ce succès auprès du public d'étudiants qui explique que le record des ventes de la collection est battu par « L'Existentialisme » de P. Foulquié (n° 253), dont on a vendu à ce jour 80.000 exemplaires, « Le Marxisme » de H. Lefebvre (n° 300) venant en seconde position, avec près de 50.000.

Israël et les alliages légers

Le choix du grand public est extrêmement divers. On comprend que chacun des dix-neuf volumes consacrés à l'histoire des provinces françaises trouve la plupart de ses lecteurs dans la province dont il traite. On comprend aussi que certains ouvrages très spécialisés comme « L'aluminium et les alliages légers » (n° 543) ou « Le papier et les dérivés de la cellulose » (n° 84) intéressent surtout les spécialistes.

Mais on constate un intérêt général pour les techniques modernes issues de la psychologie : « La Caractérologie » de G. Palmade (n° 380), « La Psychologie de l'enfant » de P. Cesari (n° 369), « La Graphologie » de H. Hertz (n° 256) se vendent partout très bien.

L'actualité explique aussi certaines pointes : « Le Canal de Suez » de H. Poydenot (n° 681) s'est récemment très bien vendu, comme « La Question arabe » de P. Keller (n° 303) ou « L'Etat d'Israël » de A. Chouraqui (n° 673).

En touchant ainsi le grand public, la collection a atteint son but. Créée en 1941 par M. Angoulvent, directeur littéraire des Presses Universitaires, elle a voulu être l'instrument de culture des classes populaires.

Une telle encyclopédie moderne se heurtait à des exigences techniques de place et de prix. Ces exigences, heureusement, s'accordaient. Le prix modeste ne pouvait résulter que d'un petit format, lui-même indispensable, les gros volumes des anciennes encyclopédies ne pouvant pas « tenir » dans les petits logements sans salons-bibliothèques. D'où les 128 pages standard, qui permettent aussi de réduire le prix de revient en imprimant *tout* le livre en deux grandes feuilles de 64 pages chacune, recto-verso. D'où un papier de qualité un peu supérieure à celle du papier journal.

Une écurie

Cette tentative originale de dispenser une culture réelle sous la forme la plus claire a réussi. C'est grâce à l'écurie des Presses Universitaire, professeurs, spécialistes, auteurs de thèses, etc. qui acceptent volontiers de mettre à la portée du grand public leurs gros ouvrages pour initiés.

Mais l'essentiel de l'effort a porté sur le texte. Il s'agissait de rester à mi-chemin de l'encyclopédie et de la vulgarisation. De l'encyclopédie, la collection garde l'universalité des sujets traités. Tout l'éventail des connaissances humaines y figure.

Devant les 750 titres qui composent la collection on se demande comment elle peut encore en imaginer cinq nouveaux chaque mois.

La formule pourtant n'est pas exactement encyclopédique. Au lieu de présenter des bilans exhaustifs, chaque volume tente plutôt de présenter l'état des questions, de donner des lignes directrices et de permettre d'assimiler les bases qui donnent au lecteur, si le cœur lui en dit, la possibilité d'entrer plus à fond dans l'étude d'un problème. Chaque titre est ainsi comme une introduction à la lecture éventuelle d'ouvrages plus spécialisés.

Il n'est pas, en ce sens, ouvrage de *vulgarisation*. Il y a des «*Que sais-je?*» difficiles, et même les plus faciles essaient de faire comprendre le *vrai* langage de la science au lieu de le transposer, en le trahissant, dans le langage de tous les jours. Le succès de « *Que sais-je ?* » est celui d'une excellente école du soir, à la portée de toutes les bourses.

De la philosophie au sport

Sur les 750 volumes qui figurent actuellement au catalogue (ils sortent au rythme moyen de 5 par mois), 15 traitent de philosophie, 7 de sociologie, 28 de psychologie, 10 de pédagogie, 28 de religions, 41 de littérature, 56 de beaux-arts, 120 d'histoire, 26 de géographie, 21 de sciences politiques, 43 de sciences économiques, 20 des questions sociales.

Dans la série des sciences pures, l'histoire des sciences a 10 volumes, l'astronomie 5, les mathématiques 19, la physique 36, la chimie 12, la géologie 19, la biologie 21, la paléontologie 5, la zoologie 14, la botanique 10, la médecine 43, les sciences appliquées 93. Les sports eux-mêmes sont au programme, avec 11 volumes, du « Vol à voile » (n° 547) à « La chasse en montagne, au marais et en mer » (n° 321).

POUR LA PREMIÈRE FOIS
un moine tibétain
nous introduit au cœur de son pays
LOBSANG RAMPA
LE TROISIÈME ŒIL
un livre unique, INCOMPARABLE
Sélectionné par le CLUB des ÉDITEURS
10 TRADUCTIONS
et partout un immédiat et grand succès!
ÉDITIONS ALBIN MICHEL

PRIX

Comment changent les étiquettes

« Si certains journaux s'obstinent à louer l'initiative de tel grand magasin qui affiche « Stop à la hausse », *le Bureau parisien du syndicat C.G.T. des employés de commerce a publié des précisions chiffrées. La liste rendue publique par ce syndicat concerne trente-huit articles vendus dans les magasins* « Prix-uniques » *de la région parisienne, filiales des grands magasins. Les prix de ces articles ont subi, comme on peut le constater, une augmentation de 10 à 20 %. Les mêmes* « Prix-uniques » *et les grands magasins pourront toujours changer les étiquettes et parler de baisse, de « sacrifices consentis »... »*
Cet article de « L'Humanité » était suivi de la liste de prix ci-dessous :

	Ancien prix	nouveau prix	augment.
ALIMENTATION			
Raisins, les 600 gr.	175	190	+ 15
Tomates, les 800 gr.	120	125	+ 5
Bifteck, le kg	810	880	+ 70
Rôti, le kg	810	950	+140
Porc, le kg.	640	680	+ 40
Jambon, le kg	950	990	+ 40
Camembert	87	102	+ 15
Port-Salut	280	330	+ 50
Beurre charentais.	174	185	+ 11
Beurre laitier	156	162	+ 6
Beurre pasteurisé Beurre (1/2 livre).	168	180	+ 12
ARTICLES DE MENAGE			
Lessiveuse	1.100	1.250	+150
Seau	450	475	+ 25
Cocotte	900	950	+ 50
Faitout	600	700	+100
Couverts	80	90	+ 10
Clous	30	35	+ 5
Cartes pitons	15	20	+ 5
ENTRETIEN			
Torchon	250	285	+ 35
Serpillière	60	65	+ 5
LINGE - VETEMENTS			
Chaussettes	275	300	+ 25
Pyjama	1.600	1.750	+150
Chemise homme..	1.000	1.100	+100
Chemise travail ..	850	900	+ 50
Pull	1.250	1.600	+350
—	1.500	1.750	+250
Culotte courte ..	900	1.000	+100
Culotte longue ..	1.100	1.250	+150
Ceinture	100	150	+ 50
JOUETS			
Ours	450	500	+ 50
—	350	400	+ 50
Sujet caoutchouc.	200	225	+ 25
Poupée bourrée ..	275	300	+ 25
Ballon	95	100	+ 5
ARTICLES DE PARFUMERIE			
Eau de Cologne...	575	600	+ 25
— — ..	160	175	+ 15
Poudre de riz	150	160	+ 10
Rasoir	500	600	+100

Tous ces chiffres sont exacts. Le directeur d'une chaine de magasins à succursales multiples, à qui nous les avons montrés, a reconnu qu'ils avaient été relevés dans ses établissements.

Voici, à travers l'exemple des magasins à succursales multiples, le mécanisme de la hausse constatée actuellement.

Alimentation

Les prix relevés par la C.G.T. dans ce secteur sont tous relatifs à des produits frais dont l'approvisionnement est lié aux cours des Halles. Ils subissent par conséquent inévitablement les hausses des mercuriales.

En revanche, les produits alimentaires semi-manufacturés et non périssables qui peuvent être commandés par grosses quantités et stockés (pâtes, confitures, sucre, café, conserves, etc.) sont au même prix que l'hiver dernier, les commandes ayant été effectuées il y a au moins six mois. Ils resteront stables jusqu'au début de l'année prochaine. Mais à cette époque les stocks devront être renouvelés.

Articles de ménage

Les hausses dans ce domaine répercutent au stade du détail l'augmentation des cours de l'acier et de l'étain sur le marché international. Elles sont intervenues d'ailleurs en mai.

Le cas de la lessiveuse est intéressant : il correspond à une politique commerciale des grands magasins. Pour pouvoir garder la boite à ordures à son ancien prix, alors qu'elle aurait dû augmenter dans les mêmes proportions que les autres articles ménagers en métal, il a été décidé d'augmenter plus fortement le prix de la lessiveuse, qui est un objet moins courant.

D'autre part, le prix aurait dû être de 1.234 francs environ, mais les magasins à succursales multiples pratiquent toujours le système des prix « arrondis ».

Entretien, linge, vêtements

Il y a effectivement cette année une hausse intrinsèque de 4 % sur les textiles. Dans cette chaine de magasins, la hausse va jusqu'à 7 %, parce qu'elle s'accompagne d'une amélioration de la qualité. Le pyjama d'homme, par exemple, est en tissu plus lourd, les ceintures sont passées de 100 à 150 francs, par ordre du directeur lui-même qui a trouvé le modèle à 100 francs parfaitement hideux.

Jouets et articles de parfumerie

Les jouets et la parfumerie font partie des 400 articles (sur 2.200 références au total) qui sont soumis à la taxe de luxe de 5 %.

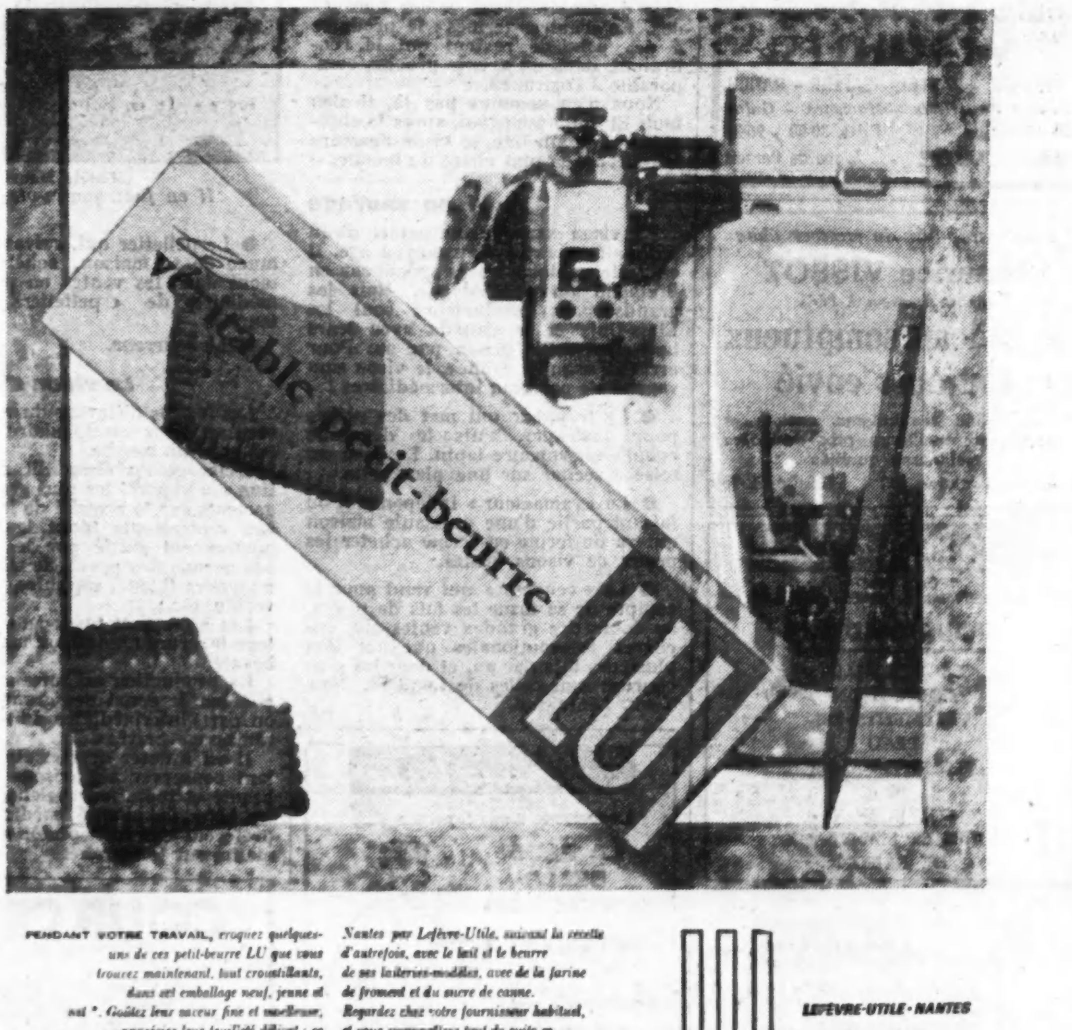
● IRONIE DE LA FISCALITÉ : un quart des produits vendus dans ces magasins populaires sont considérés comme objets de luxe !

La Collection la plus riche de Paris
MERCEY
Spécialiste
PEAU et CUIR
habille l'homme et la femme
en "prêt à porter" ou "sur mesures"
50, Av. Victor-Hugo

PALU SPORTS
équipement de
chasse
11, RUE de MIROMESNIL (ELYSEE)
PARIS 8e TEL. ANJOU 25-97
CATALOGUE SUR DEMANDE

VACANCES FINIES : SILHOUETTE A REFAIRE ?
Gymnastique chez Doris HALPHEN !
Sa méthode n'ennuie pas : elle amuse.
Sa méthode ne fatigue pas : elle relaxe.
Et elle vous donne la silhouette 1958 !
Réouverture le lundi 7 octobre, 16, rue Saint-Simon. Renseignements : LIT. 70-58.

habillé de neuf...
AUSSI CROUSTILLANT QU'A LA SORTIE DU FOUR



PENDANT VOTRE TRAVAIL, croquez quelques-uns de ces petit-beurre LU que vous trouvez maintenant, tout croustillants, dans cet emballage neuf, jaune et noir *. Goûtez leur saveur fine et moelleuse, appréciez leur feuilleté délicat : ce sont toujours les véritables petit-beurre, uniquement au beurre. Ils sont préparés à Nantes par Lefèvre-Utile, suivant la recette d'autrefois, avec le lait et le beurre de ses laiteries-modèles, avec de la farine de froment et du sucre de canne.
Regardez chez votre fournisseur habituel, et vous reconnaîtrez tout de suite ce paquet blanc et rouge : c'est celui que vous cherchez, c'est celui du véritable petit-beurre LU.

LU
LEFÈVRE-UTILE - NANTES

Cette semaine Madame Express a :

● **ESSAYE** : un nouveau liquide démaquillant lancé par Revlon, qui mousse comme un savon, le « Clean and Clear ». Dommage que le conditionnement, en flacon de verre de forme étranglée, n'incite pas à faire l'essai de ce produit qui, littéralement, « récure ». La sensation est agréable, surtout pour celles qui préfèrent, par goût, une brosse et du savon au coton et aux produits onctueux.

● **DECOUVERT** : chez un marchand de couleurs, au coin de la rue de Miromesnil et de la rue de la Bienfaisance, un couteau suisse génial. Un régleur à vis permet de couper des tranches de l'épaisseur désirée sans être charcutière professionnelle. Renseignements pris, il paraît que ce n'est pas nouveau, mais cela ne lui enlève rien de son utilité (1.900 fr.).

● **VISITE** : au Bazar de l'Hôtel de Ville, l'exposition « Mon Logis lavable ». Entièrement équipé en surfaces polies, on peut s'amuser à faire des taches d'encre sur les murs et les fauteuils, puis à réparer les dégâts d'un coup d'éponge.

Parmi les nouveautés : le Miravil. Revêtement à base de chlorure de vinyle appliqué sur armature textile, destiné à habiller les plans fonctionnels (cuisine et salle d'eau) lorsque le plastic stratifié est considéré comme trop onéreux. Le Miravil se colle ou se cloue (1.500 fr. le mètre, en 0,90 m. de large).

● **CONVOITE** : au bazar Dessès, avenue Matignon, les petits chapeaux « prêts à porter » dessinés par Claude Saint-Cyr. En velours, en jersey de soie ou de laine, en tricot, ils sont amusants... et chers. De 5.000 à 10.000 francs. En apprenant le prix, on se dit : « Je serais capable d'en faire autant. » Illusion. Il y a quelque chose d'astucieux dans la coupe qui fait leur chic.

● **RATE** : le déjeuner d'hier, après avoir acheté, pour la première fois du maïs au marché. Il fallait savoir avant — et non après — que ce légume exige vingt minutes de cuisson à l'eau bouillante, et non pas cinq.

FOURRURE

D'un coup de fusil à l'autre

En octobre, les hommes chassent le lièvre et les femmes la fourrure.

Malheureusement, si un lièvre fait un repas, un vison fait la moitié d'un col. Et ce n'est pas le moindre défaut de cet animal. Il mord. Il a mauvaise réputation. On ne peut pas le laisser au vestiaire. Il est trop chaud pour les hivers français.

Enfin, c'est là ce dont il est sain de se persuader puisque, détail supplémentaire, il coûte entre 25 et 50.000 fr. les 40 cm sur 15 de large. C'est la taille moyenne d'un vison adulte. Et il faut que 80 d'entre eux se réunissent pour composer un manteau.

Il a d'ailleurs des excuses : de santé délicate, il lui faut des soins attentifs pour atteindre l'âge adulte. Prince de sang des animaux à poil, il donne naissance à des bâtards lorsqu'il se mésallie, mais peut également fonder les grandes familles de vison de mutation.

Il y a, entre les Etats-Unis et le Canada, de quoi faire dix mille manteaux de vison sauvage par an. De quoi envisonner une Américaine sur 7.000.

Les spécialistes affirment pourtant qu'ils vont lui apprendre à vivre autour de tous les cous et sur tous les dos. En d'autres termes : le produire à des prix de revient qui le rendraient, dans un avenir proche, comparable à l'astrakan.

Nous n'en sommes pas là, il s'en faut. Et voilà pourquoi, après le chinchilla et la zibeline, le vison demeure la fourrure la plus chère du monde.

Le vison sauvage

Le vison sauvage ou putois d'eau pullulait en France au moyen âge. Il en reste quelques rares spécimens en Bretagne ou en Sologne. Mais les grands pays producteurs sont les Etats-Unis et le Canada avec leurs huit cent mille peaux par an. Pour arriver jusqu'en France, le vison sauvage passe par cinq intermédiaires :

● Le trappeur qui met des pièges pour l'attraper. Puis le dépouille comme un vulgaire lapin. La peau est mise à sécher sur une planchette.

● Le « ramasseur » indépendant ou faisant partie d'une puissante maison qui va de ferme en ferme acheter les peaux de visons brutes.

● Le « vendeur » qui vend pour le compte de sa firme les lots de peaux, au cours des grandes ventes aux enchères internationales qui ont lieu plusieurs fois par an, et dont les plus courues sont celles de Londres, New York, Léningrad.

(Modèle Maurice Kotler.)
Il en faut quatre-vingt...

● Le pelletier qui, suivant l'importance de sa maison, achète directement dans les ventes ou par l'intermédiaire de « pelletiers importateurs ».

● Le fourreur.

Le vison d'élevage

Les fermes d'élevage du vison prennent un essor spectaculaire dans tous les pays du monde.

L'élevage du vison dit de « mutation » a apporté les plus grands changements sur le marché de la fourrure. Les croisements (dont le secret est jalousement gardé par les éleveurs) ont permis des peaux de teintes rares nouvelles (blanc, sapphire, pastel, silverblu, etc.).

Les bêtes sont tuées au moment où leur fourrure atteint son maximum de beauté.

La production est mise sur le marché par le canal des grandes ventes, ou par l'intermédiaire de maisons de ramassage privées.

Il est à noter que les éleveurs voulant conserver aux visons toute leur beauté et toute leur valeur, sacrifient les bêtes de qualité médiocre qu'ils préfèrent enterrer plutôt que de les mettre sur le marché.

La France possède plusieurs élevages de visons. Celui de Mittainville, près de Rambouillet, est un modèle du genre, et n'a rien à envier aux élevages canadiens ou américains les plus modernes.

De la peau brute au manteau

Qu'il s'agisse de visons ou de chats de gouttière, avant d'être travaillées, les peaux brutes passent par l'industrie de l'apprêt, de la teinture et du lustre.

Depuis le plus lointain passé, Russes, Sibériens et Chinois connaissaient d'habiles méthodes d'embellissement de la fourrure. Aujourd'hui, le blanchiment, la décoloration, la teinture, le brillantage ont fait des progrès considérables qui ont permis l'utilisation de toutes espèces de pelleteries.

En sortant des usines ou ateliers, les pelleteries sont distribuées d'après la filière suivante :

● Pelletiers classeurs ;

● Pelletiers de demi-gros ;

● Fabricants de prêt-à-porter (confectionneurs) ;

● Détaillants (qui vont du fourreur créateur aux grands magasins, en passant par toutes les boutiques et les affaires en appartement). Il y a en France environ 200 maisons de prêt-à-porter fourrure et 6.000 détaillants ;

● Les ouvriers fourreurs français, spécialistes du travail dit « en allonge », sont les maîtres incontestés du beau travail de la fourrure.

Formés à l'école professionnelle créée en 1922 par l'Union syndicale des Fourreurs et Pelletiers, ils en sortent au bout de quatre années d'études et passent le C.A.P. avant de parfaire leur technique dans les maisons qui les emploient.

Malheureusement, le métier tend à disparaître. Avant 1939, le recrutement annuel à l'école était de 30 à 40 élèves. Il n'est plus que d'une dizaine actuellement.

Dans le domaine de la fourrure comme dans beaucoup d'autres, la grande série « prêt-à-porter » prend de plus en plus le pas sur le travail artisanal, moins rentable certes, qui est une « œuvre de choix qui veut beaucoup d'amour ».

Et voilà pourquoi la fourrure reste un luxe, l'un des plus convoités par les femmes pour d'excellentes raisons. La fourrure est chaude, la fourrure est solide, la fourrure rend jolie.

Si vous pouvez envisager l'achat d'un manteau

Voici, du plus cher au moins cher, ce qui se porte cette année (en manteau et en veste) :

● L'ocelot (à ne pas confondre avec la panthère). Il atteint le prix du vison).

● La loutre de mer (noire à reflets mordorés).

● La loutre du Brésil (fine et souple comme du velours marron).

● L'astrakan marron et l'astrakan anthracite.

● La loutre d'Hudson (noire).

● L'astrakan noir.

● L'agneau des Indes (dans toute la gamme des beiges et des bruns).

● Le mouton (blanc, beige et blanc-gris).

EMPIRE-FOURRURES
8, avenue de Wagram (PL. DE L'ETOILE)
CAR. 22-82
Actuellement
VISONS
CASTORS
ASTRAKANS
RATS d'AMÉRIQUE
à des prix sans concurrence
pour la qualité proposée

VISONS A FOISON !
JULES SACK
FOURREUR
22, RUE ROYALE
OPE. 29-77

Guttmann
FOURRURES
PRÉSENTATION DE LA COLLECTION
CHAQUE JOUR A 15 h.
27, RUE MARBEUF - BAL 20-75

Louez vos étoles
VISON !!
SAUVAGE - PASTEL - SAPHIR - RANCH
Toutes Fourrures - Mariages - Galas
Sans caution PRO. 30-00 - 96-31
Ets LAUDE - 1, rue de Paradis

Vous serez sûr de trouver chez
Maurice VISSOT
Maître Fourreur à Paris
le cadeau somptueux
toujours envié
Grand choix d'astrakans, castors et visons aux meilleurs prix dans les meilleures qualités
15, rue Fontaine (9e) TRInité 28-76

Carole Paris
SPORT-COUTURE
78 AV. DES CHAMPS-ÉLYSÉES Arcades du Lido
POUR MADAME
LA NOUVELLE COLLECTION VETEMENTS DE PEAU EST RAVISSANTE
●
COLLECTION ROBES ET MANTEAUX DE SAISON

VELOURDIN POILUX
tissus idéals
POUR VÊTEMENTS ET AMEUBLEMENT
TISSUS NOUVO
29, RUE DU SENTIER, PARIS
VENTE AU DÉTAIL - GRANDS MAGASINS ET TOUTES BONNES MAISONS

Dominique Verdet
SPORT-COUTURE
3, FAUBOURG SAINT-HONORÉ

LA PLUS BELLE COLLECTION
VETEMENTS DE PEAU
MANTEAUX
VESTES
BLOUSONS
JUPES

COURCELLES-FOURRURES
(VAKSER Père et Fils depuis 1935)
Grâce à leurs stocks, choix important de très beaux manteaux d'astrakan pleines peaux sur mesures et prêts à porter à partir de 165.000 francs
(VISONS - CASTORS - RATS D'AMERIQUE)
104, boulevard de Courcelles (17e) WAG. 37-71

(Dambier.)

... et puis il mord.

Il faut savoir que

● On peut éternellement transformer un manteau d'astrakan. On peut même commencer par acheter une veste et la rallonger ensuite.

● On peut mettre vingt ans à user de la loutre de mer et finir son manteau en col.

● On peut difficilement toucher à un manteau d'ocelot.

● Il ne faut pas demander à un agneau des Indes d'avoir une résistance de cheval.

● Un fourrage en chat de Chine ou en kalgan (très) léger et très chaud dans un manteau de lainage, c'est bien agréable aussi, et raffiné. (En chat ocelot ou en kalgan : 19.900 francs, au Printemps.)

Si vous réduisez vos désirs à un col

A la mode cette année :

● Le vison (dix fois plus cher lorsqu'il est sauvage, mais souvent moins seyant au visage).

● L'hermine (prix analogues à ceux du vison. Et traitement des peaux très amélioré. L'hermine jaunit maintenant beaucoup moins vite).

● Le castor.
● Le lynx.
● Le loup.
● Le renard roux et le renard.
● L'opossum.
● Tous les astrakans.

Les prix : en fonction de la taille du col. (Col rond en vison foncé : 22.500 francs. Col tailleur en panthère : 12.000 francs. Chez Brunswick, 62, bd de Strasbourg.)

Il faut savoir que

Une cravate, si courte soit-elle (50 cm. chez Dior), est souvent plus avantageuse qu'un col.

Moins de main-d'œuvre et usages multiples.

Une cravate d'astrakan : 20.000 fr. (Empire-Fourrures, 8, avenue de Wagram.)

Une cravate de vison : 38.000 francs. (Courcelles-Fourrures, 104, bd de Courcelles.)

Un manteau de lainage garni d'un col de fourrure doit être fini de façon à pouvoir être porté sans ce col. Prévoir en tout cas le métrage nécessaire pour le printemps... ou l'hiver prochain.

RENTRÉE

Les « anges gardiens » dans la rue

De l'avis des adultes, un enfant d'âge scolaire doit passer ses journées à l'école. Mais ce n'est pas l'avis de tous les écoliers. Chaque année, plus de 250 écoliers et collégiens entre 8 et 18 ans sont appréhendés en « état de vagabondage » dans les rues de Paris par les « assistantes » de la Préfecture de Police.

Rattaché au Service de la Protection des Mineurs, ce service de « repêchage » se compose d'une cinquantaine de jeunes femmes, spécialement entraînées sur le plan social et juridique.

Mlle R... qui le dirige désire garder l'anonymat. Les « anges gardiens » sont discrets. Car c'est bien d'anges gardiens que servent les assistantes de police aux gosses qui aiment trop la rue. Elles sont chargées d'effectuer des enquêtes à la demande du juge pour enfants à qui on a amené un nouveau jeune délinquant ; à la demande des directeurs d'école qui s'aperçoivent que tel enfant fait systématiquement l'école buissonnière et même parfois à la demande des parents. Récemment, une mère a alerté le service : sa fillette de 11 ans se plaignait d'être suivie quand elle se rendait à l'école par un individu louche.

Des appareils à sous au « Super-Constellation »

Dans les grandes villes, et surtout à Paris, il y a beaucoup de tentations sur le chemin des écoliers. En neuf mois, 145 mineurs de tous les quartiers et de tous les milieux ont été « récupérés » dans 71 débits de boissons. Il s'agissait pour la plupart de collégiens de 14 à 16 ans attirés par les appareils à sous. 34 filles et garçons passaient leurs après-midi au cinéma, le plus souvent pour voir des films interdits aux moins de 16 ans. 43 autres fréquentaient plus les stands de tir et les auto-scooters que l'école, bien qu'un décret en interdise l'accès aux moins de 15 ans non accompagnés.

→

Marcel Georges
FOURRURES
PARIS
13, RUE DE LA PAIX (2e)
TELEPHONE OPERA 82-26
VICHY
28, RUE DU PRESIDENT-WILSON
(HOTEL CARLTON) TEL. 54-96

Quilichini
CHAUSSURES
Exclusivités depuis [illegible] francs
Escarpins faits main depuis [illegible] francs
Sac assorti
[illegible], RUE LA BOETIE (St-Philippe-du-Roule)

Skin Dew
Emulsion fluide très pénétrante pour l'humidification profonde et durable de la peau.
Skin Dew protège l'épiderme et exalte l'éclat de votre maquillage.
Non gras, vite absorbé, Skin Dew est idéal pour les femmes qui évitent les crèmes de nuit.
un " long drink " de beauté...
Helena Rubinstein
* Prenez un rendez-vous pour une heure de beauté (nettoyage, massage, maquillage dans le " Skin Dew look " à 1.500 fr.). Salons Helena Rubinstein, 52, Faubourg St-Honoré. ANJ. 88-46.

Et puis il y a les idées fixes. Vers 8 ou 9 ans, on a la passion des trains. On trouve toujours des écoliers en rupture de classe dans les gares, les assistantes de police le savent. Plus tard, ce sont les avions et on a déjà dépisté plusieurs 13 ans qui préféraient Orly à leur pupitre.

Quels moyens ont les parents de savoir si leur enfant va bien à l'école? Les ruses sont innombrables. Et il y a les parents négligents. Il y a aussi des écoles où l'on fait venir les enfants pour une seule heure de cours et où, parce qu'un professeur est absent, on renvoie purement et simplement les élèves chez eux. Ces élèves en profitent.

C'est alors que les assistantes de police interviennent. Réparties en équipes de deux, elles patrouillent chaque jour dans le quartier qui leur est affecté. Elles disposent d'une voiture et d'une plaque de police dont elles se servent le moins possible. Il ne s'agit pas d'arrêter les enfants, mais de gagner leur confiance.

La loi prévoit que les petits vagabonds doivent être reconduits à l'école. Mais le Préfet de Police a institué un usage : prendre contact avec les parents qui sont généralement satisfaits d'être prévenus.

Cette action a déjà permis de dépister des cas de troubles du caractère, de réparer de petits drames comme la mésentente avec un camarade qui fait fuir l'école et peut-être de prévenir ainsi des drames plus graves.

PAS CHER !

LES jours baissent, c'est l'époque de l'année où l'on s'aperçoit que l'on vit, que l'on lit avec un mauvais éclairage. Pour celles qui cherchent une source de lumière supplémentaire et esthétique, Madame Express a déniché cette semaine :

● Une applique en acajou et cuivre, parfaitement élégante de ligne et convenant à la vogue actuelle du style anglais. A 3.500 francs, elle n'est vraiment « pas cher ». Chez un antiquaire de la rue Jacob, elle vaudrait 8.000 ou 10.000 francs. (Galeries Lafayette.)

● Une petite lampe blanche, genre albâtre, abat-jour rouge ou jaune. Sobre, elle convient aussi bien au moderne qu'à l'ancien. A 1.500 francs, elle n'est pas grande, d'accord, mais elle n'est pas chère. (Nohalé, 88 bis, rue Saint-Dominique.)

RECETTE

Lapin de garenne à la crème

— *Un beau lapin.*
— *300 gr. de lard.*
— *10 petits oignons.*
— *300 gr. de crème fraîche.*
— *4 cuillers à soupe de cognac.*
— *Un demi-verre de jus de viande.*
— *Un beau bouquet garni (thym, une feuille de laurier, sauge, romarin).*
— *30 gr. de beurre.*

● Vider le lapin, le piquer de gros lardons ● Garnir une terrine avec des bardes de lard, du thym, une feuille de laurier, un peu de sauge et de romarin ● Faire revenir les dix petits oignons dans du beurre ● Placer le lapin dans la terrine sur le lit de lard, ajouter les oignons, poivrer ● Arroser de jus de viande et de cognac ● Cuire à four moyen pendant 30 minutes ● Ajouter alors la crème, couvrir d'un papier huilé et remettre à feu doux pendant 2 heures et demie ● Rectifier l'assaisonnement s'il y a lieu et servir dans la terrine de cuisson.

A défaut de lapin de garenne, ce plat peut être fait avec un lapin de choux. Dans ce cas, il y a lieu de forcer un peu en oignons et en assaisonnement, la chair en étant plus fade.

Le service «Express» est à votre disposition

AU moment de la rentrée, de nombreux problèmes se posent, qu'il n'est pas facile de résoudre seule.

Madame Express et son équipe sont à votre disposition :

Pour votre appartement

Si vous cherchez des conseils pour aménager votre appartement ou pour le transformer, si vous avez un problème de place ou d'organisation à résoudre, deux décoratrices professionnelles ont accepté de se mettre à votre service. A votre demande, l'une d'elles se rendra chez vous, et vous donnera une consultation aussi longue et aussi détaillée qu'il sera nécessaire.

Le prix de cette consultation : 6.000 francs (pour nos lecteurs abonnés : 3.000 francs).

Pour vos enfants

● Vous ignorez l'adresse d'un établissement scolaire ou d'une école professionnelle.
● Vous avez besoin d'un conseil sur les carrières qui s'ouvrent à vos enfants.
● Vous désirez vous-même apprendre un métier et désirez connaître les débouchés dans la branche qui vous tente.

Une spécialiste des questions d'orientation fait maintenant partie de l'équipe de Madame Express et vous fournira ces renseignements (par écrit) sur simple demande de votre part.

Pour vos achats

● Vous hésitez dans le choix d'un appareil ménager.
● Vous cherchez une adresse.
● Vous désirez un conseil pour organiser votre garde-robes d'hiver...

...ECRIVEZ AU SERVICE EXPRESS

Ce Service Express n'a aucun caractère commercial et n'a d'autre but que de vous faciliter la vie. Sauf demande formellement exprimée, nous ne saurions donc procéder pour vous à des achats, mais seulement vous indiquer où se trouve ce que vous cherchez.

Pour obtenir une consultation ou un renseignement, il vous suffit d'écrire au Service Express, 91, Champs-Elysées, Paris-VIII[e].

Pour obtenir une réponse plus rapide et plus précise, Madame Express recommande à ses lecteurs et lectrices de poser leurs questions par écrit et non par téléphone.

Ça, c'est d'ta faute, maman !..

Mais oui, Madame, il n'en serait pas là si, **depuis son sevrage**, vous lui aviez fait boire, à chaque repas, **l'eau minérale de la Source BADOIT.**

BADOIT lui aurait forgé **une véritable cuirasse contre la carie dentaire**, car elle contient la dose idéale de Fluor pour faire aux tout petits, et pour toute leur vie, **des dents solides et saines.**

Notez bien, Madame, les "Trois règles d'Or" de la parfaite dentition :

- BADOIT à chaque repas...
- une bonne hygiène alimentaire...
- tous les 6 mois une visite de contrôle par votre dentiste...

...et vous ferez de vos enfants des adultes aux dents bien protégées contre la carie.

Si votre fournisseur manque de BADOIT, écrivez à la Source BADOIT à St-Galmier (Loire), qui vous dira où en trouver.

BADOIT

BADOIT chaque jour...
bonnes dents toujours !

GRATUIT
Contre simple envoi de ce bon à la Source BADOIT, St-Galmier (Loire), vous recevrez une attrayante brochure en couleurs sur le bon entretien des dents de vos enfants.

NOM ______
ADRESSE ______

COURRIER

« L'EXPRESS »

91, Champs-Elysées, Paris (8e)
Téléphone : ELYsées 88-61

DIRECTION :
Françoise GIROUD
J.-J. SERVAN-SCHREIBER

REDACT. EN CHEF ET AFF. POLITIQUES : Pierre VIANSSON-PONTE
Jean DANIEL
INFORMATIONS : Sylvain ZEGEL
PARIS EN PARLE : Jean-Pierre VIVET
LETTRES : François ERVAL
PAGES AU FEMININ : Christiane COBLENCE
SECR. DE REDACTION : Robert NAMIA

REDACTION :
Michel BOSQUET, K.-S. KAROL, J.-F. CHABRUN, Djenane CHAPPAT, Madeleine CHAPSAL, André DIEBOLD, André GOBERT, Léone GEORGES-PICOT, Claude KRIEF, Serge LAFAURIE, Thomas LENOIR, Maurice LEROUX, Michèle MANCEAUX, Liliane MARQUAND, Evelyne REYRE, Anne-Marie de VILAINE.

COLLABORATEURS :
Robert BARRAT, J.-L. BORY, Michel DESBRUERE, Jean DUVIGNAUD, Antoine GOLEA, Alfred GROSSER, Dorel HANDMAN, Danièle HEYMANN, Robert KANTERS, René LEIBOWITZ, Georges LESER, Clara MALRAUX, Maurice SAILLET, Raymond THEVENIN, Gabriel VENAISSIN.

DIRECTEUR DE LA REDACTION :
Philippe GRUMBACH

(Suite de la page 2)

Repenser la gauche

On peut caractériser la gauche française en 1957 par quatre termes : inversion de valeurs, immobilisme, manque de courage et d'imagination, toutes épithètes que l'on a l'habitude de « coller » à la droite.

1. Inversion des valeurs. Le démocrate avait pris l'habitude sous la IIIe République de voter à gauche et de se méfier des militaires et des curés. Il est un peu perdu aujourd'hui lorsqu'il voit des légionnaires donner des leçons d'humanisme à des ministres socialistes et des militants catholiques risquer leur vie pour cacher des rebelles (...).

Divisé en lui-même, l'homme de gauche, s'il pense encore juste, agit contre ses idées par fidélité aux mots.

2. Immobilisme. Un professeur a défini la gauche comme le *parti du mouvement*. Rien n'est plus faux à l'heure actuelle. Le dynamisme est à droite. C'est à droite que l'on agit, à travers le gouvernement ou contre lui.

Lorsque le jeu parlementaire ne suffit pas, on dépose le sultan, on détourne un avion, on tente d'assassiner un général, on envoie des tomates.

Cependant qu'à gauche on s'enferme dans le parlementarisme (vote des pouvoirs spéciaux par le P.C.), le verbalisme révolutionnaire et les pieuses motions (...).

3. Manque de courage et d'imagination. La gauche est complexée depuis dix ans (...). Mendès France, qui pouvait tout en 1954, n'a pas osé jeter les bases d'un Front populaire. Les minoritaires communistes ou socialistes trament en privé ou en public contre leur Eglise mais n'osent pas en sortir. Il leur semble à tous que le parti radical, la S.F.I.O. ou le P.C. sont des mouvements de toute éternité, que, en dehors de leurs temples, il n'est pas de salut et que tout regroupement qui n'a pas leur bénédiction est voué à l'échec. C'est faux (...).

Qu'un parti se lève, laisse la S.F.I.O. à sa course au fromage et à ses basses besognes, le P.C. à ses évocations rituelles et gratuites d'un Front populaire que sa servilité à l'égard de l'U.R.S.S. rend actuellement flottantes et découragées, mais qui reprendrait espoir si on lui dessinait les perspectives d'un mouvement véritablement démocratique et révolutionnaire.

Il est temps de renverser la vapeur, de retrouver l'humanisme, le dynamisme, le courage et l'imagination qui ont fait la valeur et le succès de la gauche française.

Il faut repenser la gauche !

MICHEL ASTORG,
Vézelise (M.-et-M.)

Tirage des I.P.R. (R. Séguin) 10, r. du Faub.-Montmartre, PARIS

Composition de TYPO-ELYSEES
91, avenue des Champs-Elysées - PARIS

Votre journal est agaçant

L'Express n'est-il pas désireux d'être à la fois à l'intérieur du système et hors de lui ? La preuve ? Pourquoi n'entame-t-il toujours pas la campagne attendue de longue haleine, indispensable au changement de régime qu'on ne peut (heureusement) éviter, en vue d'une réforme constitutionnelle dans le sens d'une république présidentielle et fédérale ? Pourquoi parle-t-il si souvent du général (comme pour se mettre à l'abri de sa carrure, de son ombre gigantesque) et pourquoi ne l'aide-t-il pas plus efficacement ? (...)

L'Express ne doit pas être seulement un « Match » plus « relevé ». Son engagement l'oblige à prendre parti avec franchise. (...)

En somme, votre journal est agaçant. Mais il a du charme.

SERGE GAULUPEAU,
Allemagne.

La guerre est donc terminée ?

Le nouveau régime fait apparaître des situations aberrantes :

— Un officier en Algérie (sous-lieutenant) peut toucher moins qu'un homme de troupe (brigadier-chef) en métropole.

— Un aspirant PDL (pendant la durée légale de 18 mois) peut être moins payé qu'un 2e classe PDL lui aussi.

— Un 2e classe logeant sous la tente et souvent en opérations va toucher autant qu'un 2e classe en caserne à Paris et moins qu'un 2e classe en Allemagne.

— Un 2e classe en Algérie peut recevoir 12 fois plus qu'un autre 2e classe en Algérie, tout simplement parce qu'il est né quelques mois plut tôt (...).

Considère-t-on, à Paris, en supprimant la prime de maintien de l'ordre et en donnant la même solde aux appelés de métropole et d'Algérie, que la guerre est terminée ? On n'aurait jamais cru ici que le simple projet de loi-cadre aurait eu des effets si rapides.

Aspirant X.

Et encore dans notre courrier...

● Mme CAEN nous « indique que « La Maladie » de Sacha Guitry est antérieure à 1928 et qu'elle a été éditée par Maurice de Brunhoff en fac-similé. On ne relève aucune date d'impression ni de visa sur la brochure. Ce journal de malade a été écrit il y a plus de trente ans certainement ».

● Mme E.L. HERBERT, de l'Université de Manchester, nous signale que « la psychanalyse en groupe est loin d'être inconnue en Europe. Pour ne citer qu'un exemple, non moins de soixante groupes de malades reçoivent ce traitement chaque semaine à la clinique Tavistock de Londres, subventionnée par le ministère de la Santé publique ».

● M. PERRET, de Paris, après avoir lu l'article de J.-F. Chabrun sur la trésorerie d'un paysan d'Auvergne, serait « curieux de connaître les ressources d'un paysan de la Beauce ou d'un maraicher de la région parisienne. Dans bien des cas, le paysan doit être stupéfait en comparant son prix de vente et celui du commerçant détaillant. L'intermédiaire s'est taillé la part du lion dans le butin national. Qui remédiera à cet état de choses ? »

● Le Comité de coordination des organisations démocratiques a envoyé aux directeurs de salles de cinéma de Clermont-Ferrand une lettre signalant que de nombreux adhérents des organisations du Puy-de-Dôme *« ont été choqués par le film de propagande sur l'Algérie projeté récemment en même temps que les actualités. Ils estiment, et nous les approuvons, que ce film est rempli de contre-vérités, et que ses auteurs semblent prendre les Français pour des imbéciles »*.

Mots croisés N° 103

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
1								
2								
3								
4					■			■
5				■				
6			■					
7					■	■		
8		■						
9								
10					■			

HORIZONTALEMENT. — 1. Dut faire, à un troupeau hétéroclite, d'involontaires adieux. — 2. C'est un peu excessif de dire qu'il respire par la bouche. — 3. Arme d'attaque ou de défense. — 4. Joue pour la première fois. Souvent désaffecté, depuis la motorisation. — 5. Négligé par le Romain altruiste. Mérite vraiment le nom de « croulant ». — 6. S'est, en somme, donné une peine insignifiante. Intouchable. — 7. Dans un enchaînement cartésien. Permet de revenir au point de départ. — 8. Mortel, lorsqu'il est juré. — 9. Son hilarité peut se généraliser parmi ses collègues. — 10. Le doute y fut à l'honneur. Ne suffit pas à provoquer un sourire jaune.

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
1	C	H	R	Y	S	A	L	E
2	R	O	I	■	U	N	I	T
3	E	N	C	O	R	D	E	E
4	P	O	T	I	E	R	■	R
5	U	R	U	S	■	E	O	N
6	S	A	S	S	A	■	P	I
7	C	I	■	E	B	A	T	S
8	U	R	O	L	O	G	I	E
9	L	E	I	■	L	E	O	N
10	E	S	S	A	I	E	N	T

Solution du No 102

VERTICALEMENT. — I. Du blanc sur fond blanc. — II. Mot d'ordre, lorsqu'il n'y a pas de quartier. Communes à Plaute et à Molière. — III. En fait plus que la dactylo. S'associe mal avec le plaisir. — IV. Son art s'exprima sur un arc. Ce que fait le psychologue, le chirurgien ou l'océanographe. — V. Derrière nous, depuis peu. Dans Angoulême ou Cognac, mais pas dans Niort. Mot d'un jeune volontaire. — VI. Pont que rien ne rattache aux chaussées. Bien concret, qui fut préféré à une entité juridique. — VII. Par mesure d'économie, les articles y sont rares. — VIII. Moins avancée pour Bourguiba que pour Lacoste. Peut qualifier un pont sur lequel rien ne passe.

LES PETITES ANNONCES DE L'EXPRESS
700 francs la ligne,
(+ taxes 8,52 %)
minimum 5 lignes (encadrées)
sont reçues 37, Champs-Elysées.

PROPRIÉTÉS

ADMIRABLE PROPRIETE, PARF. ETAT, LIBRE près **CAMBO** 14 km. de BAYONNE Vue unique montagne et rivière. Parc, terres et bois, 20 ha. 32 pièces principales, 9 salles de bains, 9 w.-c., communs 10 pièces. garage, eau, électr., chauffage, grand confort. Me RIEUF, notaire, Saint-Jean-de-Luz (B.-Pyr.).

LAGRANGE rue Pasquier PARIS
recherche propriétés tous genres pour Coloniaux

COLONIAUX
ACHETENT PARTOUT PROPRIETES, COMMERCES
EX. GUIDE, 3, P. Mairie - BEZIERS

OFFRES D'EMPLOIS (cadres)

Importante Société RADIO recherche :
INGENIEUR
pr serv. Approvisionnem. Env. C. V. à no 75.572 CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris qui transm.

Importante Société RADIO recherche :
INGENIEURS
TECHNICO-COMMERCIAUX
(Gdes Ecoles). Env. C. V. à no 75.568 CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, PARIS (1er) qui transm.

OFFRES D'EMPLOIS

Importante Société Industrielle recherche
JEUNE FEMME
22-35 ans pour ACCUEIL, parlant anglais couramment. Env. C. V. à no 75.554 CONTESSE Publ. 20, av. Opéra, PARIS, qui transmetira

Importante Société Industrielle recherche :
HOMME JEUNE
25-30 ans. Bonne culture gén., dyn., pr situation intéress. et d'avenir dans SERVICE PERSONNEL. Env. C. V. à no 75.560 CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, PARIS (1er) qui transmettra.

LE PATRIMOINE
INCENDIE-ACCIDENTS
R. D.
rech. pour banlieue industrielle de Paris, candidats dynamiques ayant sens commercial certain, pour Agence générale. Format. par stage au siège social. Age 25 à 40 ans. Ne pas se présenter. Ecrire lettre manuscrite avec photo. M. ZIMMAN, 24 à 30, rue Drouot, PARIS (9e).

DEMANDES D'EMPLOI

Monsieur 31 ans, Sc. Po, 8 ans expérience professionnelle, économie, commerce extérieur, conn. excellente anglais, italien, allem., cherche situat. avenir. Ecrire L'EXPRESS no 882 qui transmettra.

Jeune Femme dipl. HEC-JF angl.-allem. recherche situation secrétariat ou analogue demi-journée. Réf. sérieuses. MELEN, 90, rue Lazare-Carnot, à CLAMART ou téléphoner TUR. 02-10 qui transm.

DIVERS

L'ŒUVRE FAMILIALE
MARIAGES 1er ordre. Sélection. Hte réputation (23e année) de RUSSEL, 53, rue Legendre, Paris

DISQUE BLEU

avec filtre = Pureté

Pendant vos instants de détente,
la fumée pure et légère
des "DISQUE BLEU" Filtre
vous procure le stimulant nécessaire
pour reprendre votre travail calmes et détendus.
Les "DISQUE BLEU",
avec ou sans filtre,
sont toujours fraîches
et de qualité constante.

RÉGIE FRANÇAISE DES TABACS ★ CAISSE AUTONOME D'AMORTISSEMENT

LE BLOC-NOTES DE FRANÇOIS MAURIAC

Ici, chaque semaine, François Mauriac commente librement l'actualité politique et littéraire.

26 SEPTEMBRE

« LE président du Conseil rendra-t-il public le rapport de la Commission de Sauvegarde des droits et libertés individuelles en Algérie ? M. William Thorp, bâtonnier du Barreau de Paris, le réclame en des termes qui laissent croire que le gouvernement ne serait pas fâché de mettre la Commission et son rapport sous le boisseau... » Où ai-je lu cela ? Ni dans « Le Monde », ni dans « L'Express », mais dans « Paris-Presse L'Intransigeant », sous la signature de M. Paul Gérin. Que des voix s'élèvent à droite, et s'indignent de ce qui nous indigne, quel soulagement ! Il y va de notre honneur à tous, et quant à la France, il y va de « sa gloire » pour parler d'elle comme d'une princesse de Racine.

JE le dis tout net à Philippe Barrès qui dénonçait l'autre jour les « insulteurs de l'armée ». Ceux-là seuls insultent l'armée et la déshonorent qui consentent, par leur silence, à ce que des citoyens français deviennent des bourreaux, qui affectent de croire que des centaines de milliers de soldats honnêtes et bien incapables de commettre ces infamies, sont solidaires de ce petit nombre que nous dénonçons.

J'ignore si Philippe Barrès a lu dans le dernier « Express » l'histoire de Léone Mezurat. J'attire son attention sur ce qui, de cette déposition, devrait l'accabler, plus encore peut-être que le récit des tortures subies par cette jeune femme : « Quand j'ai pu me tenir debout, écrit Léone Mezurat, je suis allée voir l'Inspecteur de l'Académie. Il m'a raccompagnée dans sa voiture personnelle à mon domicile. A ce moment, je ne pouvais pas sortir seule. La vue d'un uniforme, c'était pour moi quelque chose d'atroce. Encore maintenant ».

Ah ! Philippe Barrès ! Philippe Barrès ! c'est toujours la même question posée aujourd'hui à la conscience française qu'il y a soixante ans. Qui donc alors mettait en péril l'honneur de l'armée : le général Mercier ou le lieutenant-colonel Picquart ? Et aujourd'hui, est-ce le général de Bollardière ou les hommes qui pratiquent ces méthodes déjà dénoncées par le rapport de la Commission internationale contre le régime concentrationnaire et que confirmera, vous n'en doutez pas, puisque le gouvernement ne l'a pas rendu public, le rapport de la commission de sauvegarde ?

27 SEPTEMBRE

L'ARMEE... au vrai, c'est le problème de l'homme qui se pose ; car enfin ceux qui se spécialisent dans ces sortes d'interrogatoires « un peu poussés » ne sont pas des monstres. Ils appartiennent au « tout-venant ». Ils n'auraient sans doute rien fait de pire, sans cette guerre qui les a révélés à eux-mêmes, que de s'amuser pendant la classe à arracher les pattes d'une mouche.

JE remâchais ces pensées, au long d'une journée lumineuse et brumeuse, faisant admirer à des amis les petites villes fortifiées qui entourent Malagar. Nous pénétrions dans des églises romanes, merveilles inconnues et qui se délitent. Sur la plus haute colline, le château de Benauge dressait, dans la lumière de la cinquième heure, des murs orgueilleux qui se souviennent de la guerre des Anglais et qui ont vu peut-être passer le Prince Noir dans sa lourde armure. Il y a des heures où mon pays, je ne puis plus l'aimer que physiquement. J'éprouvais cela, à Paris, durant l'occupation : les arbres et les balustres des Tuileries, le reflet des arches dans la Seine m'étaient plus sacrés que la plupart des humains autour de moi, que tous ceux qui s'enrichissaient alors, qui s'engraissaient: ce couple affreux du « Bon Beurre » dont on oublie trop qu'il demeure une des composantes essentielles des majorités électorales d'aujourd'hui. Ces fortunes issues de l'occupation nous occupent à leur tour et nous tiennent.

A ce propos, je note que certains critiques m'avaient détourné de lire « Le Bon Beurre », laissant entendre qu'il existait, entre Jean Dutourd et le couple immonde qu'il a peint, une obscure connivence. Or, à mesure que, ces jours-ci, j'avançais dans le livre, j'éprouvais un sentiment de délivrance : « Enfin, me disais-je, tout de même, cela aura été dit. Ce couple à qui, plus ou moins, nous aurons eu tous affaire, pendant quatre ans, le voilà dénoncé, exposé sur un pilori qui désormais dominera l'histoire de ces noires années. Que l'auteur de ce beau livre soit un homme courageux, il faudrait pour le nier ne rien connaître de la lâcheté qui, aujourd'hui, incite tant de paupières à se baisser opportunément, scelle tant de lèvres.

AIMER physiquement sa terre, c'est tout de même aimer cette face à l'image de l'homme qu'au long des siècles lui ont imposée ceux qui torturaient et massacraient, mais aussi qui peinaient obscurément, rendaient témoignage à la vérité, donnaient leur vie — de sorte que croyant ne plus chérir qu'une certaine lumière sur des coteaux et sur des cimes, qu'une certaine odeur de feuilles mouillées et de brume, que des tuiles anciennes devenues violettes sous la pluie, c'est tout de même l'homme de mon pays que je chéris. Oui, le même, car la brute qui torture est de tous les temps. En revanche, les meilleurs parmi ceux qui nous ont précédés n'étaient pas plus saints que ne le sont encore des vivantes et des vivants, et je connais les noms de quelques-uns.

28 SEPTEMBRE

« ROMPRE avec ce monde tout en y combattant... » Selon Pierre Jean Jouve, c'est l'exemple que Mozart nous donne. Ce mot d'ordre me comble, en ce moment de ma vie.

AUJOURD'HUI, j'ai montré à nos amis la chasse à la palombe du cousin. Ce matin, il en avait déjà pris deux. C'est rare avant la Saint-Michel. Il a tué cet hiver dix-sept sangliers. Là-dessus des âmes sensibles vont m'adresser des lettres de reproche. Que répondre ? Dès le commencement, tout pouvoir a été donné à l'homme sur les animaux, mais non à l'homme sur l'homme.

F. M.

(Copyright « L'Express »)

L'EXPRESS

DIRECTION, REDACTION :
91, Champs-Elysées, Paris-8e
Tél. ELY. 88-61
Administration, publicité, vente :
ABONNEMENTS :
37, Champs-Elysées, Paris-8e
Tél. BAL. 19-68

PRIX DE VENTE AU NUMERO :
France et Afrique du Nord : 100 francs.
Suisse : 1 fr. 90.
Belgique : 18 francs.
Italie : 250 lires.

ABONNEMENTS (1 AN)
France, Union française :
3.000 francs
Etranger : 3.700 francs
Etudiants, Rappelés, Maintenus : 3 mois, 750 fr.

Règlement par chèque bancaire ou C.C.P. 73 78-19 Paris.

Administrateur : J.-F. Coblence

FOURRURES
GALUZ
71, av. Victor-Hugo, Paris

Contrat santé

109

la fatigue s'élimine par les reins !

Le sang apporte à vos cellules l'oxygène et se charge, en retour, de leurs déchets. Ces déchets sont filtrés puis éliminés par les reins d'où le sang ressort propre et actif. Si vos reins sont engorgés, paresseux, ce travail se fait mal ; sur vos muscles, encombrés de toxines, la fatigue pèse lourdement. Pour chasser cette lourdeur, stimulez vos reins en buvant CONTREXEVILLE. L'eau de CONTREXEVILLE est l'eau parfaite de désintoxication.
CONTREXEVILLE : contrat santé !

CONTREXÉVILLE

LA PREMIÈRE POUR LE REIN

Langelaan & Carl